

LE CONFLIT  
AVEC LES ÉLEVÉS-DE PORCS

M. Jean-Jacques Riou  
est remis en liberté

LIRE PAGE 22

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Notre supplément  
« le Monde des livres »  
Pages 11 à 15

Ceronetti et les cruautés  
de la philosophie  
Cendrars vu par sa fille

## L'autorité selon M. Kohl

Le ministre de la défense « regrette » ; le chancelier déçoit, mais assure cependant M. Werner de maintenir sa confiance ; l'honneur perdu du général est finalement déclaré nul. Chacun est-il quitte pour autant, l'affaire est-elle classée, le scandale sans violence effacé, comme le voudrait tellement le chancelier ?

Après des semaines d'attente, ce dénouement des moindres spectacles tient plus du drame psychologique que d'un acte de la machine d'État. En tout cas, la décision tardive du chancelier laisse en République fédérale, même chez ceux qui finissent l'apprentissage, une désagréable impression de malaise.

Un scandale, peut-on lire sous la plume de certains commentateurs pour autant généralement favorables au gouvernement, ne peut être véritablement effacé que lorsqu'il a servi, une fois la crise réglée, à assainir une situation. Force est de reconnaître que ce n'est guère le cas. En premier lieu parce que tous les tenants et aboutissants de l'affaire Kießling, comme le souligne l'opposition social-démocrate, n'ont pas été vraiment élucidés. Quelles sont notamment les raisons qui ont pu pousser le ministre de la défense à douter à ce point d'un homme qui avait joui précédemment de sa confiance ?

Faudrait-il les chercher du côté du quartier général de l'Otan ? Le climat politique en République fédérale continuera de se ressentir d'une affaire aussi malheureusement conclue. Les bons rapports du ministre de la défense avec la Bundeswehr ne pourront pas être rétablis à si bon compte. Le présidenteur du général Kießling estimait récemment que le mal fait laisserait des traces durables. Mais c'est sans doute l'image du chancelier qui reçoit, y compris dans les rangs de la majorité, le coup le plus sévère.

Les qualités de M. Kohl, sa sérénité, sa bonhomie, son optimisme tranquille et patient, ont été, au cours des premiers mois de son mandat, d'une importance inappréciable. Cela a permis au gouvernement de Bismarck de faire face sans trouble, à propos des ministères, au mouvement d'opinion le plus vaste et le plus profond que la République fédérale ait jamais connu dans son histoire. Cela a aussi permis que des milieux économiques désabusés retrouvent une confiance qui commence à se traduire dans les chiffres.

Sans doute est-ce là l'essentiel, comme le souligne le chancelier. Mais il lui faudrait veiller aussi, sous peine de prêter le flanc à d'autres ennemis, à ce que sa modération et sa volonté de conciliation n'apparaissent pas comme une incapacité à trancher. Quand une controverse éclate au sein de la coalition à propos de la politique économique, son premier souci est d'apaiser les uns et les autres ; quand M. Laubach est accusé de corruption, sa première idée est de gagner du temps. Et quand un général est iniquement inculpé, il prend laborieusement la décision de satisfaire tout le monde. M. Strauss serait-il à ce point redouté du chancelier, et les rapports seraient-ils si fragiles entre les partenaires de sa coalition ?

Le « taiseux de Bavière » ne peut que se sentir encouragé à poursuivre sa stratégie contre un chancelier dont la réputation de mollesse — sans doute exagérée — se trouve confirmée.

M. Kohl risque-t-il de percevoir des signaux les effets lors de sa rencontre avec M. Mitterrand ? Ne dit-on pas que les dirigeants français avaient déjà tendance à regretter l'insuffisance, malgré ses bonnes paroles, de résultats concrets en ce qui concerne aussi bien la coopération bilatérale que l'Europe.

(Lire page 3.)

## La gauche divisée sur la politique de restructuration industrielle

- M. Mitterrand et M. Mauroy rappellent à l'ordre le PC
- Les syndicats s'inquiètent des limites de la consultation

Décidément, nous sommes bien, comme l'avait dit M. Marchais, dans une phase « décisive » pour la majorité ; ou, comme l'écrit le premier ministre, dans une partie « capitale ». La question de la validité de l'alliance gouvernementale PC-PS est posée dans toute sa vérité.

Les interventions successives du chef de l'État et du premier ministre en sont les confirmations. Une longue adresse présidentielle en conseil des ministres, pour « recadrer » l'action du gouvernement et souligner l'importance de l'enjeu industriel ; mais aussi pour opposer, à ceux qui seraient tentés de « quitter le navire » (l'expression est de M. Mitterrand), le caractère incontournable de la réalité économique.

Un rappel à la solidarité majoritaire — le premier de cette intensité depuis qu'il est à Matignon — de M. Pierre Mauroy, le lendemain, dans une interview aux *Nouvelles littéraires* : vous ne pouvez pas impunément pratiquer « la participation sans soutien », explique en substance le premier ministre aux communistes.

L'une et l'autre interventions — coïncidences inhabituelles — viennent après que M. Marchais ait mis en cause le chef de l'État et que M. Kramnick ait jugé le bilan de la gauche « négatif ». Il s'agit de savoir si, oui ou non, la gauche est capable d'échapper aux péoneries qui ont perdus ses adversaires. Pour l'instant, c'est en elle-même que se trouvent les facteurs de son propre affaiblissement.

Le parallèle entre l'attitude du PCF d'aujourd'hui et celle du RPR d'hier a été fait : il est pertinent. Et même si le gouvernement d'aujourd'hui peut se prévaloir, à l'inverse de celui d'hier, du soutien dont il jouit au Parlement, même si un jour M. Marchais soufflera le chaud, après avoir soufflé le froid, c'est le sentiment d'une escalade qui prévient dans l'opinion. Tandis que celle-ci est enroulée dans l'idée, d'une part, que la majorité est artificielle, d'autre part, que le gouvernement ne maîtrise pas son affaire.

Ce titre, pourrait-on dire, dans tous les sens, et sur tous les terrains : politique, avec l'offensive du PCF ; économique, où le gouvernement a peine à se mettre d'accord sur le système des « congés-reconversion » ; social, avec la CGT, qui, elle aussi, se dit, une CFDT qui se « resocialise » pour la troisième fois et FO

qui dit à M. Mitterrand : attention, l'explosion menace !

Que, dans ce contexte, le président ait voulu redonner sa cohérence à l'action gouvernementale, c'est bien le moins. L'élément nouveau est que ce « recadrage » est accompagné d'un message sans ambiguïté à l'adresse principalement du PCF. Il tient en deux points :

- 1) Le chef de l'État ne souhaite pas amputer sa majorité. Il s'agit, au contraire, de tenter de l'élargir.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 6.)

## Nissan, le deuxième constructeur automobile japonais s'implante en Europe

Lire page 21 les articles de FRANCIS CORNU  
et de BRUNO DETHOMAS

## Le mariage se démode

par ROBERT SOLÉ

Les Français se marient moins et divorcent davantage. Banal ? Nullement : l'accroissement considérable de ces deux tendances correspond sans doute au changement de mentalité le plus important survenu en France depuis dix ans. C'est ce que montre le passionnant rapport de M. Evelyn Sullerot sur « Le statut matrimonial » (*Le Monde* du 26 janvier) qui vient d'être adopté par le Conseil économique et social.

Jusqu'à une date très récente, dans la plupart des familles, on cachait les jeunes couples qui vivaient ensemble sans être mariés. Il ne fallait pas « faire de la peine à la grand-mère ». Désormais, ces amoureux dînent à la table familiale, partent en vacances avec les parents, et on n'ose plus leur proposer des chambres séparées. « Ils incarnent la nouvelle « normalité », remarque M. Louis Roussel, de l'Institut national d'études démographiques (INED). C'est tout juste si l'on ne va pas consulter un médecin quand son enfant de vingt ans ne vit pas de cette manière ».

La cohabitation juvénile, comme disent les sociologues, n'est qu'un aspect du grand chambardement. On assiste à quatre évolutions, liées

entre elles, que le rapport Sullerot analyse en détail : baisse des mariages, hausse des divorces, extension de diverses formes d'union libre et forte augmentation du nombre d'enfants naturels. C'est une autre France qui émerge, surtout dans les milieux urbains et les couches socioprofessionnelles élevées. Une France de célibataires, de divorcés, de concubins...

L'année-clé est 1972. Les courbes ont commencé à s'inverser alors qu'elles avaient jusqu'alors une belle constance. Le mariage était stable en France depuis deux cents ans. Seul un vieillissement de la population faisait baisser le taux de nuptialité. Et, après chaque guerre, les Français « rataient » les mariages non conclus en se consacrant dans les mairies.

Tout va changer entre 1972 et 1982 : on assiste à dix années successives de baisse. Le nombre d'unions légales diminue de 25 %. Autant dire que les nouvelles lois adoptées au cours de cette période — plus libérales, plus respectueuses de la liberté de chacun — n'ont pas rendu le mariage plus attirant.

A l'origine, le premier ministre devait recevoir, à partir de ce 2 février, l'ensemble des organisations syndicales pour ouvrir cette période de concertation que les uns demandaient et que les autres promettaient, afin d'aborder au mieux le redoutable dossier des restructurations industrielles.

Ce schéma a été modifié le 1<sup>er</sup> février par le conseil des ministres, puisqu'il est maintenant prévu que les organisations syndicales seront reçues le 6 février tout au long de la journée par M. Pierre Mauroy, qui exposera, à cette occasion, un projet précis. Il s'agira alors, non plus d'une négociation,

mais de ce que l'on nomme plus pudiquement, au gouvernement, d'une « consultation ouverte ». Certes, dit-on encore, on tiendra compte des avis émis par les dirigeants syndicaux au cours de ces entretiens, mais on entend surtout « les convaincre » de la validité du dispositif arrêté.

Ensuite, dès le 8 février, le gouvernement devrait annoncer le cadre général de son plan d'intervention à la fois social et économique. S'ouvrira alors une deuxième phase, qui occupera tout le mois de février, pendant laquelle une vraie négociation, cette fois, amènera à préciser le contenu du plan et à en définir les modalités d'application.

Si le processus est différent de ce qui avait été initialement envisagé, il faut en voir l'explication dans le désaccord persistant qui subsiste au sein du gouvernement sur plusieurs points, dont, essentiellement, le mode de financement des congés de reconversion.

ALAIN LEBEAUE.

(Lire la suite page 6.)

## La polémique du Grand Louvre

Les conservateurs  
défendent le projet

Le projet pour le Grand Louvre, dû à l'architecte américain d'origine chinoise Ieoh Ming Pei, suscite d'ores et déjà une vive controverse (*Le Monde* du 26 janvier). Aussitôt après avoir été soumis à la commission des monuments historiques, qui l'a avalisé, ce projet a pu être connu au travers de photographies, de plans assez généraux et de quelques perspectives tracées par ordinateur.

L'élément le plus apparent et le seul qui émerge du sol, est, on le sait, une pyramide de verre, de dix-neuf mètres de haut et de treize mètres de large à la base.

A titre de comparaison, la cour Napoléon, le grand espace ouvert auquel fait face l'arc de triomphe du Carrousel, et où se trouve l'entrée principale du musée, mesure environ cent trente mètres de large. La hauteur des bâtiments de cette cour est en général de vingt-huit mètres, et elle atteint quarante mètres pour le pavillon central, dit pavillon Sully, derrière lequel se trouve la cour Carrée.

La nouvelle entrée du Grand Louvre — celui-ci inclurait désormais les bâtiments occupés par le ministère des finances, et serait sensiblement agrandi en sous-sol — se ferait principalement (les autres entrées étant conservées, mais devenant annexes) par cette pyramide qui focalise l'attention...

L'enjeu est le suivant : un palais comme le Louvre, aussi célèbre, aussi chargé d'histoire et de symbole, peut-il s'accommoder de l'irruption de l'architecture contemporaine ? Si oui, la pyramide suggérée par M. Pei s'accorde-t-elle à l'architecture du Louvre, longuement façonnée par les hommes et le temps, mais, jusqu'à présent, toujours selon des règles de « similitude », le néo-classicisme succédant au classicisme ? Ou bien encore peut-on concevoir une association abrupte avec le passé, ou, selon l'expression consacrée, « l'affirmation de notre temps » auprès d'un aussi respectable monument ?

Au vu des premiers éléments publiés — mais il serait bon qu'un dossier plus complet soit bientôt présenté ou exposé — notre collaborateur André Fermigier s'est élevé avec force contre le projet. Nous publions, en page 17, la motion adoptée le 31 janvier par les conservateurs en chef du musée du Louvre, qui se sont réunis, avec toute l'équipe du Grand Louvre, pendant trois jours à Arcachon. Ce texte fait état du réflexif engagé pour aboutir au projet actuel, finalement approuvé sans réserve.

F. E.

## LE « FREISCHUTZ » DE WEBER A NANTES

### Pour l'exemple

« Ah ! Weber... », cette exclamation, qui commence dans l'enthousiasme et s'achève sur un regret, est tout à fait représentative du vif intérêt que rencontre généralement une allusion, dans la conversation, à l'auteur du *Freischütz* et du sentiment de culpabilité lié au fait que chacun sait que l'ensemble de l'œuvre de ce compositeur est beaucoup moins connu qu'il ne devrait ou qu'on ne le souhaiterait.

Déjà l'habitude périphrasique, en réduisant Weber au seul *Freischütz* (où à l'invitation à la valse), porte préjudice à ses autres ouvrages. Ceux qui l'emploient n'en connaissent parfois que l'ouverture, mais accordent à l'auteur une sorte de crédit qui ne leur coûte rien.

Si les plus hardies poussent l'audace jusqu'à parler de l'auteur d'*Obéron*, cela ne fait qu'aggraver les choses puisque le drame de Weber n'est pas d'être inconnu mais de jouir d'une réputation fondée sur de vagues a priori favorables, davantage que sur une réelle fréquentation de l'œuvre.

« L'auteur de l'invitation à la valse » rencontre en outre une forte opposition parmi les mélomanes ou les musiciens, pour lesquels la valeur d'un artiste se mesure à une dimension difficile à préciser qu'ils appel-

lent la profondeur. Ces esprits croient faire preuve de beaucoup de discernement en affirmant qu'il n'y a guère de profondeur dans la Polonaise brillante, le Mouvement perpétuel, ou telle ou telle page qui leur vient aux oreilles.

Ils ont raison, ce sont là des pages rigoureusement superficielles mais cela n'a rien à voir avec la musique proprement dite, car, considérées froidement, les pages réputées profondes pèchent généralement par un excès de complication ou de simplicité, tandis que celles qui se proposent de séduire l'oreille sans faire le moins du monde appel au sentiment ou au pathos brillent par l'invention et la vivacité de l'écriture.

En général donc, si l'on adopte ce critère pour ce qu'il vaut, la musique de Weber n'a aucune prétention à la profondeur : elle est colorée, piquante, inattendue, pleine de vie et d'élan ; lorsqu'elle est dramatique, elle n'oublie pas que le bon temps revient toujours après la pluie. En outre, elle a horreur de s'arrêter, de se complaire dans un état quel qu'il soit. Ainsi les pages les plus joyeuses comportent-elles leur part de mélancolie.

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 17.)

## Milan KUNDERA

### L'insoutenable légèreté de l'être

roman

traduit du tchèque par François Keré

« Dans la grande lessive que l'Europe de la fin du XX<sup>e</sup> siècle fait subir à ses croyances en l'homme et en l'histoire, il faudra désormais compter avec le somptueux scepticisme de Kundera, qui n'exclut ni la gaieté ni la tendresse »

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

« Un livre immense où la matière d'une vie et le spectacle d'un siècle conspirent pour l'avènement de l'homme »

Claude Roy/Le Nouvel Observateur

GALLIMARD nrf

## AU JOUR LE JOUR

### Page

Après la condamnation à sept ans de prison des quatre Arméniens auteurs d'une prise d'otages au consulat de Turquie à Paris, Ankara a réagi avec virulence. On y déclare que ce jugement est « une page honteuse » pour la France.

Puisqu'il est question de page, de honte et d'histoire, on peut — sans excuser le terrorisme — juger la réaction turque malvenue. Les pages sanglantes emplissent les bas de forts volumes chaque jour enrichis de sentences capitales prononcées à la chaîne.

Sans honte apparente, il est vrai, pour ceux qui les rédigent.

BRUNO FRAPPAT.

## LE MONDE diplomatique

### de février EST PARU

Au sommaire :

- L'agriculture européenne et les paysans français.
- Nouvelles chasses, vieilles sorcières (suite).







صحنه من العمل

Le Monde

# étranger

## EUROPE

### Norvège

#### APRÈS L'ARRESTATION DE L'ESPION ARNE TREHOLT Oslo expulse plusieurs fonctionnaires soviétiques

De notre correspondant

Stockholm. — Première conséquence de la récente arrestation de l'espion norvégien qui travaillait depuis dix ans au moins pour le compte du KGB : le gouvernement d'Oslo a annoncé, le mercredi 1<sup>er</sup> février, l'expulsion de trois diplomates et de deux fonctionnaires de l'ambassade d'URSS en Norvège. Il s'agit de M. Leonid Makarov, premier conseiller, et de MM. Tchekobok et Anissimov, premiers secrétaires. Les deux autres étaient employés à la délégation commerciale.

Par ailleurs, quatre autres diplomates soviétiques qui avaient renoué à différentes reprises l'espion norvégien à Helsinki, Vienne et New-York, ont été déclarés « indésirables » dans le pays. La plupart de ces personnes sont bien connues des services de contre-espionnage scandinave. M. Makarov était considéré comme le responsable local du KGB, et son collègue, M. Tchekobok, avait proposé de l'argent à des Norvégiens pour écrire des articles pacifistes dans la presse. Le gouvernement d'Oslo précise également que les diplomates expulsés ne pourront être remplacés. En d'autres termes, la représentation soviétique ne comptera plus à l'avenir que quatre-vingt-neuf employés au lieu de quatre-vingt-quatre.

Ces mesures sont les plus dures jamais prises par la Norvège dans une affaire de ce genre, et elles sont approuvées par les leaders de tous les partis politiques siégeant au Parlement. Les progressistes, à droite, estiment même qu'elles sont insuffisantes.

Dans un communiqué publié dans la soirée de mercredi, à Oslo, l'ambassade d'URSS déclare que les attaques dirigées contre ses ressortissants ne sont pas fondées : « Elles sont inspirées par la contre-espionnage norvégien et entrent dans le cadre d'une campagne anti-soviétique sans précédent dans l'histoire des relations entre les deux pays ».

L'URSS affirme, en outre, dénier les preuves qu'un Norvégien a offert récemment à Vienne un demi-million de dollars à un diplomate soviétique « si celui-ci acceptait de trahir sa patrie ». M. Arne Treholt, l'ancien chef du service de presse et d'information du ministère norvégien des affaires étrangères, est quotidiennement interrogé par la police depuis son arrestation, le 21 janvier. Selon son avocat, le haut fonctionnaire n'aurait pas travaillé pour le KGB pour des raisons financières, mais les autorités ne veulent pas donner de détails supplémentaires sur le déroulement de l'enquête.

ALAIN DEBOVE.

[Selon un rapport du département d'Etat publié mercredi 1<sup>er</sup> février, le nombre de ressortissants soviétiques expulsés de pays étrangers pour espionnage en 1983 a quasiment triplé par rapport à l'année précédente (135 en 1982, contre 49 en 1981 et 27 l'année précédente). L'Europe de l'Ouest est largement en tête avec 82 expulsions, devant l'Asie et le Pacifique (41), le continent américain (11) et l'Afrique (1). Ces chiffres, selon Washington, sont inférieurs aux réels, bon nombre de pays préférant ne pas annoncer publiquement l'expulsion de diplomates.]

## DIPLOMATIE

### LE SOMMET FRANCO-ALLEMAND D'EDENKOBEN

#### Une rencontre sans illusions

M. François Mitterrand est arrivé ce jeudi matin 2 février à Edenkoben, en Rhénanie-Palatinat, pour rencontrer le chancelier Kohl de façon « informelle ». Ce tête-à-tête, qui devait être prolongé par un déjeuner, fait suite à la rencontre du même genre que le président français et le chef du gouvernement ouest-allemand avaient eue en juillet dernier à Debo, dans les Vosges. Mais il s'inscrit aussi dans la série d'entretiens que M. Mitterrand compte avoir pendant les six mois de la présidence française avec les dirigeants des neuf partenaires de la France au sein de la CEE : il pourrait également se rendre à Rome et à Athènes. Le chef de l'Etat devait regagner Paris en fin d'après-midi.

De notre envoyé spécial

Edenkoben. — Ce devait être à l'origine un tête-à-tête dans le village du chancelier, Oggersheim. C'est finalement une bourgade viticole du Palatinat, Edenkoben, qui a été choisie. Choix symbolique que celui de cette petite ville-étape sur la route qui va de Ludwigshafen, la cité natale de M. Kohl, à la frontière française, parmi les vignobles de la traditionnelle « route du vin » sur laquelle de nombreux touristes zigzaguent en toutes saisons.

C'est dans la villa Ludwigshöhe, qui domine la petite ville à quelques kilomètres du centre, que MM. Mitterrand et Kohl échangent leurs impressions, sous l'ombre tutéaire de Louis 1<sup>er</sup> de Bavière, dont c'était la résidence d'été et qui, juste au milieu du dix-neuvième siècle, ne régna qu'un septennat...

L'histoire et la géographie se combinent ainsi pour évoquer une Europe romantique où, tandis que plusieurs de ses États — dont l'Allemagne — cherchaient encore leur unité, la France avait déjà largement affirmé la sienne. Faut-il voir une attention supplémentaire de M. Kohl ?

M. Mitterrand aborde cette rencontre sans illusions excessives. Non que Paris et Bonn fassent des analyses divergentes sur les problèmes de fond auxquels se trouve actuellement confrontée la CEE. Qu'il s'agisse de la contribution budgétaire britannique, des difficultés structurelles de la Communauté ou encore de la nécessité de renforcer la coopération politique, industrielle et culturelle entre les Dix, la France et la RFA ont des points de vue très voisins.

Mais il n'en va pas de même en ce qui concerne l'affaire des montants compensatoires monétaires, sur laquelle on estime, du côté français, que les Allemands ont décidé d'écarter bien du mal à prendre une décision et à parler d'une seule voix.

Lors du Conseil européen d'Athènes, M. Cheysson avait eu le sentiment, après en avoir parlé seul à seul avec son collègue M. Genscher, que la question était en passe d'être réglée. En séance plénière, pour le moins, elle ne l'était plus. Et

le président français ne peut ignorer que le chancelier Kohl a actuellement en tête — c'était d'ailleurs déjà le cas dans la capitale grecque — des préoccupations d'une toute autre nature, directement liées à la politique intérieure ouest-allemande.

Le chef du gouvernement de Bonn semble en outre éprouver, lorsqu'il faut trancher, une difficulté qui, selon différents témoignages tant français qu'allemands, confine à l'incapacité.

#### Une « solution globale »

Or, la question des MCM est de celles qui empoisonnent actuellement l'atmosphère communautaire. Paris souhaiterait obtenir leur démantèlement, considérant que ces prélèvements sur les importations et ces taxes sur les exportations, en principe destinés à compenser les fluctuations monétaires, favorisent, abusivement, en fin de compte, les agriculteurs des pays à devises fortes et pénalisent les autres, notamment les Français.

Il est vrai que la méthode actuellement mise en œuvre par Paris ne consiste pas, à ce stade du processus, à arracher des concessions à ceux des partenaires de la France qui posent problème, comme la Grande-Bretagne ou la RFA, mais, dans un premier temps, à entendre chacun en confession. Et à lui rappeler la position française sur chacun des sujets évoqués.

Le moment n'est sans doute pas encore venu pour M. Mitterrand d'annoncer à l'opinion européenne, ni même à tel ou tel interlocuteur privilégié, le compromis que va proposer la France pour surmonter la crise.

Mais chacun de ces tête-à-tête, comme celui qu'il a eu la semaine dernière avec M. Thatcher à Marly-le-Roi, doit permettre d'avancer vers cette « solution globale » dont on rêve à Paris pour le sommet « de couronnement » de la présidence française, qui pourrait avoir lieu fin juin à Bordeaux.

BERNARD BRIGOULEUX.

### RFA

#### MALGRÉ LA RÉINTÉGRATION DU GÉNÉRAL KIESSLING

#### La commission d'enquête parlementaire va poursuivre ses travaux

Correspondance

« persuadé qu'il resterait, même après cette expérience, le ministre apprécié en Allemagne et à l'étranger pour son dévouement et son expérience ».

L'affaire Werner-KieSSLing est-elle pour autant terminée ? L'honneur retrouvé du général à quatre étoiles, venu chercher en personne, et en grand uniforme, sa réhabilitation au ministère de la défense, et les mea culpa répétés du ministre de la défense devant les caméras de télévision offraient, mercredi, un spectacle tout à fait singulier. M. Kohl, qui a été finalement engagé personnellement dans cette affaire dont il n'a sans doute pas assez vite perçu le danger, est apparu trop crispé devant la presse pour ne pas être conscient lui-même du malaise suscité. De nombreuses questions restent ouvertes, qui pèseront dans les mois à venir. Son intervention tardive a été taxée par ses adversaires de faiblesse et a, une nouvelle fois, fait ressortir les problèmes de rivalités personnelles qui empoisonnent la coalition gouvernementale depuis le changement de majorité, à l'automne 1982.

#### L'image du gouvernement altérée

An sein du parti démocrate-chrétien, tous les dirigeants ont fait bloc mercredi pour défendre la décision prise par le chancelier. Mais on admet en privé que l'image du gouvernement ne sort grandie ni de cette affaire ni des incartades périodiques de M. Franz-Josef Strauss, le ministre-président de Bavière. Les responsables de la dé-

mocratie chrétienne et du parti libéral comptent sur les bons résultats enregistrés jusqu'à présent par le gouvernement sur le plan économique pour faire passer au second plan les divers scandales.

En l'absence d'échéance électorale importante, l'opposition social-démocrate a, il est vrai, peu de moyens pour tirer profit des faux pas du chancelier. Mais elle semble décidée à exploiter les zones d'ombre qui demeurent du chancelier, qui a soigneusement évité, au cours de sa conférence de presse, les questions sur l'origine de l'affaire KieSSLing et sur les responsabilités au sein du ministère de la défense, n'a peut-être pas tout dit. A peine avait-il annoncé sa décision que le parti social-

démocrate réclamait d'ailleurs un débat au Bundestag.

« Le maintien d'un ministre qui s'est disqualifié de cette manière ne peut qu'accroître l'inquiétude de l'armée et du public vis-à-vis d'un poste aussi sensible que celui du ministre de la défense. Avec la décision d'aujourd'hui, l'affaire Werner est devenue l'affaire du chancelier », a déclaré le président du groupe parlementaire SPD, M. Hans-Jochen Vogel. L'ancien adversaire du chancelier lors des élections du 6 mars dernier a indiqué que la commission parlementaire instituée pour enquêter sur l'affaire KieSSLing poursuivait ses travaux, malgré la réhabilitation du général, pour faire toute la lumière.

HENRI DE BRESSON.

#### M. Franz-Josef Strauss, l'épouvantail

Quand M. Kohl provoque l'hilarité de toute la presse de Bonn en reconnaissant piteusement que le général KieSSLing ne représente plus un risque pour la sécurité de la RFA, un homme doit éprouver une très allemande Schadenfreude (joie maligne) : M. Franz-Josef Strauss, à cause de qui le chancelier n'a pas craint de braver le ridicule. Si M. Wörner a conservé son poste de ministre de la défense dans des conditions particulièrement humiliantes, il le doit plus aux ambitions déclarées du « taurin de Bavière » qu'à la sûreté de son jugement.

Tout laisse à penser, en effet, que M. Kohl a renoncé à un remaniement ministériel pour ne pas donner à son rival de Munich la satisfaction qu'il attend depuis le retour des chrétiens-démocrates au pouvoir : un grand ministère — l'économie ou la défense, puis — les affaires étrangères lui ont été déjà refusées en 1983, — où il pourrait donner toute la mesure de ses qualités d'homme d'Etat et faire de l'ombre à ses collègues.

M. Strauss a manqué une occasion. Nul doute qu'il attend la prochaine avec impatience, et que, au besoin, il saura la créer. Très conscient de ses dons, M. Strauss n'a jamais péché par indulgence envers ses « amis » chrétiens-démocrates. Le seul qui ait vraiment trouvé grâce à ses yeux fut le vieux Konrad Adenauer, qui, en 1952, avait remarqué ses talents oratoires et en avait fait son ministre. Dix ans plus tard, l'affaire du Spiegel interrompait une carrière prometteuse. Ministre de la défense, M. Strauss avait fait arrêter, pour « trahison » des rédacteurs du grand hebdomadaire de Hambourg. Malgré les efforts d'Adenauer

pour le sauver, et une lettre du chancelier reconnaissant sa bonne foi, M. Strauss devait donner sa démission.

Depuis cette époque, il n'a eu de cesse de scier la branche sur laquelle étaient assis les chefs successifs de la démocratie chrétienne. Il a placé des chausse-trappes sous les pieds du chancelier Erhard, soutenu son successeur Kurt Georg Kiesinger, avant de se retourner contre lui ; il a détruit l'image de M. Rainer Barzel quand celui-ci était candidat à la chancellerie contre M. Brandt, et il s'est toujours arrangé pour que M. Kohl passe pour un géant benêt. Afin d'imposer ses vues, il menace périodiquement d'élargir à toute la RFA le champ d'action de son parti, le CSU, pour l'instant limité à la Bavière.

De guerre lasse, ses « amis » lui ont, en 1980, laissé sa chance dans la course à la chancellerie. Même sa cuisante défaite face à M. Schmidt ne l'a pas empêché de continuer son travail de sape. Le Spiegel, qui ne l'aime pas, mais éprouve pour lui une certaine fascination, a écrit : « Il n'y a pas une politique Strauss, il n'y a qu'un Strauss qui fait de la politique ». Le ministre-président de Bavière n'est, en effet, pas très regardant sur les moyens. Dans sa querelle permanente contre le chancelier, il ne craint pas d'utiliser tout à tour les arguments les plus contradictoires.

On comprend que M. Kohl ait, depuis son retour au pouvoir, dépensé une grande partie de son énergie pour empêcher l'épouvantail Strauss de revenir à Bonn. Mais en réagissant aux fautes de son encombrant partenaire, au lieu de prendre lui-même des initiatives, il en reste finalement prisonnier.

DANIEL VERNET.

#### TOUT EN SOUHAITANT UNE DISCUSSION SUR LA « STRATÉGIE »

#### M. Mitterrand estime « non résolus » les problèmes d'une défense européenne

Dans un entretien accordé, à la veille de sa visite officielle au Pays-Bas, au journal *NRC Handelsblad* et que publie jeudi 2 février sous le titre « L'Europe ne peut pas compter sur elle-même », M. Mitterrand se déclare favorable à un « resserrement » du traité de Rome et ajoute : « Cela va un peu contre la tendance actuelle. Mais je crois que quelques pays ont une conscience claire que, s'il n'y a pas de réalité politique, la réalité économique ira en se déformant. J'entends beaucoup de personnes parler des maintenant par exemple d'une défense européenne. Comme si elle était déjà résolue le problème de l'unité de direction politique qui commande naturellement la réalité d'une direction militaire. Ce n'est pas en six mois que nous réaliserons tout cela, mais j'ai quand même dans le sens d'une forte réalité politique ».

Toujours à propos de la défense, M. Mitterrand estime que l'Europe, « faute de disposer pour l'instant d'une défense et d'une stratégie communes, pourrait quand même commencer à parler d'une stratégie », mais sans pour autant substituer une « alliance » à l'alliance atlantique, car « ce serait parler pour ne rien dire ». D'autre part, cette stratégie à discuter devrait être « davantage, je crois, conventionnelle ». Car parler du nucléaire, « ce serait aller plus vite que la

musique. Ce n'est pas interdit d'y penser, (mais) ce n'est pas réalisable pratiquement, [car] de tous les côtés de l'Europe il n'y a pas de chefs de file qui soient candidats à la détection de l'arme nucléaire ». En outre, « la détention du commandement nucléaire ne peut pas être partagée. Elle ne peut pas être partagée par rapport aux institutions françaises. Elle ne peut pas être partagée simplement parce que la nature de cette arme, pour l'instant, l'interdit. Même en France la dissuasion ne peut exister si elle est décidée par un seul homme et vite, autrement elle n'a pas beaucoup de signification. Alors tous ces problèmes ne sont pas résolus ».

M. Mitterrand critique d'autre part la « déformation » constatée lors des sommets (tant entre les Dix de la Communauté européenne qu'entre les sept principaux pays industrialisés) et la laque « totale » qui a été conquis dans la première heure par la conversation des chefs d'Etat et de gouvernement est détruite l'heure suivante par la discussion des experts ». Il faut donc revenir à une discussion des seuls chefs de délégation : « Si l'on a besoin d'experts, on n'a qu'à les consulter dans nos capitales. Mais les transporter avec nous comme un cirque ambulatoire, c'est vraiment insupportable ».

#### Bucarest « soutient » la position soviétique sur les euromissiles

La Roumanie a exprimé son « soutien » à la position soviétique sur les euromissiles tout en s'efforçant de préserver l'originalité de son attitude : le communiqué commun publié mercredi 1<sup>er</sup> février par l'agence Agerpres, après le départ de M. Gromyko, indique que l'URSS attend des pays de l'OTAN qu'ils « se montrent prêts à revenir à la situation en vigueur avant le début du déploiement des euromissiles américains ». La Roumanie « soutient » cette position, mais insiste sur la nécessité de « relancer les négociations » en vue d'une élimination complète de tous les euromissiles.

Roumains et Soviétiques sont ainsi tombés d'accord pour accuser les Etats-Unis et les autres membres de l'OTAN de tenter d'« obtenir la supériorité militaire ». En même temps, la presse roumaine s'est efforcée d'atténuer dans ses comptes rendus la virulence des attaques lancées par M. Gromyko contre les Etats-Unis au cours d'un meeting d'amitié soviéto-roumaine.

En fait, rien n'indique que M. Gromyko, qui avait évoqué dans

son discours la nécessaire unité du pacte de Varsovie dans les questions de sécurité, ait réussi à convaincre M. Ceausescu de l'utilité réelle d'un déploiement de nouveaux euromissiles soviétiques. Les entretiens entre les deux hommes ont été qualifiés officiellement de « sincères et ouverts » — une formule qui reconnaît en fait l'expression de sérieuses divergences. Quant aux promesses soviétiques de livraisons supplémentaires de produits énergétiques (*le Monde* du 1<sup>er</sup> février), elles ne sont pas évoquées dans le communiqué commun.

M. Gromyko a quitté Bucarest une demi-heure avant l'arrivée du premier ministre roumain, M. Pierre-Elliott Trudeau, venu plaider la cause de la défection, comme il l'a déjà fait à Prague et à Berlin-Est. M. Trudeau aurait surtout souhaité se rendre à Moscou, mais M. Andropov n'était pas en mesure de le recevoir, et il ne semble pas que les Soviétiques lui aient proposé d'autre interlocuteur. En tout cas l'occasion qui se présentait à Bucarest n'a pas été saisie.

## Georges DUMÉZIL

de l'Académie française

### La Courtisane et les Seigneurs colorés

Esquisses de mythologie

"Autant de fragments d'un gigantesque puzzle où se télescopent les légendes bouddhiques et ossètes, les rituels grecs ou romains."

Didier Eribon/Le Monde

### "...Le moine noir en gris dedans Varennes..."

"Un véritable travail sur Nostradamus"

Jean-Paul Ianni/Amunategui/Le Matin

## GALLIMARD nrf



# AMÉRIQUES

## Venezuela

### « Je suis opposé à toute intervention étrangère en Amérique centrale »

nous déclare le nouveau président, M. Lusinchí

Caracas. - Net vainqueur des élections, le 4 décembre dernier, avec 57 % des suffrages, M. Jaime Lusinchí (cinquante-neuf ans) succède, le jeudi 2 février, à M. Luis Herrera Campesino, du Parti social-chrétien COPEI, à la présidence du Venezuela. Le nouveau chef de l'Etat, du Parti action démocratique de tendance social-démocratique, n'ignore pas l'ampleur de la tâche qui l'attend dans les cinq ans pour « remettre en marche » le pays. Troisième producteur d'or noir de l'OPEP, le Venezuela reste, certes, un cas en soi en Amérique latine. Mais, avec le tassement des prix du pétrole, qui lui assure plus de 90 % de ses rentrées en devises, il a été à son tour frappé par la crise économique et financière.

L'année dernière, le produit intérieur brut a diminué d'au moins 2 %, le chômage est brutalement passé à 15 % de la population active, et le gouvernement sortant a été contraint de procéder à une dévaluation de facto du bolívar, la monnaie nationale, en instaurant des taux de change multiples. Si les nouvelles autorités comptent sur une augmentation des prix du pétrole, stimulée par une éventuelle reprise dans les pays industrialisés, le président Lusinchí n'aura sans doute pas trop du vaste courant populaire, qui s'est dégaîné en sa faveur, pour tenter de rétablir la confiance dans un pays longtemps habitué à dépenser sans compter. Il s'en est expliqué dans l'interview qu'il nous a accordée à la veille de la passation des pouvoirs.

« Il faut, déclare le nouvel élu, changer l'attitude de l'Etat vénézuélien et la conduite du gouvernement. Nous devons modifier les schémas de consommation du pays, ce qui suppose un effort important. Nous allons parler clairement. Nous ne ferons pas une politique populiste, de complaisance, de paternalisme d'Etat ».

L'une des premières tâches du nouveau gouvernement sera de reprendre les négociations sur le ré-

## De notre envoyé spécial

chellonement d'une dette extérieure supérieure à 35 milliards de dollars, la quatrième d'Amérique latine (après le Brésil, le Mexique et l'Argentine). Le sujet est préoccupant, mais le président Lusinchí se dit optimiste, sans vouloir pour autant dévoiler ses projets : « Nous mettrons sur la table, dit-il, les structures fondamentalement saines de l'économie nationale et la tradition de bon payeur de notre pays, en réalité démocratique et géopolitique. Nous pourrions donc obtenir des conditions qui n'entraînent pas l'intervention du FMI ».

Alors que l'on s'attend à une prochaine dévaluation officielle du bolívar, M. Lusinchí se montre évasif : « Il faut rationaliser l'attitude envers le bolívar. Le Venezuela doit, de toute évidence, modifier ses schémas d'importations, et toute sa politique commerciale doit, elle aussi, changer ».

## « Nouvelle impulsion » à l'agriculture

Le pétrole a sans doute été un atout majeur pour le Venezuela. Mais en même temps, ce fut une « malédiction », selon l'expression de Juan Pablo Pérez Alfonso, l'un des pères de l'OPEP. Apparemment conscient de cette réalité, le nouveau président entend préserver l'avenir : « Nous réaffirmons, en accord avec l'OPEP, notre politique de conservation de nos ressources en essayant d'augmenter au maximum nos réserves prouvées et notre potentiel de production », M. Lusinchí entend aussi « donner une nouvelle impulsion » à l'agriculture, afin de libérer le pays de la dépendance des importations de produits alimentaires, et diminuer le poids du pétrole dans l'économie.

Comme c'est le cas à chaque changement de gouvernement, M. Lusinchí s'est également engagé à lancer « une croisade nationale

contre la corruption ». Non sans malice, les Vénézuéliens admettent d'ailleurs que la corruption ne peut que diminuer, « car avec moins d'argent, il y aura moins à voler ».

En politique étrangère, le président vénézuélien entend donner la priorité à l'Amérique centrale et aux Caraïbes. Et pour bien montrer l'intérêt qu'il porte au retour d'une paix durable dans la région, il se propose de nommer un ambassadeur spécial, à l'instar des Etats-Unis. « Le Venezuela, explique-t-il, ne peut pas s'isoler de l'Amérique centrale et des Caraïbes, en raison de sa position géographique et pour la défense de son propre système démocratique. Je suis opposé à toute intervention étrangère dans la région. Le Venezuela continuera d'œuvrer pour que le rétablissement de la paix se fasse avec les seuls peuples directement concernés ».

Avant même de s'installer au palais présidentiel de Miraflores, M. Lusinchí s'est entretenu à diverses reprises avec de hauts fonctionnaires américains et des représentants de firmes multinationales. Faut-il y voir le signe d'un rapprochement des liens avec les Etats-Unis ?

« Nous avons de solides relations commerciales et économiques avec les Etats-Unis. Ce système doit s'affirmer à la meilleure convenance des deux, ce qui implique que les Etats-Unis doivent se montrer généreux avec nous, que représentons leur source la plus sûre d'approvisionnement pétrolier et de leurs meilleurs clients. Les Etats-Unis doivent nous prêter leur assistance technologique et se montrer plus compréhensifs en matière financière ».

En ce qui concerne les relations avec Cuba, pratiquement suspendues depuis 1980, le nouveau président se montre favorable à une normalisation. Il considère que La Havane devrait être associée à la recherche d'un règlement en Amérique centrale « en tant que partie intéressée ».

JEAN-CLAUDE BUIRER.

## Etats-Unis

### Le projet de budget de M. Reagan est mal accueilli par les milieux financiers

De notre correspondant

Washington. - Le maintien d'un déficit de 180 milliards de dollars dans le projet de budget présenté mercredi 1<sup>er</sup> février par M. Reagan a été mal accueilli dans les milieux financiers américains et très critiqué par l'opposition démocratique.

Alors que l'indice des valeurs industrielles de Wall Street, confirmant un repli amorcé depuis début janvier, enregistre une baisse de huit points, le président de Chase Economics, l'un des principaux organismes de prévisions économiques, a déclaré qu'il serait « très irréaliste » de penser que la croissance pourrait se poursuivre dans de telles conditions. A des degrés divers, les milieux d'affaires s'inquiètent des conséquences de cet alourdissement continu de la dette publique qui pèse sur le niveau des taux d'intérêt, accentue la surévaluation du dollar et aggrave, en entravant les exportations et facilitant les importations, le déficit commercial, dont le montant a frôlé les 70 milliards de dollars en 1983.

Cette inquiétude est au demeurant partagée par M. Reagan, qui souligne, dans la présentation de son projet de budget, que la poursuite d'une « croissance non inflationniste » serait menacée par la persistance de déficits, qui devraient, dans les prévisions actuelles, s'élever à 177 milliards en 1986, 180 milliards en 1987 et 151 milliards en 1988 (le Monde du 2 février). Dans son rapport annuel sur la situation de l'économie qu'il devait remettre ce jeudi au Congrès, le président réitére, à ce propos, que « sa plus grande déception économique » en 1983 a été le rejet par les parlementaires de ses propositions de réduction des dépenses. « Nous serions [si le Congrès avait accepté] bien plus près de l'équilibre budgétaire », écrit-il, en demandant parallèlement à la Réserve fédérale d'assurer cette année « une expansion de la masse monétaire à un rythme modéré compatible à la fois avec une reprise soutenue et de nouveaux progrès dans la lutte contre l'inflation ».

« Je ne suis pas satisfait », a déclaré M. O'Neill, le président de la Chambre (à majorité démocrate), en critiquant durement le montant des crédits demandés pour la défense. L'opposition entend faire porter sur ce poste l'essentiel de son plan de réduction des dépenses, ce qui viserait à réduire le déficit de 200 milliards sur trois ans.

Dans leur rapport joint à ce document, les conseillers économiques du président estiment que le maintien du déficit constitue « potentiellement un problème très grave », qui contraindrait « à réduire les dépenses ou à augmenter les impôts ». Ils confirment ainsi leur désaccord public avec M. Reagan, qui ne veut pas entendre parler d'un allouissement de la fiscalité. Son projet de budget pour l'année budgétaire 1985 est, à cet égard, d'une parfaite orthodoxie présidentielle, puisque les nouvelles rentrées d'impôts prévues n'excèdent pas 8 milliards, provenant principalement de la suppression de possibilités de « fraude légale ».

Conséquence de la campagne électorale qui vient de s'ouvrir et de la volonté de M. Reagan de se représenter, le grand débat entre partisans d'une réduction des dépenses budgétaires et partisans d'une augmentation des recettes par l'imposition n'a pas été tranché.

Le directeur du budget, M. Stockman, a résumé la situation avec une étonnante franchise en déclarant : « Il ne sert à rien d'aligner arguments ou propositions pour qu'après cela tous les candidats à la Chambre ou au Sénat viennent s'y opposer ». Côté démocrate, si l'analyse est différente, le constat est le même. « Ce projet, a estimé à son tour M. Lawton Chiles (Floride), membre de la commission budgétaire, n'est rien d'autre qu'un document d'année électorale qui évite soigneusement les vrais problèmes ».

« Je ne suis pas satisfait », a déclaré M. O'Neill, le président de la Chambre (à majorité démocrate), en critiquant durement le montant des crédits demandés pour la défense. L'opposition entend faire porter sur ce poste l'essentiel de son plan de réduction des dépenses, ce qui viserait à réduire le déficit de 200 milliards sur trois ans.

## 313 milliards de dollars pour la défense

An total, l'administration souhaite obtenir pour la défense 272 milliards de dollars - 313 en comptant les autorisations d'engagement de programmes pour les années suivantes - soit près du tiers des dépenses budgétaires globales (925 milliards de dollars contre 854 pour 1984). Ce qui représenterait une hausse de 13 % (1) par rapport à l'année en cours. Le secrétaire à la Défense, M. Weinberger, a justifié cette croissance en déclarant que les dépenses militaires soviétiques avaient, entre 1974 et 1983, dépassé de 40 % celles des Etats-Unis et que le pourcentage du PNB attribué cette année aux forces armées était de 17 à 19 % en URSS contre 7,5 % en Amérique. L'effort demandé au Congrès devrait « inciter l'Union soviétique à participer à de véritables négociations sur la réduction des armements », a ajouté M. Weinberger aux yeux de qui tout fléchissement dans le réarmement des Etats-Unis inviterait à douter de leur volonté et de leur prépondérance.

Le Pentagone envisage la mise au point du missile antimissile ASAT destiné pour la première fois en janvier dernier, et l'engagement de recherches (1,8 milliard de dollars) sur le système de défense antibalistique fondé sur les lasers et les rayons de particules.

De plus, les forces stratégiques devraient être dotées de quarante nouveaux missiles MX, d'un nouveau sous-marin lanceur de missiles Trident et de trente-quatre bombardiers B-1-B. Dans le domaine des armes conventionnelles, la flotte et les « marines » devraient recevoir vingt-trois bâtiments supplémentaires.

« Le président yougoslave de la Maison Blanche », M. Reagan s'est entretenu mercredi 1<sup>er</sup> février avec le président yougoslave, M. Miki Spiljak, et a réaffirmé son soutien à la politique d'indépendance de Belgrade à l'égard du bloc soviétique. Il s'est engagé à poursuivre les efforts des Etats-Unis pour aider la Yougoslavie à résoudre ses difficultés économiques. M. Spiljak est le premier chef d'Etat yougoslave à se rendre à Washington depuis six ans. - (AP).

« Naturalisation annulée pour un criminel de guerre ». Un juge fédéral a annulé, vendredi 27 janvier, la naturalisation américaine de George Theodoreovitch, soixante et un ans, accusé par le département de la justice d'avoir assassiné des juifs, à Lvov (Ukraine), en août 1942. Cette décision permet maintenant d'envisager l'expulsion de Theodoreovitch. - (AP).

« Le président yougoslave de la Maison Blanche ». M. Reagan s'est entretenu mercredi 1<sup>er</sup> février avec le président yougoslave, M. Miki Spiljak, et a réaffirmé son soutien à la politique d'indépendance de Belgrade à l'égard du bloc soviétique. Il s'est engagé à poursuivre les efforts des Etats-Unis pour aider la Yougoslavie à résoudre ses difficultés économiques. M. Spiljak est le premier chef d'Etat yougoslave à se rendre à Washington depuis six ans. - (AP).

« Naturalisation annulée pour un criminel de guerre ». Un juge fédéral a annulé, vendredi 27 janvier, la naturalisation américaine de George Theodoreovitch, soixante et un ans, accusé par le département de la justice d'avoir assassiné des juifs, à Lvov (Ukraine), en août 1942. Cette décision permet maintenant d'envisager l'expulsion de Theodoreovitch. - (AP).

## ASIE

### Chine

### M. Arkhipov bientôt à Pékin ?

M. Ivan Arkhipov, premier vice-président du conseil d'URSS, se rendra prochainement en Chine, annonce de Pékin l'agence United Press International. Ce projet n'a pas été officiellement confirmé, mais l'agence fait état de sources chinoises, soviétiques et diplomatiques occidentales selon lesquelles des « discussions » au sujet de la visite de M. Arkhipov seraient effectivement en cours. Son voyage pourrait avoir lieu au mois de mai, d'est-à-dire peu de temps après la visite officielle du président Reagan à Pékin et à la Chine. Les conversations politiques entre les deux pays - dont la prochaine phase doit avoir lieu au mois de mars à Moscou - semblent en revanche piétiner.

« Un juriste de Hongkong condamné pour espionnage ». Un juriste de Hongkong a été condamné récemment à Pékin à quinze ans de prison pour espionnage au profit d'un pays non-identifié, a annoncé mercredi 1<sup>er</sup> février, le ministre chinois de la justice. Selon des informations parvenues antérieurement dans la presse de Hongkong, M. Huang, trente-trois ans, juriste formé à Harvard (Etats-Unis), aurait été accusé d'avoir fourni aux Etats-Unis des documents confidentiels sur les ressources énergétiques chinoises. Il aurait été appréhendé par la police chinoise en janvier 1982. - (AFP).

« Invitation de sportifs sud-coréens ». La Chine a invité pour la première fois des sportifs sud-coréens à venir en Chine à l'occasion de la Coupe Davis de tennis, malgré l'absence de relations officielles entre les deux pays, selon appris jeudi 2 février, à Séoul. La Corée du Sud a accepté la proposition chinoise de jouer les rencontres préliminaires de la zone-Est de la Coupe Davis à Kuzming, dans le sud de la Chine, plutôt qu'à Pékin, a annoncé l'Association coréenne de tennis. - (AFP).

« Les relations avec les Pays-Bas ». La Chine a rétabli le mercredi 1<sup>er</sup> février ses relations diplomatiques avec les Pays-Bas au niveau des ambassadeurs, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Un communiqué commun a été signé à Pékin entre les deux pays à l'issue de consultations « amicales et franches ».

La Chine avait ramené sa représentation diplomatique au niveau des chargés d'affaires avec les Pays-Bas en 1981 à la suite de la décision néerlandaise de vendre des sous-marins à Taiwan. - (AFP).

« Le Parti socialiste français et la Corée ». M. Jacques Huizinger, secrétaire national aux relations internationales du Parti socialiste, exprime dans un communiqué le soutien du PS aux « efforts accomplis en faveur de la consolidation de la paix » en Corée. Le Parti socialiste, ajoute le communiqué, « se félicite de la position de la Chine, qui, sans intervenir dans les affaires intérieures de la Corée, favorise la renaissance d'un esprit de concorde sur la côte ouest du Pacifique. Il exprime enfin l'espoir qu'une formule de pourparlers entre les deux Corées aboutisse dans l'avenir immédiat ».

## A TRAVERS LE MONDE

### Grande-Bretagne

« ESPOIR AU TIMES ». - Les délégués syndicaux des grévistes du Times, paralysé depuis vendredi 27 janvier, ont approuvé, mercredi, un compromis qui pourrait, s'il est accepté par la base, permettre la réouverture du quotidien dans le courant de la semaine. Les ouvriers, qui protestent contre la nomination sans consultation d'un nouveau responsable des archives photographiques, devaient se prononcer ce jeudi. - (AFP, Reuters).

### Maroc

« NOMBREUSES ARRESTATIONS A NADOR ». - Plus de cinq cents personnes ont été arrêtées par la police marocaine dans la région de Nador, après les récentes émeutes qui ont éclaté dans cette ville du nord-est marocain, selon des « sources dignes de toute confiance », a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> février, le quotidien espagnol Le Télegramme de Melilla. Il précise que ces arrestations ont été opérées principalement en milieu étudiant. Les personnes arrêtées ont été transférées à la base militaire de Kenitra (nord de Rabat) où elles doivent être jugées par des tribunaux militaires. - (AFP).

### Nigéria

« L'ANCIEN COLONEL OJUKWU EMPRISONNÉ ». - Les autorités militaires nigérianes ont annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> février, la constitution prochaine de tribunaux spéciaux pour juger les anciens dirigeants de l'administration civile qui sont aujourd'hui emprisonnés. Environ quatre cents personnes se trouvaient encore détenues, dont soixante-dix à la prison Kirikiri, à Lagos. Le gouvernement continue, d'autre part, à mettre à la retraite d'office les secrétaires généraux de ministères et des responsables de la police. L'ancien chef de la sécession biafraise (1967-1970), le colonel Ojukwu, a également été emprisonné, ont annoncé les autorités. Il était retenu au Nigéria en juin 1982, à la suite d'une amnistie accordée par le président Shagari.

### Pologne

« GREVE DE LA FAIM DE PRISONNIERS POLITIQUES ». - Quatre prisonniers politiques détenus à Strzelin, dans l'ouest du pays, MM. Leon Moeis, Janusz Palubicki, Marian Rysiewicz et Czeslaw Stasial, ont été hospitalisés, a-t-on appris mercredi 1<sup>er</sup> février dans les milieux de l'opposition : ils observaient une grève de la faim depuis près de deux mois pour obtenir le statut de prisonniers politiques. Neuf autres détenus politiques incarcérés dans la même prison ont entamé entre-temps une grève de la faim. - (AP, Reuters).

### Somalie

« LE BILAN DU RAID ETHIOPIEN ». - Le bilan du raid lancé, lundi 30 janvier, par l'aviation éthiopienne contre la ville somalienne de Borsama (le Monde du 1<sup>er</sup> février), s'établit à soixante-trois morts et cent cinq blessés. Un groupe de diplomates et de journalistes, rapporte mercredi la BBC, s'est rendu sur place, confirmant les faits annoncés par le ministre somalien de la défense. Il n'y a eu aucun commentaire officiel de la part du gouvernement éthiopien, seul l'attaché militaire éthiopien en poste à Nairobi a commenté les faits, les qualifiant de « ridicules ». Il se confirme, d'autre part, qu'une grande partie des morts et des blessés sont des enfants et que le deuxième raid, lancé par l'aviation éthiopienne contre la ville de Goro-Awi, n'a fait que des dégâts limités. - (UPI).

### Turquie

« ACQUITTEMENT D'UN MILITANT D'EXTRÊME DROITE QUATRE FOIS CONDAMNÉ A MORT ». - Militant d'extrême droite, Ibrahim Ciftci, condamné à mort à quatre reprises pour le meurtre, en mars 1978, d'un procureur, Dogan Oz, a été acquitté le vendredi 27 janvier et sa libération ordonnée par la cour d'appel militaire turque. Ibrahim Ciftci était considéré comme l'un des plus dangereux hommes de main du Parti de l'action nationaliste, dissous après le coup d'Etat de septembre 1980. - (AFP).

taires, ainsi, notamment, que vingt-quatre chasseurs bombardiers F-14 Tomcat et trente-deux AV-8B à décollage vertical.

Moins bien lotie, l'armée de terre sera renforcée d'une division d'infanterie légère de dix mille hommes déployables sur n'importe quel théâtre d'opérations. L'armée de l'air, enfin, devrait acquérir, entre les B-1B, quarante-huit intercepteurs F-14 Eagle et cent cinquante chasseurs bombardiers F-16 Falcon.

En légère hausse, le montant des programmes d'aide à l'étranger (15,7 milliards de dollars, dont 9,4 au titre de l'assistance économique et 6,3 pour l'aide militaire) bénéficiera en priorité à Israël (2,25 milliards de dollars) et à l'Egypte (2,17 milliards). Ces deux pays recevront en outre la totalité de leurs crédits militaires sous forme de dons. Le Congrès devrait accepter de débloquer ces sommes sans difficulté, mais les crédits demandés pour l'Amérique centrale (1,3 milliard de dollars, dont 904 millions pour l'aide économique, surtout destinée au Salvador) devraient provoquer de sérieuses controverses en raison des violations des droits de l'homme dans cette région.

En Afrique, le Soudan est privilégié (271 millions de dollars), suivi notamment par le Maroc (130), le Kenya (125) et la Somalie (120). Le Zimbabwe, qui s'était abstenu à l'ONU lors du vote de la résolution condamnant la destruction par l'URSS du Boeing sud-coréen, ne devrait recevoir que 30 millions de dollars qu'il avait été prévu de lui allouer.

En Asie, c'est le Pakistan (630 millions de dollars) qui vient en tête en raison de la menace, de l'autre côté de la frontière, des troupes soviétiques qui occupent l'Afghanistan. Parmi les autres pays asiatiques bénéficiaires de l'aide américaine, on relève la Corée (232 millions de dollars), les Philippines (231), l'Inde (212 millions, en aide civile uniquement), le Bangladesh (180), l'Indonésie (155) et la Thaïlande (137).

Pour ce qui est des budgets civils intérieurs, sont notamment en hausse les enveloppes proposées pour la sécurité sociale, la santé, l'agriculture, la justice, ainsi que pour la recherche fondamentale (8,8 milliards de dollars, dont 7,5 milliards pour la NASA, qui devrait consacrer 150 millions aux premières études sur la future station orbitale habillée).

Le budget de l'éducation et de la formation professionnelle est en légère baisse (27,9 milliards de dollars contre 28,7). En outre, 9 milliards de réduction affectent les allocations dont bénéficient les familles aux revenus les plus bas - ce qui a provoqué de vives réactions de protestation.

Le total des dépenses prévues représente 24,2 % du PNB, pourcentage très légèrement inférieur à celui de l'année en cours. Au 30 septembre dernier, fin de l'année fiscale 1983, la dette publique se montait à 1 100 milliards de dollars, auxquels se seront ajoutés, d'ici à la fin de l'exercice, le 30 septembre 1985, environ 360 milliards de dollars de déficit. Quel que soit le président choisi par les électeurs en novembre prochain, le budget de l'année fiscale 1986 comportera nécessairement des augmentations d'impôts.

BERNARD GUETTA.

(1) Les taux d'augmentation du budget de la défense avaient été de 12,2 % en 1982, de 7,5 % en 1983 et de 3,7 % en 1984.

### Chili

### LE GOUVERNEMENT REFUSE A ISRAEL L'EXPULSION DE WALTER RAUFF

Santiago (AFP). - Le ministre chilien des affaires étrangères, M. Jaime Del Valle, a repoussé, le mercredi 1<sup>er</sup> février, la demande d'expulsion de l'ancien colonel nazi Walter Rauff, qui avait été officiellement présentée le même jour par le directeur général du ministère des affaires étrangères, M. David Kimche, à l'occasion d'une visite-surprise à Santiago. « L'extradition comme l'expulsion de Rauff sont des problèmes qui ont déjà été discutés il y a de nombreuses années », a déclaré M. Del Valle, après sa rencontre avec le responsable israélien.

La Cour suprême de justice chilienne avait refusé en 1963 d'extrader l'ancien nazi, accusé d'être responsable de la mort de deux cent mille juifs et qui vit au Chili depuis 1958. L'ambassadeur israélien est venu à Santiago, alors que M. Bené Klartfeld est au Chili depuis le 19 janvier pour tenter d'obtenir l'expulsion de M. Rauff.



حکومت الاصل

PROCHE-ORIENT

AFRIQUE

Liban  
La dégradation de la situation à Beyrouth

« La bataille est inéluctable »  
proclame M. Walid Joumblatt

Le roi Fahd d'Arabie Saoudite est attendu en France pour une brève visite de travail, samedi 4 février. Il s'entreprendra à l'Élysée avec M. Mitterrand avant de déjeuner en sa compagnie. Ce sera la première rencontre au sommet franco-saoudite depuis l'accession au trône du roi Fahd, en juin 1982. D'autre part, le ministre des relations extérieures a indiqué, mercredi 1<sup>er</sup> février, au retour de la mission en Israël, Jordanie et Syrie de M. Francis Gutzmann, secrétaire général du Quai d'Orsay, que les contacts pris sur la question libanaise se poursuivraient au Proche-Orient, « plus particulièrement avec la Syrie ».

De notre correspondant

Beyrouth. — De sa voix suave, l'animateur de l'émission musicale de Radio-Liban, après le bulletin d'informations, enchaîne par cette formule : « J'espère que la matinée d'aujourd'hui sera plus calme que la soirée d'hier, et que nous allons passer un agréable moment ensemble ».

La soirée d'hier, sa collègue présentatrice du journal télévisé vient de l'annoncer, a fait « dix morts dont trois militaires, et plusieurs dizaines de blessés » par suite de bombardements du secteur chrétien, de tir contre les positions de l'armée face à la banlieue sud et en montagne, et de la riposte de cette dernière contre les villages druzes. De plus, autre petit détail, « un engin explosif de 15 kilos de TNT a été déposé » en secteur musulman au début de la matinée de jeudi 2 février, considérée comme « calme ».

Cette flambée de violence était, en effet, attendue, et la population de Beyrouth vit dans la hantise d'une escalade militaire bien plus importante. Les informations parvenues de toutes parts avaient été particulièrement sombres tout au long de la journée de mercredi, avant que les fronts ne s'embranchent.

Au même moment, la relance de l'offensive pour le retrait des « marines » du Liban par l'opposition démocratique américaine a suscité une vive appréhension dans les milieux gouvernementaux de Beyrouth. Tout en notant la fin de non-recevoir catégorique du président Reagan, on relève que celui-ci est de plus en plus isolé dans sa position et dans son évaluation des faits. Ainsi que l'a souligné M. Eagleburger, sous-secrétaire d'État, le président américain estime qu'une débâcle au Liban encouragerait l'intransigence syro-soviétique. Mais, sous M. Shultz et le conseiller du président pour les affaires de sécurité, M. McFarlane, sont de cet avis. Le Pentagone et en particulier le secrétaire à la défense, M. Weinberger, entretiennent que le régime de M. Gensyél finira de toute façon par s'effondrer, et qu'il n'y a donc

pas de raison de poursuivre « le sacrifice inutile des marines ».

Riyad et les « marines »

Pendant ce temps, à Riyad, l'Arabie Saoudite invitait les États-Unis à retirer leurs troupes du Liban et à faire pression sur Israël pour qu'il évacue à son tour le pays. Le prince héritier, l'émir Abdullah, a en effet déclaré à un groupe d'hommes d'affaires américains en visite dans la capitale saoudienne : « Je ne comprends pas quel rôle les marines peuvent jouer au Liban ni pourquoi une superpuissance comme les États-Unis y envoie sa flotte et 2 000 de ses soldats. S'ils viennent à intervenir, ils susciteront un ressentiment chez toutes les parties en présence, et s'ils échouent l'influence américaine dans l'ensemble de la région subit un coup terrible ». La prise de position saoudienne a provoqué une vive surprise.

D'Israël, des informations ont fait état de l'analyse du ministre de la défense, M. Arens : « Dans les conditions actuelles, tous les efforts américains pour favoriser un accord interlibanais sont illusoire et voués à l'échec ». A Damas, le président Assad a souligné que les États-Unis n'avaient d'autre choix que de se retirer ou de s'embarquer encore plus avant. Le chef druze, M. Walid Joumblatt, a annoncé, enfin, dans un appel lancé sur les ondes de sa radio — la Voix de la montagne — à l'occasion de son inauguration : « Le plan de pacification est une plaisanterie. La bataille aura lieu, elle approche, elle est inéluctable ». M. Joumblatt devait également annoncer une prochaine « initiative politique » de la part du Front de salut national, dont il est le pater et dont on craint qu'elle ne complique encore la situation.

« La pause n'est pas seulement technique, elle est également politique, diplomatique, économique et financière » écrit l'« Orient-Le Jour » dans son édition de jeudi, pour caractériser la situation.

LUCIEN GEORGE.

L'armée israélienne a démantelé dans le Sud un réseau fortement armé

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> février, avoir récemment démantelé au sud du Liban un réseau d'opposants armés qui seraient responsables d'un moins qu'une dizaine d'attaques ou tentatives d'attaques contre ses soldats dans la région de Tyr, ayant fait six morts et de nombreux blessés.

C'est à la suite d'une fusillade contre un poste de l'armée israélienne le 21 janvier à Maaroun que les recherches ont conduit à Hallouziy, village situé à 13 kilomètres au nord-est de Tyr. Selon le porte-parole du ministère de la défense, cette agglomération abritait une importante quantité d'armes et de matériel destinés à des opérations de sabotage. Au cours de ses perquisitions, l'armée a arrêté quinze personnes, dont un chef religieux chiite. Son identité n'est pas précisée, mais il s'agit sans doute

du cheik El Harb. Sa maison avait été détruite au bulldozer par l'armée israélienne le 21 janvier, après qu'il avait refusé de l'aider dans ses recherches. Le porte-parole n'a pas rappelé, mercredi, ce « détail ».

La télévision a montré le butin récupéré par l'armée. Il comprenait, entre autres matériels, 9 mortiers, 12 fusils automatiques Kalachnikov, 75 chargeurs et quelque 200 grenades. Selon Jérusalem, les suspects arrêtés avaient notamment participé à trois attaques contre des patrouilles israéliennes en juin, en septembre et en octobre 1983. C'est la première fois depuis la montée de la résistance contre l'occupation israélienne au Liban que l'armée fait état d'une telle succès contre ses adversaires.

J.-P. L.

● Révélation du « Washington Post » à propos du double attentat du 23 octobre. — Un officier syrien, un ancien responsable de la sécurité de l'OPLP et un religieux intégriste de Beyrouth seraient impliqués avec une dizaine d'autres personnes dans les attentats du 23 octobre à Beyrouth, qui ont fait cinquante-six morts parmi les soldats français et deux cent quarante et un parmi les « marines », a révélé, mercredi 1<sup>er</sup> février, le Washington Post. Parmi ses sources, le quotidien cite des membres de la CIA (services de renseignements américains), ainsi que des services secrets français, israéliens et libanais, dont l'identité n'a pas été révélée. Abou Haydar El Moussaoui, chef du mouvement chiite Amal dissident dans la vallée de la Bekaa (est du Liban), s'est rendu à Beyrouth quelques jours

avant l'opération et « est impliqué dans la fourniture des camions » qui ont servi aux deux attentats, selon les rapports cités par le quotidien.

● Un nouveau commandant pour les forces françaises à Beyrouth. — Le général Michel Datin, adjoint opérationnel du général commandant la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine (9<sup>e</sup> DIMA), a pris officiellement ses fonctions de commandant des éléments français de la force multinationale de sécurité de Beyrouth mercredi 1<sup>er</sup> février. Le général Datin remplace le général François Cann, de la 11<sup>e</sup> division parachutiste (le Monde du 25 janvier). D'autre part, quatre cent dix militaires du contingent français de Beyrouth sont rentrés mercredi à Toulouse.

Tchad

A LA VEILLE DE L'ARRIVÉE DE M. CHEYSSON

Les forces gouvernementales ont repoussé une attaque dans l'est du pays

Arrivé mercredi 1<sup>er</sup> février à N'Djamena, M. Claude Cheysson y est reçu, ce jeudi en fin de matinée, par le président Hissène Habré. Il quitte la capitale tchadienne dans l'après-midi pour gagner Addis-Abeba, deuxième étape d'une tournée qui doit le conduire également à Tripoli.

La visite du ministre des relations extérieures intervient après que de très sérieux combats eurent opposé, de lundi à mercredi, dans le nord-est du pays — au nord de la nouvelle « zone rouge » définie par Paris — les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) à des éléments

« coalisés » sous la houlette de M. Goukouni Oueddei. Les pertes ont été « sérieuses » dans les deux camps, a indiqué mercredi M. Charles Hernu en déposant devant les commissions de la défense et des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Le ministre de la défense a précisé que trois groupements de « coalisés » — de quatre à six cents hommes en tout — ayant formé deux colonnes ont été interceptés par des FANT, en nombre à peu près égal, à la hauteur de Monou, soit à une soixantaine de kilomètres au nord du 16<sup>e</sup> parallèle, alors qu'ils descendaient sur Iriba, localité située à l'intérieur du nouveau périmètre de sécurité français.

Les forces gouvernementales, sous le commandement de M. Idriss Debi, ont repoussé les colonnes adverses, dont les survivants ont regagné, au nord, Fada, où sont stationnés des éléments libyens. Il n'y a pas eu d'« intervention active » des Français, a indiqué M. Hernu. De source militaire française à Paris, on précisait, jeudi en fin de matinée, que les « coalisés » comptaient environ « trois cents morts ou prisonniers », alors que les FANT ont eu « quelques dizaines » de tués.

A N'Djamena, une source militaire tchadienne a précisé à l'AFP que les gouvernementaux auraient fait deux cent trente-quatre prisonniers et capturé dix « organes de Statline » montés sur camions, ainsi que des véhicules de transport.

Tout le menace sur l'est du Tchad serait « pour l'instant écartée ».

Accueilli à l'aéroport par M. Taher Guenassou, ministre tchadien de l'intérieur, et l'un des principaux collaborateurs du président Hissène Habré, M. Cheysson a trouvé à N'Djamena une situation tendue à la suite de la reprise, depuis dix jours, des combats, après quatre mois d'accalmie. Officiels et diplomates y affichent le plus grand scepticisme sur la possibilité de négocier avec un adversaire qui se montre de nouveau agressif sur le terrain. Le ministre des relations extérieures sera entendu, mercredi prochain, par les commissions des affaires étrangères et de la défense de l'Assemblée nationale, à l'issue de sa tournée africaine.

M. Hernu a précisé les conditions d'intervention de l'aviation lors de la destruction du Jaguar

Pour sa part, M. Charles Hernu a été entendu, mercredi 1<sup>er</sup> février, par des députés de la commission de la défense et de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Le ministre de la défense a révélé qu'après les combats de Torodoum, au cours desquels un Jaguar a été abattu le mercredi 25 janvier, la France a tenté de monter une opération hélicoptère de récupération des otages détenus par la colonne qui avait attaqué la veille le poste de Zigué. Ce sauvetage des prisonniers belges devait avoir lieu plus au nord de Torodoum, alors qu'une partie de la colonne composée de « coalisés » du GUNT ralliait le palmarès de Faya-Largeau pour y mettre à couvert les otages. Les mauvaises conditions atmosphériques, notamment une très violente tempête de sable dans la région, ont interdit que cette opération soit menée.

air soviétique SAM-7 au passage des Jaguar.

Le ministre de la défense a admis que la France avait détecté par ses propres moyens (vraisemblablement des « écoutes ») l'agression contre le poste de Zigué, dans la mesure où les FANT, qui l'occupaient, ne disposaient d'aucun réseau de transmissions avec N'Djamena. En arrière de ce poste se trouvaient quatre otages, soldats français qui n'ont pas donné l'alerte. C'est le lendemain de l'attaque, soit le mercredi 25 janvier, que la France a envoyé durant la nuit deux séries de patrouilles aériennes, qui ont repéré la colonne remontant vers le nord, en direction de Torodoum, à deux cent vingt kilomètres de Zigué. Cette colonne était notamment défendue par des SAM-7 qui n'ont pas été lancés contre les avions français Jaguar chargés d'évaluer l'importance de la menace.

1 300 kilomètres de frontière

Dans l'après-midi, le général Jean Poi, qui commande la force Manta, a demandé l'organisation d'une mission de « reconnaissance armée », avec des pilotes de Jaguar autorisés à riposter en cas d'engagement contre eux de moyens antiaériens adverses. L'autorisation lui a été accordée de Paris. C'est cette patrouille, à laquelle appartenait notamment le capitaine Michel Croci, qui s'est trouvée à proximité de Torodoum au moment où la colonne venue de Zigué était, elle, en approche de sa base-relais dans le nord.

Entre-temps, la colonne s'était scindée en deux éléments, avec un convoi qui devait être accueilli à Torodoum et un second, comprenant l'ambulance des otages, qui a filé vers Faya-Largeau.

Au-dessous de Torodoum, le raid des Jaguar, appuyé par des Mirage F1, a été accueilli par un tir nourri d'armes anti-aériennes, parmi lesquelles des missiles SAM-7, des affûts de mitrailleuses de 23 mm et des mitrailleuses de 14,5 mm. Le dispositif adverse était solidement établi, voire enterré pour certaines armes, au point que des aviateurs français, à l'état-major, ont dû déduire qu'il ne pouvait avoir été organisé sans l'avis de conseillers libyens. Les « leures », c'est-à-dire les équipements électroniques de bord conçus pour dévier ou tromper la trajectoire d'un missile assaillant, ont, semble-t-il, joué puisque le Jaguar du capitaine Croci a été abattu par une DCA qui pourrait être de calibre 23 ou 14,5 mm.

Selon les parlementaires présents à l'audition de M. Hernu, la contre-attaque des Jaguar, dans l'après-midi, aurait pu être plus efficace — et moins dommageable pour l'armée de l'air française, qui a perdu un pilote — si l'aviation n'avait pas dû attendre d'être sûre que l'ambulance des otages ne faisait plus partie de la colonne.

Depuis Zigué, une expédition, menée notamment par le 21<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine, a permis, après l'accrochage de Torodoum, d'aller récupérer le corps du capitaine Croci, des équipements « sensibles » du Jaguar, divers matériels ayant appartenu au GUNT aux fins d'identification de leurs origines. Ces matériels ont été, depuis, ramenés à N'Djamena où de nouveaux avions d'alerte et de reconnaissance Bréguet-Atlantique sont arrivés pour surveiller, désormais, une frontière de près de 1 300 kilomètres de long à la hauteur du 16<sup>e</sup> parallèle. M. Hernu a, toutefois, reconnu que cette frontière pouvait être difficilement hermétique.


LA PREMIÈRE  
GRANDE BIOGRAPHIE

THIERRY DESJARDINS

Un inconnu nommé  
**CHIRAC**

Éditions de La Table Ronde

480 pages - 16 pages de photos - 89,00 F.





Le Monde

# politique

LES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES ET LEURS CONSÉQUENCES

## Le gouvernement arrête son dispositif de décision et de concertation

M. Pierre Mauroy doit remettre vendredi 3 février à M. François Mitterrand les propositions de décisions concernant les restructurations industrielles, suite au séminaire gouvernemental réuni lundi 30 janvier à Versailles, dont les conclusions ont été examinées, mercredi 1<sup>er</sup> février, par le conseil des ministres.

Le président de la République se livre pendant le week-end aux arbitrages nécessaires, et le plan du gouvernement sera arrêté par le conseil des ministres du 8 février. Après quoi, M. Mauroy aura commencé dès lundi ses consultations des dirigeants des organisations syndicales. Cette procédure devrait se conclure en mars par la mise en forme de textes législatifs ou réglementaires.

En terme des délibérations du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a indiqué que le plan en question comportera trois volets : « un volet industriel, un volet social et un volet économique ».

Le président de la République a notamment insisté sur la nécessité de donner aux travailleurs privés d'emploi une formation-emploi, car, a-t-il noté, « il ne s'agit pas que les travailleurs retournent à l'école sans perspective d'emploi dans les régions où la suppression des emplois entraînerait une destruction de toute activité ».

M. Mitterrand a également affirmé sa volonté de susciter une dynamique de développement indus-

triel : « Partout où notre tissu industriel flanche, un autre doit être créé. » M. Gallo a précisé que ce volet économique devrait s'organiser selon trois axes : faciliter la création d'entreprises nouvelles ; préciser et innover dans le domaine de la fiscalité afin que l'investissement soit favorisé ; « il faut donc sur un coup de fouet à l'investissement », a déclaré le président de la République. Il s'agit enfin d'établir pour les salariés et les cadres des entreprises un nouveau type de relations qui leur permette d'intervenir dans les entreprises ou de participer aux investissements.

En conclusion, le chef de l'Etat a fait quelques réflexions selon lesquelles on ne peut pas aller contre l'évidence économique quand elle est vérifiée.

Il a observé qu'il est incontestable que les technologies nouvelles accélèrent pour un temps donné les problèmes d'emploi et les aggraveront. L'essentiel est que chaque travailleur privé d'emploi retrouve dans les délais les plus brefs un emploi et qu'il ne soit pas dans la situation d'un quinquagénaire toujours menacé, mais qu'il retrouve une situation d'avenir et le sentiment de travailler avec des perspectives d'avenir.

Les propositions du gouvernement seront rendues publiques mercredi 8 février, mais pour l'essentiel seulement. Certaines dispositions ne seront précisées qu'au cours des négociations avec les syndicats.

### Chemin de croix

Chargé d'atténuer les conséquences sociales des opérations de reconversion industrielle, le militant Pierre Mauroy atteint, dans cette tentative, le point culminant de son chemin de croix. Au cours du séminaire gouvernemental de Versailles, le premier ministre a constaté les limites de son ambition.

Les contraintes budgétaires ne lui permettent pas d'assurer à tous les ouvriers menacés de chômage dans les houillères, les aciéries et les chantiers navals le bénéfice des congés de reconversion. La porte sera étroite : dix à quinze mille bénéficiaires seulement. Certains de ses proches eux-mêmes, tel M. Jean Le Garrec, affirment leur scepticisme sur la portée du dispositif prévu.

M. Mauroy, qui affirmait, en décembre, qu'il ne resterait pas à la tête d'un gouvernement régnant à l'aggravation du chômage, boira sa coupe jusqu'à la lie, la mort dans l'âme. Mais comment convaincre sa majorité, et surtout les communistes, qui traitent de plus en plus les plebs du bien-fondé de ce sacrifice ? M. Mauroy n'a plus qu'une arme à sa disposition : sa bonne foi, ses bons sentiments, la mythologie de la gauche. Dans son étonnant entretien aux Nouvelles, il en use à tel point qu'il encourage l'accusation d'exhibitionnisme si l'authenticité du propos n'était pas, chez lui, si transparente.

La main sur le cœur, le maire de Lille se tourne vers les communistes, et leur dit : encore un effort, camarades, nous nous connaissons bien, vous savez bien, vous, que je ne correspond pas à l'image de réformiste, de droitière, qu'on m'accroche parfois, vous savez que « je chante l'international à sept ans », que « le sens de la communauté ouvrière dans laquelle j'ai vécu ne me quittera pas », que « mon socialisme je ne l'ai pas acquis à Paris mais au pied des hauts fourneaux ».

Conclusion : « Réfléchissez, camarades. » Sous-entendu : avant de faire des bêtises... Bien entendu, il s'agit, à terme, de « retrouver la croissance, car en 1984, comme en 1981, notre objectif n'a pas varié », et, après les « turbulences » d'aujourd'hui, « le plus dur sera fait ».

Pour archaïque et naïve qu'elle apparaisse, la démarche du premier ministre n'est pas aussi vaine qu'on pourrait le croire : les dirigeants du PCF font confiance à M. Mauroy, et l'électorat communiste reste sensible à la symbolique qu'il incarne.

Cette démarche ne manque pas non plus d'habileté. En réaffirmant ses racines idéologiques et en tenant ce langage unitaire, le premier ministre se montre ouvert, malgré toute l'étroitesse de sa marge de manœuvre, à certains compromis. Si le chemin joue une nouvelle fois, le chef du gouvernement aura rempli la mission la plus difficile que M. Mitterrand lui ait confiée à ce jour. S'il se retire ensuite, ce sera avec les honneurs de l'ensemble de la gauche.

M. Mauroy ne cherche pas à s'entourer à gauche. Son bilan l'y a conduit, assurément. Mais à se poser, plus jamais, en rassembleur. S'il se situe dans la tradition ouvrière que perpétue « plutôt la CGT et FO », il se retrouve aussi dans la dernière gauche, après de cette CFDT « qui aime, dit-il, comme j'ai moi-même aimé les camarades du parti socialiste qui étaient mes amis ».

M. Mauroy, déjà, pense moins à sa sortie qu'à son avenir.

ALAIN ROLLAT.

DANS UNE INTERVIEW AU «PARISIEN LIBÉRÉ»

### M. Mitterrand : Rien ne nous fera tourner le dos aux exigences du temps

Dans une interview au Parisien libéré publiée jeudi 2 février, M. François Mitterrand déclare : « L'effort que je demande aux Français ne sera supportable que s'il est justifié par la solidarité nationale. Cette solidarité s'impose, quelles que soient les contraintes de la crise qui ne sera surmontée que par l'effort de tous ».

« Ne pas moderniser nos entreprises, ou les moderniser plus tard que nos concurrents, c'est la certitude de perdre la guerre commerciale et d'un chômage sans retour. J'ai fait mon choix », ajoute le chef de l'Etat. « Rien ne nous fera tourner le dos aux exigences du temps, dit-il. Si une firme qui introduit les techniques nouvelles réduit à cause de cela ses effectifs, modernisée elle élargira son marché, et sa situation s'améliorera. D'où de nouvelles commandes et de nouveaux emplois. Il nous faut arriver au plus vite à ce deuxième stade ».

#### Attention au racisme

M. Mitterrand estime qu'il « convient d'aller partout où il y a des problèmes économiques et obligations sociales. J'insiste sur ce dernier point, et le plan gouvernemental exprimera cette volonté. Mais le temps n'attend pas. J'ai demandé au premier ministre de mettre au point ses propositions dans les jours qui viennent. Voilà le calendrier. Début février, le gouvernement propose et négocie avec les partenaires sociaux. Début mars, il décide. Qu'il parle clairement aux Français ».

### M. Marchais : il faut de la croissance

M. Georges Marchais, invité du journal de la mi-journée, sur TF 1, le mercredi 1<sup>er</sup> février, a indiqué que sa désignation à la tête de la liste du PCF pour les élections européennes témoigne de la volonté de la direction du parti de « faire front face à la droite ». « Nous avons pensé », a dit M. Marchais, « que changer la tête de liste — puisque, la dernière fois, c'était déjà moi qui l'avais conduite — aurait pu signifier, pour les électeurs, que nous attachions moins d'importance à ces élections qu'avant ».

Selon le secrétaire général du PCF, « la bataille contre Simone Veil est facile à mener », en l'absence « du poids de ce qu'a été l'Europe depuis 1979 » et en montrant que M. Veil, « qui se présentait comme une femme au-dessus des partis, eh bien ! c'est Chirac, c'est Giscard, c'est le passé ».

Au sujet de la modernisation industrielle, M. Marchais a déclaré : « On ne peut distribuer ce que ce n'est pas produit. Par conséquent, si on veut améliorer le sort, les condi-

tions de vie et de travail du peuple français, il faut de la croissance, il faut produire. Avec une croissance zéro, on ne pourra rien distribuer à ceux qui attendent beaucoup de la gauche. » Selon le secrétaire général du PCF, le patronat, « au nom des mutations technologiques, veut mettre en cause les acquis des travailleurs ».

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du PCF, avait mis en cause le matin, sur France-Inter, « le patronat et la droite », qui, a-t-il dit, pratiquent le « yacassin », en affirmant qu'il n'y a qu'à licencier, il n'y a qu'à fermer les entreprises. « Contrairement aux apparences », a dit M. Juquin, « ce n'est pas en licenciant qu'on modernisera notre appareil de production. C'est en maintenant, en créant des emplois souvent de type nouveau. C'est dire l'importance que nous attribuons à la formation ».

M. Juquin a souligné que « cela n'est pas contraire à l'esprit majoritaire ». Les Rencontres du parti républicain régulièrement organisées à l'Assemblée nationale, suggèrent de « transformer les zones de pauvreté et de chômage en zones d'emploi ».

Dans une lettre adressée à M. Pierre Mauroy en date du 27 janvier, M. Madelin rappelle qu'en 1982 il avait interrogé M. Michel Rocard, alors chargé du Plan, sur cette idée et que ce dernier avait « cru bon » de lui répondre qu'elle relevait du « gadget ».

« Aujourd'hui », poursuit-il, à l'adresse de M. Mauroy, vous proposez des solutions inspirées de la même démarche. Sachez que je suis prêt, travaillant depuis de nombreuses années déjà à ce dossier, à apporter ma contribution aux réflexions préparatoires de vos projets et que, le moment venu à l'Assemblée nationale, je m'efforcerai d'y apporter une contribution positive ».

M. Madelin ajoute que sa région, celle de Redon, a déjà pris une initiative « dans le même sens » en proposant, dans le cadre du IX<sup>e</sup> Plan, l'établissement de zones où « la création d'emplois serait encouragée par des mécanismes d'assouplissement des réglementations sociales et fiscales ».

### M. Mauroy : il faut que les communistes réfléchissent

Dans un entretien publié le jeudi 2 février par l'hebdomadaire les Nouvelles, M. Pierre Mauroy déclare notamment, à propos de son image personnelle, de son engagement militant et de ses relations avec le PCF : « J'ai toujours été sans complexe vis-à-vis des communistes (...). Il existe entre les travailleurs communistes et moi une certaine identité culturelle. Je suis né socialiste, et je m'en tiens toujours qu'on ne le soit pas (...). »

« J'ai en commun avec eux une certaine authenticité. Mon socialisme, je ne l'ai pas acquis à Paris, mais aux pieds des hauts fourneaux. Il se nourrit d'une tradition familiale, celle de mon grand-père qui était bûcheron au pays de la mine et des fonderies (...), et dans ma fonction actuelle je n'oublie pas que je dois aider ces hommes à relever l'humiliante condition imposée aux prolétaires de la première génération industrielle. Je consacre ma vie à cela, comme un moine ! C'est peut-être en cela que je suis archaïque. Mais, en même temps, je me suis très vite dégagé de la tradition ouvrière d'avant-guerre, du socialisme linéaire : je suis un fils de famille, de la famille socialiste, mais qui a été sans cesse en réaction contre son père (...). »

« Le socialisme n'est qu'à l'aube de son histoire (...). Le jour viendra où la discussion portera sur les formes que doit prendre le socialisme bien plus que sur son opportunité même. Les hommes du passé ils sont à droite (...). »

La gauche à son jeu de lumières et d'ombres, mais aussi ses démanagements. La CFDT, c'est le poil à gratter de ceux qui ont du syndicalisme une vision traditionnelle. Elle brille, comme j'ai moi-même irrité des camarades du Parti socialiste qui étaient mes amis. C'est en la diversité du socialisme, de notre communauté (...). Le gouvernement est une très bonne équipe. Avec un défaut bien français : des joueurs qui, lorsqu'ils ont le ballon, ont tendance à le garder (...). Il faut d'abord que s'établisse une sorte de contrat social tacite avec le pays, mais d'abord avec la majorité, avec la gauche, chacun devant prendre ses responsabilités. Le parti qu'il nous faut prendre, c'est le parti du courage, il faut que la gauche, rassemblée, fasse ce qui est à faire (...).

### Les limites de la consultation

(Suite de la première page.) Le séminaire de Versailles, le 30 janvier, n'avait pas conclu. Le conseil des ministres, deux jours plus tard, n'a pu davantage le faire.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, entre autres, serait en effet opposé à ce que l'UNEDIC — l'organisme paritaire de gestion de l'assurance chômage — soit amené à contribuer au financement des congés de reconversion. A ce propos, sont soulevées des difficultés techniques, financières et, pourrait-on dire, de fond.

L'actuelle négociation sur l'assurance-chômage, qui a déjà pour conséquence de séparer en deux branches l'ancien système — et que M. Bérégovoy a tenté de conclure le 31 janvier, — s'orientait dans une direction qui n'est pas compatible avec le projet avancé par M. Pierre Mauroy. Si l'UNEDIC devait intervenir dans le financement des congés de reconversion, on réintroduit les financements croisés que, justement, le CNPF souhaitait bannir. A peine signé, l'accord de principe entre les partenaires sociaux connaîtrait déjà une première entorse. En outre, il n'est pas certain que le nouveau régime, défini avec tant de difficultés après trois mois de négociations, résisterait financièrement à ces nouvelles dépenses.

Il revient donc maintenant au président de la République de trancher ce débat. M. François Mitterrand s'est donné jusqu'au 5 février pour prendre connaissance du dossier et en finir avec les divergences gouvernementales.

Cela étant, si le recours de M. Mitterrand empêche sur le laps de temps qui devait être consacré à la concertation avec les partenaires sociaux, il en limite également le champ du moins sur la définition des principes généraux d'action.

Dès lors, on comprend que les organisations syndicales entendent reporter l'essentiel de leurs efforts

Il n'est pas question de décider de leur conduite à la place des communistes. Que veut faire le PC dans la partie capitale qui se joue ? Après avoir joué en 1936 ou soutien sans participation, les communistes tendent-ils aujourd'hui vers la participation sans soutien ? La question est parfois posée. Je crois que les communistes ont le souci de leurs troupes, de leur base. Je le comprends. Une fois que ces turbulences auront été traversées, — sans trop de dégâts, j'espère — le plus dur sera fait.

Il faut que les communistes réfléchissent. Ils ne peuvent conti-

#### Rappel à l'ordre

(Suite de la première page.)

En témoigne le choix de la tête de liste socialiste aux élections européennes : la candidature Jospin laisse le champ libre à une liste de centre gauche.

2) Il y a une limite au-delà de laquelle la majorité sera amputée ; comme l'écrit M. Mauroy, les communistes ne peuvent continuer « d'amplifier leur discours actuel ». Il n'est pas possible de se refaire une santé sur le dos d'un gouvernement auquel on participe. Seul à prendre le risque majeur d'une rupture.

La dramatisation qui entoure les opérations de restructuration s'explique, bien sûr, par la nombre d'emplois concernés. Elle s'explique aussi par son caractère hautement symbolique pour la gauche, qui « trahit » le prolétariat. Le charbon, la sidérurgie, l'automobile : trois secteurs qui correspondent à trois âges du prolétariat et sur lesquels le mouvement ouvrier (partis de gauche et syndicats) a bâti son empire.

On comprend, dans ces conditions, l'angoisse qui saisit non seulement les titulaires des emplois concernés mais ceux qui, communistes et socialistes, les représentent. Sur ce terrain objectivement difficile, le PCF choisit de faire monter les enchères. Le parti, non les ministres communistes. Le premier contredit la politique du gouvernement : M. Marchais balaise d'un mot « querelle byzantine sur le sexe des anges », dit-il — les questions discutées par le gouvernement réuni en séminaire à Versailles ; rien ne se fera, selon le secrétaire général du PCF, sans changement de cap (le

nuer d'amplifier leur discours actuel. Mais je ne veux pas dramatiser. Il n'y a aucune raison. L'assainissement qui commande le redressement national s'effectue sans récession (...).

« Si on me disait : « mais qu'en est-ce qui vous manque encore ? » je répondrais : avoir une radio et une télévision explicatives. Pour que ce pays soit gouverné, il faut que l'explication soit donnée. Nous sommes arrivés dans une période où la radio et la télé sont événementielles. Notre société est une société marchande et non une société pédagogique ».

#### Rappel à l'ordre

(Suite de la première page.) Et pourtant les ministres communistes de défense cette politique, comme en témoigne l'intervention de M. Marcel Rigout le 1<sup>er</sup> février à la tribune du Sénat.

On peut avoir deux lectures de ce comportement, l'une rassurante pour la majorité, l'autre qui ne l'est pas. L'escalade verbale du parti rappelle chaque jour davantage la période 1977-1981, et laisse penser qu'à chaque étape jugée par lui importante il prend date dans le cadre d'une stratégie de rupture. Cette même escalade peut être aussi bien une tactique de négociation : face à un patronat, soit peu coopératif (M. Gallo), soit militant (M. Calvet), dans un gouvernement divisé entre ceux qui y croient et ceux qui y croient plus, mieux vaut peser de toutes ses forces.

La position des ministres communistes tend plutôt à accroître cette deuxième thèse : à leurs yeux, en effet, le cryptique annoncé par le chef de l'Etat (liaison congéformation emploi, accompagnement social et accompagnement économique) est satisfaisant. Ils en négocient la traduction dans les décisions gouvernementales, chacune à sa manière. Celle de M. Jack Ralite, ministre délégué à l'emploi, a consisté, par d'habiles indirections à la presse, à obtenir du premier ministre l'assurance qu'il n'entend pas toucher aux « outils sociaux », dont le patronat demande le relèvement.

En fait, ni les socialistes ni les communistes ne peuvent rompre. Pour le P.S., rien ne serait pire que d'assumer seuls la gestion de la phase actuelle. Quelle que soit leur prééminence à l'Assemblée, les partis dominants ont toujours besoin de ce partage des responsabilités. Pour le PCF, la question prioritaire est sa propre survie.

De ce point de vue, il est un élément déterminant : la future loi électorale. M. Mitterrand ne la dévoile pas (lire par ailleurs). Mais il est clair que les communistes se mettront hors d'état de contribuer à son élaboration s'ils quittaient le gouvernement.

Faut-il considérer que le jeu est fini ? L'élément nouveau vient cette fois du président. Pour lui, le compte à rebours que nous conduit à l'échéance décisive de 1986 — la « nouvelle phase » dont il a parlé en conseil des ministres — commence au mois de mars prochain, une fois « bouclée », vis-à-vis de l'opinion, l'affaire des restructurations. Place nette, en quelque sorte. Mais chacun sait bien que ce ne sera pas aussi simple, que « l'après-rigueur » sera tout aussi rigoureux que la rigueur, que la réduction d'un point des prélèvements sociaux et fiscaux ne suffira pas à réconcilier l'opinion avec la gauche (même si cela peut y aider), et que le bilan de la gestion sera contrasté.

Dans ces conditions, tout se joue sur la capacité à gouverner. M. Mitterrand agit comme si, après l'état de grâce, il misait, pour réussir, sur la grâce d'Etat. Chacune de ses interventions récentes et à venir ne comporte qu'un seul message : j'ai fait, je ferai, ce que je dois faire, ce que le devoir m'impose de faire. Quitte à être impopulaire. Quitte à me priver des services de ceux qui refusent d'assumer leurs responsabilités.

Après ? M. Mitterrand pourrait répéter ce que disait naguère le premier secrétaire du PS : le pays, « dans ses profondeurs », saura ce qu'il doit faire.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

مركز من الأمل







## Le mariage se démode

(Suite de la première page.)

Dernier phénomène spectaculaire : l'augmentation du nombre des naissances d'enfants naturels. Entre 1975 et 1982, il a grimpé de 33 000 à 113 000, atteignant 14,2 %. Paradoxe d'une époque qui n'a jamais si bien contrôlé les naissances ! Mais il s'agit justement d'une fécondité maîtrisée, remarque M. Sullerot. On est passé des mariages forcés, parce que la femme était enceinte aux naissances volontairement choisies hors mariage. Les expressions « fille mère » et « naissance illégitime » appartiennent de plus en plus à un vocabulaire dépassé. Trois enfants naturels sur quatre nés en 1982 ont été reconnus à la fois par leur père et par leur mère.

« Prenez une génération en âge de se marier, dit M. Sullerot. Sur ces 800 000 personnes, 200 000 ne contracteront pas d'union légale et 200 000 autres divorceront avant cinq ans. Faites le compte : il reste la moitié. Or on continue souvent de penser en termes de familles, de couples mariés, sans voir le foisonnement de statuts différents entre lesquels se partagent les Français. Il y a les célibataires, les concubins avec acte notarié — une nouveauté — les divorcés sans enfant, les divorcés avec enfant, les divorcés concubins, sans compter toutes les variantes de la cohabitation juvénile : certains jeunes partagent leur logement, d'autres se vivent ensemble que quelques jours par semaine, d'autres encore campent carrément, très à l'aise, dans l'une des deux familles... »

Le rapport Sullerot souligne une étonnante contradiction : la législation actuelle, faite en principe pour soutenir les familles, favorise souvent ceux qui vivent hors du mariage. C'est vrai pour la fiscalité, comme pour l'aide sociale, dans la mesure où des personnes non mariées peuvent jouer sur plusieurs tableaux en changeant de statut selon les circonstances. « Actuellement,

ceux qui ne prennent pas de responsabilités juridiques l'un envers l'autre sont aussi aidés et souvent mieux traités que ceux qui en prennent. »

### LA PILULE DÉLAISSÉE ?

Selon un sondage IFOP réalisé pour l'hebdomadaire *Elle*, 26 % des Françaises interrogées qui ont absorbé des pilules contraceptives dans le passé disent avoir abandonné cette méthode (1). Sur l'ensemble de la population, 28 % des femmes prendraient la pilule, 33 % ne la prendraient plus et 37 % ne l'auraient jamais prise.

Les raisons de santé — des malaises — sont invoquées en priorité pour expliquer cette attitude. Fait notable : les femmes qui abandonnent la pilule ne se tournent pas vers un autre moyen de contraception. Selon le sondage, 570 000 femmes — chiffre qui exclut celles qui veulent avoir un enfant — ne recourent à aucune méthode contraceptive.

Ce sondage contredit les conclusions d'une enquête dont avait fait état récemment le docteur Jean Cohen, directeur de la revue *Contraception*, fertilité, sexualité, selon lequel les utilisatrices de pilules avaient augmenté de 3,4 % entre 1981 et 1982 (*le Monde* du 16 novembre 1983).

(1) 688 femmes ont été interrogées entre le 19 et le 24 décembre 1983.

La législation n'était nullement préparée à cette invasion de couples à géométrie variable. D'où une série d'injustices. On s'aperçoit par exemple que, hors mariage, le père n'a aucun droit sur l'enfant. Ces nouveaux couples sont bien difficiles à repérer. Les statistiques,

qui aiment les catégories précises, en perdent leur latin. Ils se demandent quels seront les effets de ce phénomène sur la natalité. Une baisse ? Pas forcément. « Un divorce entraîne parfois un surcroît d'enfants, remarque M. Louis Roussel. Après avoir fait deux enfants avec son conjoint légitime, on tient à en avoir un troisième avec son nouveau partenaire. En Suède, où la moitié des hommes de trente ans ne sont pas mariés, le taux de fécondité est de 1,6, alors qu'en Allemagne fédérale, où la cohabitation ne touche qu'un quart des 20-40 ans, le taux est de 1,4. »

Le tournant de 1972 est comparable à celui qui avait marqué le recul de la fécondité dans vingt-cinq pays d'Europe en 1964. En plus soudain et en plus fort. Mais la désaffection à l'égard du mariage ne doit pas être mal interprétée. Les Français vivent massivement en couple, ils y entrent même plus tôt qu'avant. C'est la notion de couple qui a changé.

Les jeunes qui ne se marient pas ont souvent peur de la durée. « Ils s'investissent entièrement dans le présent et pensent qu'il est hypocrite de parler d'avenir », constate M. Sullerot. Alors que des bureaux d'études préparent le futur, les jeunes, eux, refusent de l'envisager pour eux-mêmes.

Changements aussi chez les couples déjà mariés. « On se contentait jadis d'une harmonie partielle, remarque M. Louis Roussel. Aujourd'hui, on attend du couple une réussite parfaite dans tous les domaines : affectif, sexuel, matériel... Souvent, rien n'est fait pour sauver une union branlante. Au nom de l'authenticité, on se sépare. C'est le salut ou l'enfer. »

Les couples apparaissent en effet plus exigeants et plus précaires qu'il y a dix ou quinze ans. Mais en conduisant son enquête, M. Sullerot a été étonné d'apprendre que 80 % des Français veulent léguer leurs biens à leur conjoint, que 70 % des couples mariés ont un compte bancaire joint, auxquels s'ajoutent 17 à 18 % qui se donnent des procurations... En somme, ceux qui se marient encore sont plus communitaires — et, dans bien des cas, plus unis — que jadis.

Les sociologues de la famille ne prévoient aucune inversion de tendance à court terme. Ce sont des mouvements sociaux profonds, plus lourds que les lois et qui dépassent d'ailleurs l'Hexagone. La crise économique peut-elle les remettre en question ? « Il faudrait qu'elle soit beaucoup plus forte qu'aujourd'hui », estime M. Sullerot. Les courbes devraient donc continuer sur leur lancée et se rapprocher un peu plus de celles des pays d'Europe du Nord. La France est encore loin des 40 % de la Suède (40 % de mariages aboutissant à un divorce et 40 % d'enfants nés hors mariage), mais elle suit le même chemin, sans toujours s'en rendre compte.

ROBERT SOLÉ.

PARIS  
**RIO 5450** A/R  
LA COMPAGNIE DES VOYAGES  
28, RUE PIERRE LESCOT  
75001 PARIS - TÉL. 508.44.88

## Faits divers

### La brigade des jeux au pays de l'or blanc

Grenoble. — « Ce n'est pas la première fois que les Italiens nous jouent un mauvais tour », affirme M. Duiller, directeur de la police judiciaire d'Annecy. Pour détourner l'attention sur leurs propres problèmes, ils font hiberner l'amalgame entre des événements très graves qui se sont déroulés il y a quelques semaines dans la vallée d'Aoste et des bricolages survenus chez nous.

Décidément, le policier français aimerait bien que les journalistes se rendent de l'autre côté du Mont-Blanc et qu'ils oublient pendant quelques temps de trop tourner autour de leurs affaires.

De côté italien, il s'est effectivement passé de drôles de choses ces dernières semaines dans la région autonome du val d'Aoste. Le président du gouvernement régional, M. Mario Androne, a quitté précipitamment l'Italie à la fin du mois de décembre 1983, pour, dit-on, trouver refuge à Nice. La plus haute personnalité valdostaine, qui gère un budget de plus de 500 milliards de lire, était en effet compromise, avec plusieurs de ses associés — l'équivalent de ministres — dans l'affaire du casino de Saint-Vincent, l'un des établissements de jeu européens les plus prospères.

La police italienne, qui avait lancé, dans la nuit du 10 au 11 novembre 1983, une vaste opération de contrôle dans les casinos du nord de l'Italie, soupçonnés d'être de véritables machines à laver l'argent sale.

### De notre correspondant

provenant de rançons d'enlèvements, de racket, de profits de la drogue ou de la prostitution, procédés cette nuit-là à de très nombreuses arrestations parmi les responsables et les employés des établissements de jeu, notamment ceux de Saint-Vincent et de Campione, dans l'enclave italienne du Tessin.

Des hommes d'affaires et plusieurs hautes personnalités politiques valdostaines, dont M. Androne, furent suspectés d'association de malfaiteurs. Seul, M. Mario Androne, à qui l'on reproche notamment d'avoir eu connaissance des importantes malversations commises par le casino de Saint-Vincent, a pu échapper aux policiers ; mais il est aujourd'hui l'objet d'un mandat d'arrêt international.

Si l'on en croit la presse italienne, la puissance chimère du massif du Mont-Blanc ne serait pas parvenue à mettre à l'abri la vallée de Chamoni des tentatives défectueuses de la Mafia. Son casino aurait été, lui aussi, gangréné et utilisé pour « blanchir » de l'argent italien, grâce à un habile procédé d'échange de bons entre des complices installés à Aoste et à Chamoni. Les lires échangées au casino de Chamoni auraient été recyclées quotidiennement en francs « vertueux ».

Le casino de Chamoni accueille une clientèle composée à plus de 95 % d'Italiens, essentiellement des Valdostains, qui traversent en quelques minutes les 12 kilomètres du tunnel du Mont-Blanc.

### La tentation de Saint-Vincent

Le fonds de commerce du casino de Chamoni a été vendu, il y a une dizaine d'années, à un groupe parisien propriétaire d'un cercle de jeu, puis cédé à MM. Franco Chamonat, un homme d'affaires valdostain, actuellement déchu, et Paolo Giavarini, toujours recherché par la police. Les deux hommes sont également administrateurs du casino de Saint-Vincent. Quant au directeur du casino de Chamoni, lui aussi valdostain, il dément toute combinaison entre les deux établissements de jeu.

Il reste que les inspecteurs de la brigade des jeux, arrivés à Chamoni au début de la semaine, se penchent, avec leurs homologues transalpins, sur les comptes de l'établissement, afin de découvrir d'éventuelles irrégularités. Ils devront aussi rechercher les raisons pour lesquelles l'établissement français a brusquement fermé, au cours des deux dernières années, une augmentation annuelle de son chiffre d'affaires d'environ 30 %, qui l'a porté de la vingt et unième à la dix-neuvième place dans le classement des casinos français.

CLAUDE FRANÇON.

### Un programme de recherches pour exploiter les nodules océaniques

« Ce ne sont ni sa rentabilité économique ni ses retombées techniques qui peuvent justifier la poursuite d'un programme industriel d'exploitation de nodules polymétalliques (1), mais la seule nécessité d'être présent le jour où les conditions l'imposent. » Ce premier paragraphe de la conclusion générale résume bien le rapport sur « les nodules polymétalliques ; faut-il exploiter les nodules océaniques ? », que l'Académie des sciences a rendu public lundi 30 janvier à Paris. Ce rapport, demandé en mars 1982 par le professeur François Gros, conseiller scientifique du premier ministre, a été approuvé d'abord à l'unanimité des neuf membres du groupe de travail constitué pour le rédiger sous la présidence du professeur Jacques Blamont, ensuite, en mai 1983, par l'Académie des sciences.

Le rapport fait le point sur les différents aspects des nodules polymétalliques : problèmes scientifiques, ramassage, minéralogie et métallurgie, environnement économique et géopolitique. Il reconnaît que l'effort consenti par la France, de 1970 à 1980, pour les nodules polymétalliques a été un succès : une zone riche en nodules « intéressants » a été reconnue dans le nord-est du Pacifique, et la France a trouvé dans ces recherches l'occasion de développer des technologies

sous-marines qui la place au second rang mondial dans le domaine.

Maintenant, il faut développer des technologies encore plus sophistiquées, capables de délimiter, avec une précision du mètre ou de la dizaine de mètres, des gisements exploitables à l'intérieur de la zone « intéressante ». C'est ce sur quoi devrait travailler un groupement d'intérêt public constitué par le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEO) et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Mais la recherche vraiment scientifique a été un peu négligée. Il faut donc mettre sur pied un programme de recherche fondamentale : avec le prochain élargissement de l'Institut national d'astronomie et de géophysique en Institut national des sciences de l'univers, un cadre favorable à la coordination d'un tel programme devrait être bientôt créé. Pour cette activité, il faudrait 30 millions de francs par an pour les technologies de ramassage et 5 à 10 millions de francs par an pour l'exploitation scientifique.

YVONNE REBEYROL.

(1) Le nodule est un agglomérat de sels métalliques oxydés dans une gangue, qui se présente sous forme de boules ou de plaques (NDLR).

### Cancer et escroquerie DEUX ARRESTATIONS A MARSEILLE

(De notre correspondant.)

Marseille. — Les policiers de la brigade territoriale Nord de Marseille viennent d'arrêter deux escrocs en public, MM. Jean-Claude Darmon et Robert Hassan, à la suite d'une plainte du professeur Georges Lavare, chef du service de cardiologie à l'hôpital Michel-Lévy de Marseille.

Les deux hommes sont accusés d'avoir détourné à leur profit une somme évaluée à 10 millions de francs, récoltés par leurs soins sous la forme de publicités à insérer dans des revues qui ne virent jamais le jour. Les deux escrocs avaient réussi à gagner la confiance du professeur Lavare et il prétendait récolter ces fonds au profit de la recherche sur le cancer et en vue de l'achat d'un scanner destiné au service de cardiologie de l'hôpital Michel-Lévy.

Pour mener à bien leur escroquerie, MM. Darmon et Hassan avaient créé, depuis un an, trois sociétés fictives à la tête desquelles ils avaient placé des complices, qui ont également été interpellés. On estime à environ trois cents personnes (complices et particuliers) le nombre des victimes de ces démarcheurs.

L'escroquerie était d'autant plus facile pour M. Darmon qu'il est l'homme d'un directeur d'agence de publicité honorablement connu à Marseille.

J. C.

### UNE ÉTUDE DE L'INED

#### Les divorces ont précédé la loi

La divorce en Europe occidentale fait l'objet d'un ouvrage récemment publié par l'INED (1). Six sociologues et démographes : Jacques Commaille, Patrick Festy, Pierre Gubertin, Jean Kelleraud, Jean-François Perrin et Louis Roussel ont joint leurs efforts pour étudier l'évolution ou les changements législatifs dans quinze pays européens et leurs éventuelles conséquences sur les courbes de divorces.

L'ouvrage comporte un ensemble de monographies sur chacun des pays, avec un bref résumé de l'ancienne législation, les principales lignes de modifications législatives et des tableaux sur les taux de divorces depuis au moins 1970. Il est suivi d'une série de commentaires sur l'évolution du nombre et du droit du divorce en Europe occidentale.

Conclusion importante : le changement de la loi n'a pas d'effet significatif direct sur l'évolution des comportements en matière de divorces, et cela tout particulièrement en France où le divorce a succédé à l'évolution des mœurs et de la prati-

que et ne l'a pas précédée : « La réforme a corrigé l'irrationalité de la loi et en quelque sorte légitimé les comportements déjà passés dans les faits. »

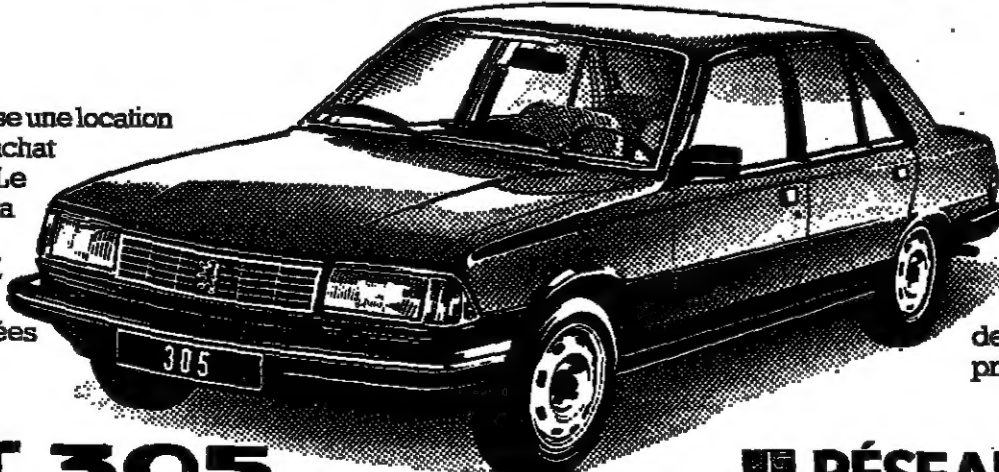
Les auteurs mettent cependant en lumière d'autres possibles conséquences à ces changements législatifs qu'ils appellent « effets symboliques ». Lorsque le concept de divorce sanction est abandonné, expliquent-ils, la stigmatisation dont étaient entourés les divorcés a tendance à disparaître. Parfois « les réformes sur le divorce, soit prennent place dans une série de mesures qui modifient petit à petit, par réactions en chaîne, ce système, soit, plus rarement, sont l'occasion d'une révision générale du système, comme en Suède par exemple ». Dernier effet : les individus finissent par acquiescer un nouveau regard sur les institutions et sur le mariage. Mais ces effets, très lents, sont impossibles à évaluer.

C. CHOMBEAU.

(1) *Le Divorce en Europe occidentale : la loi et le nombre*, INED, 242 pages, 45 F.

# 590f JE CRAQUE!

Le Réseau PEUGEOT TALBOT vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle\*. Le dépôt de garantie initial de 8968 F pour la 305 est égal à l'option d'achat final :  
- 1<sup>re</sup> année : 12 loyers mensuels de 590 F,  
- 2<sup>e</sup> année : 12 loyers mensuels de 890 F,  
- 3<sup>e</sup> année : 36 loyers mensuels de 1090 F, les 3 années suivantes.  
Coût total d'acquisition : 65968 F TTC.



Offre valable jusqu'au 20 février 1984, sous réserve d'acceptation du dossier par Loca-Din.  
Modèle présenté : PEUGEOT 305 - Année modèle 84. Prix au 28 décembre 1983 : 47 200 F - Sauf Corse.  
Pour tous les autres modèles 305, le montant des mensualités sera déterminé en fonction du prix du véhicule choisi.

\*aux conditions générales de l'Argus.

PEUGEOT 305

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

مكتبة الأمل



صحة من الامم المتحدة

JUSTICE

LA DOCTRINE GOUVERNEMENTALE CONTREDITE

La chambre d'accusation de Paris autorise l'extradition d'un Italien

La chambre d'accusation de Paris a, en matière d'extradition, une réputation d'immobilité. Elle n'y a pas failli en donnant, le 1<sup>er</sup> février, un avis favorable à l'extradition d'un militant d'extrême gauche, italien, M. Vincenzo Bisantis, poursuivi dans son pays pour diverses infractions, dont notamment il est probable que le gouvernement ne suivra pas cet avis. Mais la cour d'appel avait à se prononcer, pour la première fois, sur la doctrine française d'extradition.

Cette doctrine n'avait pas trouvé à l'appliquer depuis son adoption

par le conseil des ministres, le 10 novembre 1982. Ce jour-là, le gouvernement Mauroy avait infléchi sa position en avisant les milieux politiques qui ont recours à des moyens « inacceptables » qu'ils ne devaient plus compter sur son indulgence. Le 13 janvier 1983, la chambre d'accusation de Paris, par l'intermédiaire du parquet de l'inspectorat général de cette doctrine dans leurs réquisitions.

C'est ce qu'avait fait M. Emile Robert, avocat général, en récla-

mant l'extradition de M. Bisantis. Certes, expliquait M. Robert, les mobiles de ce dernier sont politiques. La justice italienne le reconnaît elle-même. Mais en commentant, le 21 juin 1979, un vol à main armée dans une banque de Brescia, M. Bisantis a commis un acte « inacceptable » qui doit entraîner son extradition. En même temps, M. Robert invitait la chambre d'accusation à se référer dans son arrêt à la nouvelle doctrine gouvernementale, même si celle-ci, admettait-il, « n'a pas force de loi ».

Une situation inconfortable

Cette tentative d'influer sur la jurisprudence a échoué. La chambre d'accusation, présidée par M. Jean Berthoin, a donné son feu vert à l'extradition de M. Bisantis, mais en se référant à sa propre doctrine, immuable depuis 1979. Selon celle-ci, les auteurs d'un acte « grave » ne peuvent se retrancher derrière des motifs politiques, et rien ne fait obstacle à leur extradition.

La chambre d'accusation n'a pas pris la peine de répondre à M. Robert. Pour elle, la nouvelle doctrine gouvernementale n'existe pas. Se référer au caractère inacceptable des faits reprochés à M. Bisantis, plutôt qu'à leur degré de gravité, serait revenir à assouplir sa jurisprudence, le premier critère étant plus limitatif que le second. Le risque n'était pourtant pas énorme, dès lors que le ministère public avait lui-même qualifié d'« inacceptable » un hold-up au cours duquel avaient été échangés des coups de feu sans faire de blessés.

Pour le gouvernement, le bilan de cette affaire n'est guère positif. Ayant échoué, comme c'était prévisible, dans sa tentative d'amener la chambre d'accusation à modifier sa jurisprudence, il se trouve dans la situation inconfortable d'avoir à dénoncer le ministère public s'il refuse finalement, comme on lui en prête l'intention, d'extraditer M. Bisantis.

BERTRAND LE GENDRE.

HUIT ANS APRÈS LES JEUX OLYMPIQUES

Roger Taillibert obtient le paiement de ses honoraires pour le stade et le vélodrome de Montréal

De notre correspondant

Montréal. — L'architecte français Roger Taillibert, qui est entré en décembre à l'Académie des beaux-arts à Paris, vient de remporter une longue bataille judiciaire au Canada. Un jugement, rendu le 25 janvier par la Cour supérieure du Québec, a ordonné à la région des installations olympiques de lui verser plus de 2,5 millions de dollars en honoraires (environ 17 millions de francs) pour la conception des installations sportives construites en prévision des Jeux olympiques de 1976 à Montréal. Par ce jugement, le tribunal déboute la région, qui réclamait à l'architecte plus de 18 millions de dollars à titre de dommages-intérêts, à la suite des vices de construction constatés dans la structure du stade et du vélodrome.

Pour M. Taillibert, qui a souvent été décrié par la presse locale et qui avait été mis en cause par une commission d'enquête chargée de trouver les causes de la hausse vertigineuse du coût des « installations olympiques » (le Monde du 5 juin 1980), ce jugement est une grande

victoire, même s'il n'a pas obtenu les 32,6 millions de dollars (plus de 200 millions de francs) qu'il réclamait à la région pour défaut de paiement, en sus des honoraires déjà payés (près de 7 millions de dollars, soit environ 45 millions de francs).

La Cour supérieure du Québec a estimé que les vices de construction sont dus à des erreurs de calcul attribuables aux ingénieurs chargés de construire les installations à partir des plans de M. Taillibert. Le tribunal a déchargé également l'architecte de toute responsabilité dans l'augmentation des coûts des travaux, qui ont été dix fois plus élevés que les prévisions de la ville de Montréal, à la suite de conflits sociaux, de sabotages et d'évaluations erronées.

Au-delà du règlement financier, le jugement insiste sur les qualités de travail de M. Taillibert : il s'agit d'une œuvre de création de première importance, faisant appel à des talents exceptionnels de conception», précise le tribunal.

BERTRAND DE LAGRANGE.

EN BREF

M. René Hultineux et les fascistes

M. René Hultineux, secrétaire général de l'Union des syndicats catholiques de la police nationale, poursuivait en diffamation, le 1<sup>er</sup> février, devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, les quotidiens Libération et l'Humanité et M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP, syndicat majoritaire. Il s'agissait d'articles parus dans ces journaux le 30 janvier 1983 et ses propos, le 20 juin, à la tribune d'un meeting de protestation contre sa ré-

vocation de la police nationale. L'Humanité avait écrit des « manifestations fascistes ». Libération avait mentionné un « discours fleurissant de la délation » et des « fascistes putois ». M. Deleplace s'était écrié : « Si les fascistes sont les seuls à avoir le droit de se battre, c'est la victoire ». Le 29 février.

M. Zeev Sternhell et les fascistes

M. Zeev Sternhell, auteur du livre Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France, M. Zeev Sternhell et

M. Chodkiewicz, président-directeur général des éditions du Seuil, ont été condamnés chacun, le 1<sup>er</sup> février, à verser 1 500 F d'amende pour diffamation envers M. Bertrand de Jouvenel, écrivain. De nombreux passages incriminés par la partie civile dans Ni droite ni gauche, deux seulement sont jugés diffamatoires par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris (le Monde du 19 octobre 1983).

Le premier indique : « Valois fait l'éloge du groupe ». Notre temps où nous sommes Lucien et Bertrand de Jouvenel. Lucien sera condamné à mort pour faits de collaboration et exécuté à Paris, alors que Bertrand de Jouvenel, après avoir mis sa plume et sa renommée au service de Jacques Doriot, terminera la guerre en Suisse ». Le deuxième passage signale que M. de Jouvenel a pratiqué à cette époque « une forme d'attentisme qui, tout en n'étant pas de la collaboration ouverte, permet de ne pas risquer un engagement actif ».

Le tribunal souligne à propos de M. Sternhell : « Décidé à récuser le témoignage de Bertrand de Jouvenel lui-même, affirmant qu'il avait été au service du deuxième bureau, il ne pouvait appuyer sa démonstration que sur des preuves, des témoignages indisputables qui demeureraient disponibles. Ces preuves, il ne les a pas encore apportées. »

Corse : trois inculpations après un attentat. — Une troisième inculpation a été prononcée, le 31 janvier, à Bastia, après l'attentat contre la gendarmerie de L'Île-Rousse (Haute-Corse), le 16 janvier. M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Acquaviva a été inculpée d'« association de malfaiteurs, reconstitution de ligue dissoute et détention d'armes et d'explosifs » et laissée en liberté sous contrôle judiciaire.

GOUVERNEUR MILITAIRE DE PARIS

Le général Barthez obtient sa cinquième étoile

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 1<sup>er</sup> février a approuvé les promotions et nominations suivantes :  
• TIERCE. — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée le général de corps d'armée Albin Barthez.

(Né le 1<sup>er</sup> juin 1924 à Saint-Pons (Hérault) et admis en 1944 à l'école interarmes d'officiers de Gisors (Alger). Albin Barthez a servi en Algérie, en Indochine, au Maroc, dans la légion étrangère avant d'être affecté à Madagascar, en Tunisie, puis dans le 1<sup>er</sup> régiment de sapeurs aéroportés (1<sup>er</sup> régiment de sapeurs aéroportés) en 1954, au début de la guerre d'Algérie. Après divers postes d'état-major, il commande le 11<sup>e</sup> bataillon de parachutistes de choc à Forpignan. Entre 1964 et 1969, il commande successivement le 11<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) et le 3<sup>e</sup> régiment de chasseurs parachutistes à Toulouse.

Promu général de brigade en 1976, Albin Barthez devient adjoint au général commandant la 27<sup>e</sup> division alpine à Grenoble. De 1978 à 1980, il est directeur central du service national et, avec le grade de général de division, il prend le commandement de la 27<sup>e</sup> division alpine. Elevé au rang de général de corps d'armée en 1982, il est nommé gouverneur militaire de Paris, commandant le 3<sup>e</sup> corps d'armée et le 1<sup>er</sup> régiment militaire.

Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée les généraux de division Raymond Bonna, Michel Berthier et Guy de la Roche de Rochegode.

Sont nommés : chef du gouvernement militaire français de Berlin et commandant le secteur français de Berlin, le général de division Olivier Le Taillieud de Gabory; chef de la mission militaire française auprès du comité militaire du conseil de

l'Atlantique-nord, le général de division Hervé Nivière; commandant l'aviation légère de l'armée de terre, le général de division Georges Baffou; commandant la brigade aéromobile, le général de brigade Henry Treand.

• AER. — Est promu général de brigade africain le colonel Pierre Michel, nommé directeur du cours supérieur interarmes et commandant l'école supérieure de guerre interarmes.

• ARMEMENT. — Sont nommés : adjoint au directeur du service technique des programmes aéronautiques, l'ingénieur général de deuxième classe Georges Givais; sous-directeur technique du service technique des programmes aéronautiques, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Lasserre.

• CONTROLE GÉNÉRAL DES ARMÉES. — Est promu contrôleur général des armées le colonel des armées André Ravier.

SPORTS

Quatre scénarios pour les Jeux olympiques à Paris en 1992

« Il n'y a pas de raisons financières pour que le projet n'aboutisse pas », a déclaré le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), M. Nelson Paillou, en présentant, le 1<sup>er</sup> février, le volumineux rapport sur les réflexions de la commission quadripartite — Mouvement sportif, Etat, région Ile-de-France, Ville de Paris — pour la candidature de la capitale à l'organisation des Jeux olympiques de 1992, rapport qui a été remis récemment au président de la République, au maire de Paris, au premier ministre, ainsi qu'au président du conseil régional d'Ile-de-France.

Destiné à « éclairer les choix à venir », ce document a été réalisé à partir d'une vingtaine de scénarios progressivement ramenés au nombre de quatre, et qui ont été élaborés par trois bureaux d'études à l'intention de la commission quadripartite. Parmi ces quatre derniers scénarios,

la commission a marqué sa préférence pour la construction du village olympique à Bercy, d'un stade d'athlétisme de soixante-dix mille à quatre-vingt mille places dans le bois de Vincennes (stade Pershing), d'un stade nautique à Tolbiac (treizième arrondissement) pouvant accueillir dix mille spectateurs et de deux centres de presse : l'un pour la presse écrite à Tolbiac, l'autre pour la radio-télévision à la Défense.

Dans l'état actuel des projets, les compétitions dans seize disciplines pourraient avoir lieu dans des salles ou des stades utilisables en région parisienne : notamment Roland-Garros pour le tennis, le Parc des Princes pour le football, le Palais omnisports de Bercy pour le gymnastique, le basket-ball, la boxe et le hand-ball, le stade de Coeurbein pour le judo, le Palais des sports de la porte de Versailles pour la lutte. Pour certaines disciplines, comme la voile, les épreuves pourraient se disputer en province.

Le coût des investissements pour ces Jeux olympiques, qui dureront

seize jours et intéresseront vingt-quatre disciplines, devrait se situer dans une fourchette de 4,5 à 6,7 milliards de francs, compte tenu de la construction du village olympique dont les appartements seraient revendus après les compétitions.

Les recettes proviendraient essentiellement des droits de télévision. Évalués à 2,5 milliards de francs pour Los Angeles, prévus autour de 4,5 milliards à Séoul en 1988, ces droits devraient être encore supérieurs à Paris et permettraient de couvrir largement les frais de fonctionnement des Jeux.

« En demandant à l'Etat de prendre en charge 50 % de la dépense alors qu'il en avait pris 80 % à Grenoble pour les Jeux d'hiver de 1968, M. Chirac est raisonnable », a noté M. Paillou, qui a estimé que le dossier est politiquement beaucoup mieux engagé que celui de l'Exposition universelle. Le président du CNOSF a souhaité cependant que l'Etat et la Ville aboutissent à un accord avant le 1<sup>er</sup> juin, date de la célébration à Paris du centenaire de l'appel du baron Pierre de Coubertin à la Sorbonne en faveur de la rénovation des Jeux.

M. Paillou, qui doit rencontrer à ce propos M. François Mitterrand, au mois de mars, a estimé qu'en tout état de cause le dossier de la candidature devrait être prêt en soit à l'occasion des Jeux de Los Angeles pour commencer à être examiné avec quelques chances de succès par les quatre-vingt-trois membres du Comité international olympique (CIO). Stockholm, Amsterdam, Brisbane et surtout Barcelone, ville dont est originaire le président du CIO, M. Samaranch, et qui souhaite honorer le cinquantenaire anniversaire du premier voyage de Christophe Colomb, ont fait connaître leur intention d'être également candidates aux Jeux de 1992.

« Le CIO aura l'occasion de montrer s'il préfère Colomb à Coubertin pour le centenaire des premiers Jeux olympiques modernes », a remarqué M. Paillou.

ALAIN GRAUDO.

SCIENCE & VIE

PETROLE : Quelles sont les vraies méthodes de détection ?

SCIENCE & VIE

Février 84

Au-delà des polémiques stériles, le problème de la recherche pétrolière reste entier. Pour la première fois, Science & Vie, leader européen de l'information scientifique, fait le point complet sur la question. Tous les procédés sont décrits et expliqués. Les plus sérieux... et les autres.

Dans le même numéro :

- Pourquoi le temps s'est détraqué en 1983
- Le magnétoscope 8 mm Kodak
- Le premier barrage écologique du monde.

En vente partout 12 F.

La Société RICARD

Fabricant bien connu d'apéritifs anisés

Sa filiale la S.a.r.l.

Les Vêtements Paul RICARD

Monsieur Paul RICARD

Vous font savoir ce qui suit :

Durant ces derniers mois, une publicité a été effectuée dans la presse nationale et régionale faisant état de la création de « Concessions Paul Ricard » et du recrutement de commerçants ou particuliers pour la vente des vêtements de marque Paul Ricard.

La S.a.r.l. Les Vêtements Paul Ricard rappelle que par acte du 1<sup>er</sup> décembre 1980 elle a seulement concédé la marque Paul Ricard pour des vêtements de sport.

Ils sont donc totalement étrangers aux annonces en question, qui n'engagent que leurs auteurs.

autisme la vente refusée

Les enfants autistes peuvent progresser... Leur éducation est possible...

Edward R. Ritvo Los Angeles  
Gloria Laxer Lyon

Préface du Pr A. Minkowski

Éditions médicales et scientifiques  
B.P. 1214 - 69611 Villetaneuse Cedex







# Le Monde LIVRES

## Le Monde

billet  
**Paul Valéry**  
amateur de génie

**C**ONSACRÉ pour sa poésie et ses réflexions sur la création artistique, Paul Valéry est moins connu pour son œuvre scientifique. Celle-ci occupe pourtant une bonne part des 26 000 pages réunies dans les Cahiers où il consigne presque chaque jour, entre 4 et 7 h du matin, de 1894 à 1945, le cheminement de sa vie intellectuelle (1).

La science exerçait sur Valéry une véritable fascination. Il fréquentait assidûment les grands savants de son temps, visitait leurs laboratoires, se tenait informé des recherches de pointe dans toutes les disciplines. Cette curiosité encyclopédique était sous-tendue par l'objectif qu'il poursuivait jusqu'à sa mort : mieux connaître le fonctionnement de l'esprit humain, parvenir à analyser les opérations mentales qui sont à l'origine de la création littéraire, artistique et scientifique. D'où le projet immense et jamais mené à bout — de mettre au point un « système », qui permettrait d'observer et de décrire les « propriétés de l'esprit », de trouver le modèle rendant compte des cycles et des mécanismes de la pensée, de la même façon que la physique décrit la constitution et la transformation de la matière.

Que peuvent penser les scientifiques d'aujourd'hui du projet valéryen ? La question a été posée à trois des plus éminents d'entre eux, lors d'un récent colloque à Montpellier, dont les actes viennent de paraître. Si les connaissances de Valéry n'étaient pas assez poussées pour lui permettre de faire œuvre de création et s'il semble avoir sous-estimé les apports de certaines disciplines (notamment la biologie), les savants interrogés ont été surpris par l'extraordinaire lucidité avec laquelle il a perçu et exprimé, souvent avec une précision étonnante, certaines des grandes notions de la science contemporaine.

### L'énigme de la pensée

C'est le cas notamment pour la physiologie du cerveau et le développement de l'intelligence artificielle, pour les mathématiques modernes, conçues comme une science mesurée et non plus des quantités, pour la modélisation des phénomènes naturels et des processus mentaux (c'est-à-dire découvert avec surprise sous le plume de Valéry des idées, des métaphores qui jouent un grand rôle en ce qu'on appelle « théorie des catastrophes » ; reconnait R. Thom), pour la mise en cause du déterminisme classique et les conceptions nouvelles du temps, de la continuité et du désordre, pour la redéfinition de la notion de réalité et des relations entre le réel et l'expérimentateur.

En fait, Valéry a accompli, par un prodigieux exercice de réflexion et de mise en perspective, la révolution scientifique de la première moitié du vingtième siècle, annonçant ainsi les grandes interrogations auxquelles sont maintenant confrontés les hommes de science. Curieusement, c'est au moment où la recherche scientifique, par sa complexité, exige une spécialisation croissante que se fait sentir, parmi de nombreux scientifiques, le besoin exprimé par Ilya Prigogine de rétablir le dialogue entre les « deux cultures » : celle des sciences et des techniques et celle de l'art et du langage. En effet, plus la connaissance progresse, plus il apparaît que les chemins qu'elle emprunte peuvent être divers. En ce sens, le projet lucien de Valéry, l'amateur de génie qui voulait percer l'énigme de la pensée et unifier la science et la poésie sans passer par le truchement trompeur de la philosophie, retrouve une évidence actuelle.

**FREDERIC GAUSSEN.**  
\* FONCTIONS DE L'ES-  
PRIT - TRENTE SAVANTS  
REDÉCOUVRENT PAUL VA-  
LÉRY. Hermann, collection « Sa-  
voir », 306 p., 84 F. Les trente sa-  
vants interrogés sont : Pierre  
Auger, Jean Bernard, Marcel  
Benoist, Ludovic Bopp, Jacques  
Bouveresse, Jean Duvillard,  
Bernard d'Espagnat, Jean Ham-  
burger, François Lhermitte, An-  
drie Lichnerowicz, Pierre Pas-  
saut, Ilya Prigogine et René  
Thom.

(1) Les Cahiers ont été publiés en deux volumes dans la collection « La Pléiade », chez Gallimard.

## Ceronetti et les cruautés de la philosophie

**L**A découverte d'un auteur cruel, paradoxal et troublant donne aux journées d'hiver les moins favorables un charme et une lumière inattendus. L'écrivain italien Guido Ceronetti réussit ce tour de magie lorsqu'on fait sa connaissance à travers un recueil de maximes et de pensées qui s'intitule *Le Silence du corps*. Bien que la vie s'y trouve fréquemment dépeinte sous les traits les plus sombres, ce livre console le cœur autant qu'il raffermait l'esprit. Tout se passe comme si voir le mal désigné de la manière la plus intelligente et la plus aiguë nous en délivrait, ou, du moins, nous permettait de l'apprivoiser. « La vérité, dit Ceronetti dans



★ Dessin de BERENICE CLEVE.

sa préface, est toujours thérapeutique... Je suis médecin en la cherchant... »

Comme les traités de médecine, son livre est à l'écoute des silences et de l'étrangeté du corps, des mystères et des aveux que celui-ci recèle. « Chaque jour, écrit Ceronetti, derrière de fragiles défenses, sur toute la terre, une partie de l'humanité perd du sang par une blessure cachée. La lune est l'assassin. » Dans cette maxime d'une grande beauté, l'image donne à la philosophie l'éclat qu'elle mérite, tandis que la philosophie se fait la servante de l'image.

Né à Turin en 1927, Ceronetti vit en Toscane. *Le Silence du corps*, qui parut en 1979 à Milan, témoigne que cet écrivain possède un savoir étonnant dans des domaines très divers. Mais il se contente de prendre ça et là, de la manière la plus libérale, ce qui va nourrir des pensées presque toujours déconcertantes. Qu'il évoque Marie-Antoinette, l'usage du thé ou les mantes religieuses, Ceronetti nous entraîne sans tarder vers l'insolite : « La mante est dite religieuse à cause du geste de prière de ses pattes antérieures, qui, en priant, s'abaissent et tuent. Mais que fait l'homme en priant, sinon se comporter comme la mante ? De ses bras gesticulants il cherche à étreindre Dieu pour le dévorer... »

Philosophe de la cruauté, Ceronetti apparaît aussi comme le philosophe de la pitié : « L'amour infini, selon cet étrange « médecin », n'analyse pas, il recouvre la bêtise et la douleur, et toute la misère de la chair, de son manteau de compassion... »

*Le Silence du corps* va paraître chez Albin Michel, suivi d'une lettre de Cioran que nous publions ci-dessous. L'auteur des *Syllogismes de l'amertume* y trace un portrait de l'écrivain italien.

★ LE SILENCE DU CORPS, de Guido Ceronetti, traduit par André Maugé, Albin Michel, 240 p., 65 F.

## L'enfer du corps

Paris, le 7 mars 1983

par E.-M. CIORAN

**V**OUS m'avez demandé, cher ami, quel genre d'homme était l'auteur de ce *Silence du corps*. Votre curiosité est compréhensible, car on ne peut lire ce livre sans s'interroger tout le temps sur l'admirable monstre qui l'a conçu. Je dois vous avouer que je l'ai rencontré seulement lors de ses passages à Paris. Mais j'ai été souvent en contact avec lui par téléphone et par lettre. Et aussi, d'une manière indirecte, par une personne aussi extraordinaire que lui : une Italienne de dix-sept ans qu'il avait en partie élevée et qui, il y a deux ans, était venue à Paris pour un séjour de quelques mois. D'une maturité d'esprit inouïe pour son âge, elle réglait souvent comme une toute jeune fille, voire comme une enfant, et ce mélange d'acuité générale et d'ingénuité faisait qu'il était impossible de l'oublier un seul instant. Elle pénétrait dans votre vie, elle était vraiment une présence — fût-elle viciée par des terribles souffrances — et elle était la fois son malheur et son charme. Elle était plus présente encore dans les pensées et les soucis de Guido. Je ne peux, c'est évident, entrer dans des détails, bien qu'il n'y ait rien d'impur ou de douteux à causer. Je les vois, comme si c'était hier, tous les deux au Luxembourg par un après-midi pluvieux de novembre : lui, pâle, sombre, accablé, penché en avant, et elle, troublante, irrésistible, faisant de petits pas rapides pour le suivre. Dès que je les ai aperçus, je me suis tapi derrière un arbre. La veille, j'avais reçu de lui une lettre — la plus déchirante qu'un être m'ait jamais adressée. L'attente précipitée dans le jardin vide m'a laissé une impression de désastre, de désolation, qui m'a poursuivi pendant longtemps. J'ai oublié de vous dire que, dès notre première rencontre, son air de mille part, d'appartenance foncière, de prédestination à l'exil ici-bas, m'a fait penser immédiatement à Mychkin. (D'ailleurs, la lettre en question avait un accent dostoïevskien.) Il était pour elle inattaquable, lui seul échappait aux jugements dévastateurs qu'elle portait sur tout le monde. Elle épousa sans réserve son fanatisme végétarien. Ne pas manger comme les autres est plus grave que de ne pas penser comme eux. Les principes, non, les dogmes alimentaires de Guido sont d'une rigueur qui fait paraître les manuels d'ascèse eux-mêmes comme des incitations à la goulifierie et à la débâche. Je suis moi-même un maniaque du régime, mais à côté de lui et d'elle je me fais l'effet d'un canibale. Si on ne se nourrit pas comme les autres, on ne se soigne pas davantage comme eux. Impossible d'imaginer Guido entrant dans une pharmacie. Un jour il m'appela de Rome pour me demander de lui acheter, dans une boutique de produits naturels tenue par un jeune Vietnamien, une certaine patate japonaise, très efficace, paraît-il, contre l'arthrose. A l'en croire, il suffit de s'en frotter les articulations pour que la douleur cesse sur-le-champ.

Toutes les acquisitions du monde moderne lui répugnaient, tout le

révélait, même la santé, si elle est redevable à la chimie. Et pourtant son livre, qui finisse sans conteste d'une exigence de pureté, atteste un indéniable goût pour l'horreur : on dirait un ermite séduit par l'enfer. Par l'enfer du corps. Signe certain d'une santé défaillante, voire menacée : sentis ses organes, en être conscient jusqu'à l'obsession. La malédiction de traîner un cadavre est le thème même de ce livre. D'un bout à l'autre — un défilé de secrets physiologiques qui vous remplissent d'effroi. On admire l'auteur pour le courage qu'il a eu de lire tant de traités anciens et modernes de gynécologie, lecture effrayante à la vérité, susceptible de décourager pour toujours même le plus endurci des sages. Un hérosisme de voyager en matière de suppressions, une curiosité excitée par la suprême antipathie des menstruations, par les hémorragies de toute sorte et les misères intimes, par l'univers fétide de la volupé — « la tragédie des fonctions physiologiques ». « Les parties du corps où il y a le plus d'ordre sont celles qui renferment le plus d'âme. » « Toutes les excrétoires de l'âme, toutes les maladies de l'esprit, tout le noir de la vie, et nous appelons cela amour... »

En lisant le *Silence du corps*, j'ai pensé en plus d'un endroit à Hynemann, spécialement à sa biographie de sainte Lydwine de Schiedam. Seul pour l'essentiel, la sainteté relève des aberrations des organes, d'une suite d'anomalies, d'une insupportable variété de dérèglements, et cela est vrai de tout ce qui est profond, intense, unique. Point d'excois intérieurs sans un substrat insupportable, l'extase la plus éthérée rappelant par certains côtés l'extase brute.

Guido serait-il un amateur de détraquements déguisé en érudit ?

Parfois je le pense, mais au fond je ne le pense pas. Car s'il a un faible visible pour la pourriture, il est en revanche tout autant sollicité par ce qu'il y a de pur dans la sagesse visionnaire ou désespérée de l'Ancien Testament. N'a-t-il pas traduit — admirablement — Job, l'Ecclesiaste et Isale ? Ici, on n'est plus dans la pestilence et l'horreur, mais dans la lamentation et le cri. Voilà quelqu'un qui vit, selon une nécessité profonde et parfois selon ses humeurs, à des niveaux spirituels différents. Son dernier livre (*La Vita apparente*, Editions Adelphi, Milan) illustre ces tentations contradictoires, ces préoccupations tout ensemble actuelles et intemporelles. Ce qu'on aime surtout chez lui c'est l'aveu de ses échecs. « Je suis un ascète raté », nous confie-t-il, quel que peu gêné. Rataje providentiel, car, comme cela, nous sommes sûrs de nous entendre, de faire vraiment partie de la *perduta gente*. Aurait-il fait le pas décisif vers le salut (on se le figure très bien moi-même), nous manqueraient d'un compagnon délicieux, plein d'imperfections, de manies et d'humour, et dont la voix aux inflexions élégiques s'accorde avec sa vision d'un monde si évidemment condamné. Citons-le : « Comment une femme enceinte peut-elle lire un journal sans avorter aussitôt ? » « Comment juger anormaux et malades mentaux ceux qui éprouvent le visage humain ? »

Si vous me demandez quelles sont les épreuves qu'il a dû traverser, je ne saurais pas en mesure de vous répondre. Tout ce que je peux vous dire, c'est que l'impression qu'il donne est de quelque chose de bête, à l'égal, suis-je tenté d'ajouter, de tous ceux à qui fut refusé le don de l'illumination.

Ne redoutez pas de le rencontrer : de tous les êtres, les moins insupportables sont ceux qui haïssent les hommes. Il ne faut jamais fuir un misanthrope.

## « Je te salue, Blaise, plein de force... »

• Une biographie de Cendrars par sa fille.

**A**DMIRABLE Blaise Cendrars ! Etonnant ! Epon-touffant... émouvant, envoûtant, tendre et cruel à la fois comme un enfant... triste et gai... mordant la vie jusqu'à la faire saigner... frôlant la mort, flirtant avec le meilleur... troyant le pire ! Comme l'écrivait Maximilien Vox : « Je te salue, Blaise, plein de force... »

Il vous prend, poète du Transsibérien, il vous emmène dans son tourbillon de mots, de métaphores qui s'entrechoquent, qui repartent cabossés, concassés, qui négocient les virages en équilibre à cheveux à 140, qui vous déchirent le cœur,

vous fracassent les tympans, vous arrachent les entrailles ! Il ne nous laisse jamais le temps de respirer, de sécher nos larmes, de finir de rire ! Il est le plaisir d'écrire fait homme... ce plaisir qu'il communique au lecteur. Ce qu'on oublie trop souvent dans nos rubriques littéraires, où l'on disserte, soupèse et juge les œuvres, ce simple, cet essentiel plaisir de lire.

Blaise Cendrars se dévot d'un trait fulgurant et puis aussi il peut se savourer lentement, en pesant tous les vocables, en se délectant de ses plus merveilleuses trouvailles. On n'arrête jamais de le découvrir... reporter... romancier... scénariste... il touche à tout avec bonheur parce qu'il est avant tout poète. Le plus grand peut-être, le plus novateur de ce début du siècle.

**ALPHONSE BOUDARD.**  
(Lire la suite page 14.)

## le feuilleton

« JE VOUS ECRIS D'ITALIE... », de Michel Déon

### Fêtes du simulacre

**V**OICI un livre fruité, et qui fait doucement tourner la tête, comme un vin d'Ombrie ou sous la treille, un soir de tourisme amoureux ; comme ces contes légers du dix-huitième siècle, où les frustrations dont s'enrichit la volupté ne laissent pas d'amertume. L'air de rien, voici aussi une méditation forte sur le simulacre de tout, de l'amour, de la vie en société, de l'art, du roman même. Déon n'a jamais été meilleur, peut-être : le raconteur, mais aussi le voyageur épris de mystères, l'Européen inconcevable de nos guerres fratricides : et l'homme de plaisir.

Jusqu'ici, ce champion de l'amitié virile et ce Britannique d'adoption mettait des pudeurs d'avant guerre à suggérer les coups de cœur de ses héros : ainsi la robe bleue aperçue dans les rues de Clermont-Ferrand, au début du *Jeune Homme vert*... A l'abri, cette fois, d'une excursion au siècle du libertinage, sous le loup des fêtes masquées d'alors qui laissent le désir libre de ses caprices, le Déon que l'on devinait amoureux de l'amour, ma foi, se déchaîne.

**S**UR le conseil de son capitaine, de Cléry, dont il envie l'aristocratie chanceuse, un ancien traillier, Jacques Sauvage, revient en 1949 dans un village d'Ombrie, Varella, dont le passé et les dernières descendances de la dynastie déclinée vers 1750 l'avaient troublé lors de la campagne de 1944. Rebaptisé très stendhalien Giacomo Selvaggio, au volant d'une de ces Fiat « Topolino » qui ont berçé le secouru conviendrait mieux tant de découvertes de l'Italie après la guerre, cet agrégé d'histoire plonge à la fois dans les archives de la ville et dans ses intrigues présentes, avec la fascination ingénu d'un dadaïste sans naissance ni expérience.

Les mystères s'accumulent et se mêlent par-delà le temps : qui étaient le roi Ugo III, obsédé de sexe, la dernière comtesse régnante et son amant, le machavélique Campari ? Qui est, aujourd'hui, la comtesse Beatrice, la trentaine épanouie, mais apparemment

par Bertrand Poirot-Delpech

condamnée, par la nature, au plaisir solitaire ? Qui est sa sœur française, garçonne folle de moto et qui paraît cacher dans les environs un ancien officier allemand perclus de remords, tel le seigneur de la place de Sartre ? A quel destin de star songe la petite Adriana, en offrant à Giacomo, et à quelques autres, les promesses de son corps de nymphe ? Quel péché monstrueux a retranché Varella du monde, naguère, et l'en retranche encore, la préservant du même coup, exception faite d'un défilé mélo radiophonique, des nuisances de la « modernité » ?

**L**e hasard est le Bon Dieu des historiens, et la providence des romanciers. Plus notre enquête avance, plus les mystères s'épaississent, mais nimbés de la liberté et de l'élégance qui ont fait la gloire du dix-huitième siècle. Tout se passe comme si cet héritier de la France laïque des années 30, rêvant qu'il n'a vraiment vécu que la guerre, parachevait son éducation sentimentale au temple de Diderot et de Crébillon.

Je vous écris d'Italie... devient en quelque sorte un roman de formation différé, enjambant deux siècles. Par hypothèse bienheureuse, l'histoire n'aurait eu à instruire, entre-temps, que des procès en amour trahies, l'ordre féodal se serait maintenu, entouré d'un tendre consensus... Rien ne comparait, en pleine guerre froide, que les secrets d'un charmant érotisme de 1750, et de ses héritiers fantasques. Alors nous surprenons le lien jamais décelé entre la décadence d'une dynastie, la révolution des mœurs, l'éclatement de la morale et l'essor des idées philosophiques ?

**I**l faut un roman pour qu'un historien soit mis ainsi en présence de l'intimité, d'un passé momifié. Les questions soulevées par ce miracle d'une curiosité ethnologique préservée du temps sont immenses, sous des dehors gracieux. De même la découverte de l'amour par un adolescent de trente ans, contemporain de Stendhal par le cœur et qui, à part les faillitons à l'eau de rose et les rêves de carrières cinématographiques, caractéristiques des années 50, se trouve plongé dans le paradis des cours d'amour, des bais déguisés et des points virgules.

Au vrai, l'amour se moque des modes. Aucun abaissement des mœurs n'empêche que le cœur ou le corps à conquérir ressemblent, pour qui veut, à un village fortifié comme on en pointe du doigt sur les cartes de vacances. On le découvre, ce village perché, à l'heure de la sieste, des placettes sans ombre, des regards derrière les volets. Ou bien c'est à la fraîche, lorsque les corps glissent sous les étoffes et qu'un orchestre sans âge joue des tarentelles. Encore mieux si on est déjà venu une première fois, avec l'étourderie hâtive des guerriers : la cristallisation a fait son œuvre. La ville à remparts, ses hiérarchies, ses traditions, ses cabinets débordés, ses farandoles, ses jupes envolées : quel plus beaux symboles de l'échange amoureux !

(Lire la suite page 13.)

## PIEYRE de MANDIARGUES

### Le deuil des roses

nouvelles

« Du grand art où l'acuité visuelle, la féerie des couleurs, le rituel des gestes, le contraste des tonalités, le comique allié à l'horreur, concourent à produire l'impression d'étrangeté... »  
Jacqueline Piatier/Le Monde

L'inspiration d'André Pieyre de Mandiargues et son écriture envoûtante en font un des enchanteurs de notre temps.

Jean-Claude Perrier/Le Quotidien de Paris

**GALLIMARD** nrf



## la vie littéraire

## Quand Michel Leiris et d'autres découvraient le jazz en France

C'est grâce à un chercheur américain, Michael Hagerty, que nous allons redécouvrir ce qui fut chez nous la découverte du jazz. Sa thèse de doctorat, présentée à Harvard, est consacrée à la réception littéraire du jazz en France. Dans un riche ensemble qu'il a conçu et réalisé avec Philippe Carles et Francis Marmande pour le numéro de janvier de *Jazz Magazine* (n° 325, 20 F) se détache un entretien inédit avec Michel Leiris, datant de 1982, et où l'auteur de *Afrique fantôme* et de *Age d'homme* raconte comment il a dû au jazz son premier contact avec la négritude et déclare : « Ce que j'aime beaucoup, c'est l'Autre qui n'est pas tout à fait autre. L'autre qui apparaît chez vous. Ainsi, ce que j'ai trouvé fantastique dans le jazz, c'est au fond l'espèce d'africanisation des musiques européennes. »

Des interviews de Philippe Soupault, de l'ethnologue Georges-Henri Rivière, du poète belge Robert Goffin, la reproduction d'un article célèbre où le chef d'orchestre suisse Ernst Ansermet, en 1919, découvrait Sidney Bechet, un article de Jacques Réda sur Charles Albert Cingria, des textes de Jean Cocteau, de Jean Wiener, de Darius Milhaud complètent ce dossier où figure aussi la réaction diamétralement opposée à celle de Leiris : « Le jazz est cyniquement l'orchestre des brutes au pouce non opposable et aux pieds encore préhensiles, dans la forêt du vaudou, il est tout excès et par là plus que monotone : le singe est livré à lui-même, sans mœurs, sans discipline, tombé dans tous les taillis de l'instinct, montrant sa viande à nu dans tous ses bonds, et son cœur est une viande plus obscure encore. Ces esclaves doivent être soumis. Ou il n'est plus de maître. Il est honteux qu'il régnent. La honte, c'est le laïus et son trépas. » Ces lignes sont d'André Saurat. — MICHEL CONTAT.

## vient de paraître

## Roman

CLAUDE MAURIAC : *Zahé*. — Un ancien abbé, dit « Zahé », a écrit ses trois romans. Il est chassé de son collège religieux, gagne Paris, est dans les années 20, des horreurs et du sang. Les années passent. L'un des romans raconte leur histoire. Un roman roman, où le réel et l'imaginaire se confondent (Gallimard, 230 p., 68 F).

PATRICK GRADVILLE : *La Conscience*. — Simoes effectue un reportage sur un site préhistorique, du Sénégal, une œuvre dans laquelle on vient de découvrir le plus vieux Européen : un ancêtre de cinq cent mille ans. Le roman raconte, une jeune Camerounaise qui travaille sur le site. Sur une île isolée, sur le territoire qui erre, le lynx qui rôde, la grande ville et d'elle, une œuvre romanesque (Le Seuil, 333 p., 79 F).

PIERRE JAKZ-HELIAS : *La Colline des solitudes*. — Dans un royaume de vieillards qui se parlent plus depuis des années, arrive un grand patron de chirurgie. Il a brutalement mis fin à sa carrière pour partir à la recherche de ses origines. Le roman raconte des survivants commencent à revivre. Mais peut-on remonter le cours du temps ? (Julliard, 346 p., 75 F).

JOËL SCHMIDT : *Mémoires d'un Parisien de Lénine*. — L'autobiographie apocryphe d'un Parisien, sorti il y a dix-sept siècles. Le portrait d'une cité florissante, sur la rive gauche de la Seine, de son petit peuple comme de ses hauts dignitaires. (Albin Michel, 215 p., 65 F).

JEAN JOUBERT : *Le Léopard*. — Qui n'a pas fait le rêve de Martin Drouin, d'une vie en Grèce, en Israël, dans une maison isolée ? Martin, à cinquante ans passés, le réalise. Il devra apprendre, comme Marianne qu'il aime depuis vingt-cinq ans, qu'il n'est pas de pays idéologiques, mais haïns, sans anguille et sans mensonge. (Grasset, 287 p., 85 F).

## La grimace de la folie

En 1951, Pierre-Jean Jouve donnait à la radio-diffusion française trois causeries sous le titre : « Folie et génie ». Ce sont elles que publient aujourd'hui les éditions Fata Morgana avec un avant-propos de Daniel Leuwers. Pierre-Jean Jouve ou la fascination du génie. Nulle curiosité obscure, nulle séduction esthétique pour la démente chez Pierre-Jean Jouve : il sait trop que rien n'est plus contraire au génie dominateur que la folie toujours méconnue. On le sent irrité contre le « syndrome de la folie » qui s'est emparé des critiques et des amateurs : « Tout le monde veut être fou, écrit-il ; tout le monde veut voir de près la grimace de la folie. » Il n'y a guère d'intérêt à avoir, selon lui, pour les cas où la démente détruit radicalement l'esprit d'un grand artiste — le cas de Nietzsche par exemple.

En revanche, dans les trois portraits qu'il trace de La Tasse, de Gérard de Nerval et de Hölderlin, Pierre-Jean Jouve évoque superbement le conflit entre l'homme et le monde, le croissement de leurs forces, la lutte entre le génie qui enfante et le génie qui détruit. « Lutte, somme toute, entre deux termes également inconnus, car nous ignorons ce qu'est le génie, mais nous ignorons non moins ce qu'est la folie à travers ses multiples formes. » La voix de Pierre-Jean Jouve nous restitue les souffrances inconnues, insupportables, qui accompagnent quelques hautes créations. — R. J.

## Qui n'est pas archaïque ?

Ce n'était pas seulement par sens de l'humour et goût du paradoxe que Pierre Barbéris, directeur du Centre de recherche sur la modernité à l'université de Caen, avait organisé, les 27 et 28 janvier à Caen, un colloque national interdisciplinaire sur l'archaïsme. « Nous travaillons sur l'idée de modernité, donc de crise, de conscience de l'ambiguïté du

progrès, explique-t-il. Je suis parti ici d'une problématique politique, de l'emploi naissant du mot archaïque par Rocard, j'ai fait la figure de Mitterrand, puis de son utilisation pour décrire par Fabius. C'est un problème politique. On est toujours l'archaïque de quelqu'un. »

A ces deux jours d'interrogations et de débats sur l'archaïsme et l'archaïque avaient accepté de participer non seulement des enseignants de l'université de Caen, mais d'autres universitaires et chercheurs, notamment l'ethnologue Jean Chesneau (Triage de l'archaïsme dans notre vie quotidienne et crise de la modernité), Jacques Lenhardt, professeur à l'École pratique des hautes études (Modernité et archaïsme), Chiriac, François Galland, enseignante à Paris VII (Le mythe des origines : deuxième moitié du XIX<sup>e</sup>), Claude Michel, avocat (Archaïsme et modernité dans le droit et la justice d'aujourd'hui), et le sociologue Edgar Morin.

L'intérêt du sujet mais, sans doute aussi, le prestige des intervenants avaient fait se déplier plus de trois cents personnes venues d'autres villes que Caen pour assister à l'archaïsme quand on est loin de Paris, précisait l'une d'elles. Malheureusement, le « jacobinisme archaïque » qui sévit chez les intellectuels français provoque souvent, dans les colloques en province, des défections de dernière minute. Ce fut le cas pour André Green, et pour Julia Kristeva.

L'assistance ne fut pas pour autant désemparée et les débats furent longs et animés, tant l'archaïsme interroge la modernité, et selon Pierre Barbéris, « peut se concevoir comme détournement ou moins mythique, comme moyen méthodologique, pour tenter de penser l'avenir en d'autres termes que ceux programmés par la dernière révolution soviétique ».

Les travaux du colloque seront bientôt publiés dans la revue du Centre, *Essence* (35 F) pour l'obtenir, s'adresser à Hugues Legros, Université, 14032 Caen Cedex, qui, à raison de trois numéros par an, rend compte des activités du Centre. Celui-ci dispose, outre divers colloques, sur l'idée de modernité, du troisième samedi de chaque mois. — Jo. S.

## en bref

## HISTOIRE ET ROMAN

HISTOIRE ET ROMAN, tel est le thème d'une rencontre, animée par Jean-Jacques Brochier, qui a lieu à la salle d'Actualité du Centre Georges-Pompidou, ce jeudi 2 février à 18 h 30. Les intervenants sont : M. Pierre, E. Vigne et des romanciers (J. Benoit, M. Bayon) participent aux débats ouverts au public.

## LE PRIX - QUÉBEC

PARIS (ex-aequo) France-Canada fondé en 1959) a été attribué à la Québécoise Suzanne Jacob pour son roman *Leurs Lèvres*, édité en Seuil. La lauréate vit actuellement en France, où elle mène une carrière d'écrivain et de journaliste.

## LE JURY DE PAYS PROTESTANT

« Le jury de pays protestant » a été attribué au prix 1983 à Jean Estroff pour son livre *Vie et passion* imprimé au cœur de Vézère. Pour obtenir cet ouvrage, écrire à M. Jean Estroff, maison du notaire Ajeux, 67000 Privas.

## LES PRESSES DE LA CITÉ

viennent de publier Jean-Paul Bertrand, actuellement directeur financier, au poste de directeur d'édition à la SA Les presses de la Cité. Jean-Paul Bertrand sera la responsabilité des éditions du Rocher, dont il devient président, et des éditions L'Éclat. Il conservera ainsi la charge de gestion qui lui avait été confiée de la branche « grande diffusion » de la librairie Pion, dont l'ancien directeur est Gérard de Villiers.

## PRÉSENTATION PROPOS DE L'HISTOIRE DES FRANÇAIS

Le tome II, la Société, dont nous avons annoncé la parution dans le Monde des livres de 28 janvier, a été rédigé par Ronald Hebecker, Louis Bergeron, Yves Lévesque et Henri Morin.

## écrits intimes

## Le journal d'un froid lapin

## Les défis de Roland Jaccard

ON doit saluer le rare courage d'un homme qui publie le journal intime qu'il a écrit de 1981. Le journal est, en effet, un genre périlleux : « Le moi est haïssable », disait Pascal, et tout examen de conscience honnête invite à méditer de soi. Prudence, les gens en vue nous donnent, d'ordinaire, leurs Mémoires ou leur autobiographie : l'écriture rétrospective est plus sûre ; elle permet quelques retouches. Pris sur le vif, au jour le jour, il n'y a pas plus de grand homme pour un diariste que pour un valet de chambre.

Or Jaccard est un homme connu, sérieux — connu pour son sérieux. D'abord, il est suisse, et le rappelle souvent. Ensuite, c'est un spécialiste de psychanalyse, à laquelle il a consacré des travaux savants, et dont il tient la chronique au Monde depuis des années, avec esprit et autorité. La plupart de ses confrères verraient jalousement à préserver une image de marque aussi respectable. Chacun sait que toute médaille a son revers, mais on se garde, en général, de le montrer, quand il s'agit de soi-même. Jaccard, lui, par un véritable défi, ou il entre un brin d'ostentation et beaucoup d'audace, révèle l'envers du décor. En un geste rousséiste fondamental (Suisse oblige), il découvre ce derrière, que ses pairs cachent soigneusement, et que Freud ose seul dénuder. Derrière donc le journaliste paté, notre curiosité aliénée trouve qui, ou quoi, dans ce journal ?

On s'aperçoit vite qu'il ne faut point y chercher un tableau de mœurs, un coup d'œil dans les coulisses de l'histoire, ou, à l'opposé, un inventaire médical. Ces carnets racontent la quête d'un personnage lancé à sa propre recherche : la Grèce de Jaccard, c'est le dragueur Le 20 mars, Sylvie, Le 21, Isabelle, Le 22, Yannick, Le 23, une vendeuse de magasin. Le 13 avril, une hôtesses de l'air, Et Sanders, et Peggy, et puis Fabienne, et puis une seconde Sylvie, Patricia et Marie-Rose, Dominique et Lolita.

Naturellement, ce n'est pas une pure succession : il y a, et l'on peut dire, des chevauchements, des entrecroisements, des rétroactions. Mais la disponibilité est absolue : posté à la piscine Deligny, lorgnant les terrasses d'autobus, notre chasseur fait aussitôt feu sur tout ce qui bouge.

Revenu de cette première surprise, le lecteur dira : après tout, c'est le métier qui continue, par d'autres voies : après la théorie, la pratique. L'âme est un vaste pays et moins un titre qu'un programme. Voilà un solide gaillard, et qui doit rudement s'amuser ! En bien, non. Pour une seconde surprise, nous avons entre les mains un cahier de doléances. « Je suis le contraire d'un Don Juan », Jaccard est peu porté sur le chocs. Il doit soigner ses insomnies, ses débris nocturnes le fatiguent. Il rêve parfois de cette archaïque andalouse — un périple en plastique qui le soulagerait de ses peines... Sur tout, il s'ennuie vite. Ou on le déçoit. Ou on lui ennuie son quart-à-soi.

Pourtant, que leur demande-t-il, aux femmes ? Les grand-chose. Qu'elles se conforment à son type (petites, immatures, d'aspect androgyne, avec, si possible, frange de cheveux noirs et lunettes). Qu'elles offrent une certaine « complicité », une « tendresse partagée ». Qu'elles lui mentent sa solitude. Qu'elles le rassurent sur son charme. Leur fonction est encore plus spirituelle que physique, une pitié à la curiosité d'esprit. Nous y voilà : ce consommateur effréné de corps est un chercheur d'âmes. D'âmes sœurs. C'est encore trop demander. Comme Jaccard le sérieux avait fait inopinément place à Jaccard le tombeur, Jaccard le désabusé prend la relève du pseudo-Casanova.

Avec Jaccard le moraliste sur ses trousseaux. N'allez surtout pas croire qu'il prenne ses frivolités à la légère (Suisse, encore et toujours, oblige). Le comptable, qui l'installe d'abord, additionne ses succès du jour, comme Amiel théâtralise ses mémoires de la journée, se met en jure sévère. Il se flagelle. Il dénonce ses « minables dévies sentimentales ». Alors, pourquoi ne pas les arrêter ? Il voudrait, mais ne peut pas. Du coup, il n'a pas de mots assez durs pour sa mollesse. Si je disais la moitié du mal qu'il dit de lui, ce serait un freluquet en règle.

Le diable sans confession

Heureusement, il y a, dans la panoplie des Jaccard, la philosophie. L'homme de culture, l'homme encore plus passionné de livres que de femmes. Il a pratiqué les bons auteurs, il les cite et récite : Schopenhauer, Weininger, Cioran. Ces professionnels du pessimisme arrivent à point nommé, pour le sauver de ses propres justifications. S'il est faible, c'est que l'être humain est faible. La vie est mal faite : il ne faut surtout pas la reproduire. A peine né, le mieux est de mourir : la mort, c'est ce qu'appelle de ses vœux notre sage, tout en craignant fort de l'obtenir. On dirait : Jaccard est tordu. Certes. Mais l'homme même est un vice de construction. Ce qui pourrait apparaître comme un défaut personnel devient un travers cosmique. L'envers du décor, demandons-nous ? Le monde à l'envers.

De fait, on se plonge avec délices dans ce petit monde : les filles, les copines, les jupes, le sort de la lecture rejoint. Tel est le charme indicible de cet éternel adolescent qui n'arrive pas à franchir le seuil de la quarantaine. C'est là qu'intervient le plus dangereux, le plus pervers des Jaccard : l'écrivain. Il prohibe par touches l'ost, le cas de la dire) légères, par notations subtiles, par aphorismes fulgurants. Plume alerte, trait incisif, son journal se lit d'une traite. Après tant d'aventures, on lui donnerait le diable sans confession. Et, pourtant, il nous en manque !

Le seul Jaccard qui menace à l'approche est l'analyste. Une mère modèle qui surgit à la fin, une mère à peine antipathique en cours de route, une impitoyable fustige d'un type d'objet érotique : il y aurait de quoi faire. Ce serait sans doute une autre histoire. Des dessous moins attrayants. La prochaine fois, il faudrait une vraie auto-analyse. En attendant, Jaccard reste à sa surface : comme avec les femmes ou les pensées, il butine à la périphérie. Il brille sans pénétrer. C'est déjà très bien ainsi : il n'y a pas tellement de gens capables de se mettre en jeu avec humour et franchise, d'égarer tous les masques conventionnels. Je fais entièrement confiance à Roland Jaccard pour la suite.

SERGE DOUBROVSKY.

L'ÂME EST UN VASTE PAYS, de Roland Jaccard, Grasset, 196 p., 52 F.

## au fil des lectures

## Album

## Santorin, l'île de Joël Cuénot

Santorin est une île étonnante. En vérité, à la fois moins et plus qu'une île : une sorte d'anneau brisé au cœur de la Méditerranée orientale, encadrant une minuscule mer intérieure au centre de laquelle est un îlot, Nés Kaméni, la « Nouvelle Brûlée ». Car Santorin n'est que ce qui reste d'une explosion volcanique gigantesque, qui pulvérisa, vers 1500 avant notre ère, une île beaucoup plus importante. Sous le choc (huit millions de bombes atomiques du type Hiroshima), un monstrueux raz-de-marée submergea toute la mer Égée, et Santorin s'engloutit.

Était-ce l'Atlantide ? Pourquoi pas ? C'est en tout cas, telle que nous la présente Joël Cuénot, le plus étrange des mini-continents. Il y a de tout sur Santorin : des paysages lunaires ou islandais, une admirable petite ville grecque semi-antienne. On y a des ruines de marbre, et surtout les merveilles de l'Akrotiri minoenne d'avant la catastrophe, et des fresques, aujourd'hui célèbres.

Le Santorin de Joël Cuénot, ce sont trois livres en un : le premier sur l'his-

toire, volcanique ou vulcanique, de l'île ; le second sur son présent, grec et chrétien ; le troisième sur son passé fabuleux.

De très belles photographies suivent ce même triple cheminement, en y ajoutant des « ombres de l'Atlantide », montages de Joël Cuénot lui-même (comme toutes les photos), à la technique très sûre. L'ensemble est une réussite.

JACQUES CELLAND.

\* SANTORIN ET LES OMBRES DE L'ATLANTIDE, de Joël Cuénot. Éditions Joël Cuénot, 15, square de Verdun, 75015 Paris. Collection les Sentiers de l'imaginaire, livre-album grand format long, très nombreuses illustrations couleurs, 108 p., 290 F.

## Poésie

## L'élégance de Fouad El-Etr

Fouad El-Etr a le talent de transmettre tout ce qu'il effleure en poésie. Depuis 1967, cet amoureux de la typographie a réussi, contre toute logique, à publier huit somptueux numéros de sa revue *Le Délivrance* et une quinzaine d'ouvrages d'une rare qualité.

Fort heureusement, l'éditeur n'a pas éteint en lui l'écriture et, aujourd'hui, avec *La nuit finit ton corps*, ce baladin du rêve s'affirme comme l'un des derniers poètes lyriques de notre temps.

« La nuit se dissout dans mes yeux », écrit joliment Fouad El-Etr, qui a la délicatesse et l'élégance de nous restituer, dans ses vers, un monde levé de ses habitudes scories. Sa plume élimine la laideur et la vulgarité et célèbre les obligations du cœur.

Ce poète refuse le siècle à sa manière et s'autorise des poèmes d'amour qu'il dépose sur les paupières de la femme aimée pour que la nuit lui paraisse plus légère :

par Haïm ZAFRANI

## MILLE ANS DE VIE JUIVE AU MAROC

Histoire et culture, religion et magie

Un volume 16 x 24, 320 pages, ill., 156 F

« En vente chez tous les livres libraires et chez l'éditeur MAISONNEUVE ET LAROSE, 15, rue Viala-Cousin, 75008 Paris, Tél. 354-32-70. Télex : MLEDT 27042P »

« Ainsi dormons-nous grands couverts » Comme les deux pages d'un livre. » Fouad El-Etr écrit pour que la vie devienne un songe peuplé de feuilles blanches.

PIERRE DRACHLINE.

\* LA OÙ FINIT TON CORPS, de Fouad El-Etr. La Différence (54, rue de Selva, 75006 Paris), 44 p., 75 F.

## Histoire

## Le retour de l'Aigle

« Que la République était belle sous l'Empire ! » Avant le mot, c'était vrai.



vérité de tous les temps. Napoléon en route vers l'île d'Elbe, la France, recrée de fatigue après vingt ans de guerre, soupire de soulagement. Peu importe que l'occupant soit à Paris. Tout va changer, plus de conscription, plus de sang, moins d'impôts, et, déjà, les « colporteurs » d'opinion. Talleyrand en est, bien sûr, et l'abominable Fouché, qui jouera son rôle oblique jusqu'à son second exil, et cent autres, généraux ou pas, qui, la veille, assuraient l'Empereur de leur foi.

Brusquement, on annonce le retour de l'Aigle, et voilà tout ce beau monde qui tourne à nouveau casaque, le peuple d'abord en adoration, médusé, enthousiaste, prêt à le suivre. L'aventure continuera au pays près de 50 000 hommes à ajouter aux 1 500 000 malheureux tués ou blessés dans les campagnes de la Révolution et de l'Empire, une dette de 700 millions de francs à verser aux vainqueurs, lesquels camperont dans un pays rétréci durant près de cinq ans. A la suite de quoi, contre toute raison, Napoléon entre dans la légende...

Quelles sont les raisons de retournements aussi rapides et dans l'opinion et parmi les grands ? Comment le héros e-t-il pu, en cent jours, passer du triomphe à la déroute ? Où sont les fautes ? Et les fautes ? Du retour comme de l'échec ?

Tout le monde, répond Georges Blond. Égales, les malheurs de Louis XVIII et celles d'Arnould, si favorablement accueilli comme lieutenant général du royaume. Du côté des alliés, on n'a pas assez tenu compte de l'invincible énergie du petit homme, vite sorti de l'instinct de « déferme » au moment de son abdication.

Habitué aux grandes fresques, Georges Blond est sur son terrain ici, où la tragédie, sans cesse, croise le bouffon, et la grandeur, l'ordure. Ce qu'il nous montre, c'est, en oiseau, un film sur grand écran (certains écrans, même, se juxtaposent à certains moments), les scènes capitales violemment éclairées, immédiatement compréhensibles. Il est partout, incrusté en scène qui fixe sur la pellicule le moment précis où tout se joue, se dénoue, vacille, les grands dans leur noblesse ou leurs turpitudes, le peuple versatile et naïf, qui fait les frais de l'épopée.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

\* LES CENT-JOURS, de Georges Blond, Julliard, 390 p., 90 F.

\* Signalez aussi la réédition de la biographie de Bernadotte par l'historien anglais Sir Donald Fleming Buxton, traduction de Georges Roth, Payot, 382 p., 85 F.

Bande dessinée  
Frissori



Carole DUN  
Julio CORTA  
Les autona  
de la cosmo  
ou un voyage inte  
Paris-Mars  
GALLIMARD

مكتبة الأمل







(Suite de la page 11.)

Dans la première partie de son œuvre, certes, la part de mythomanie est importante. Il a tout recomposé, il s'est dédoublé par l'écriture. Il a presque tout inventé, mais il est devenu vraisemblable, crédible, il a fait du plus vrai que le vrai, ce que

Légion étrangère (où il laissera son bras droit en 1913), anarchiste, puis croyant - ses rapatriés, le Père Bruckberger, un religieux - il a vu avec les réflexes trouillards des convertis de la dernière heure - père de famille d'enfants un peu méconnus, amoureux de plusieurs femmes à des places si différentes qu'il n'en trahissait aucune, homme d'affaires sans scrupules, ami de Fernand Léger, d'Apollinaire, de Fernand Léger, de Braque, de Jean Cocteau, de Henry Miller... de tout ce qui compte en son temps dans la peinture, la littérature, le cinéma ou le sport. A-t-il été le compagnon de beuveries de Modigliani ? L'assistant d'Abel Gance ? A quel moment dit-il vrai ? Qu'en

Sa jeunesse ? Il rêve ou il vit la Russie d'avant la Révolution... l'Allemagne, Varsovie, New-York, mais il en tire des feux d'artifices. Il donne à voir. Il sera de ces bohèmes montparnais qui vont apporter un soufflé nouveau à l'Art.

FRUSSES, VON DOWITT: FOR CINCINNATI

Voilà peut-être la phrase-clief de toute son œuvre, de toute sa vie de vagabond poète. En tout cas il ne s'apparente jamais aux bons faiseurs académiques. Il est toujours plus haut, plus loin... dans le mensonge comme dans la vérité. Il est classique et plus à l'avant-garde que Dada et le surréalisme.

★ BLAISE CENDRARS, de Mi  
riam Cendrars. Balland, 600 p., 129 F.

## L'idiot et



**Saint-Petersbourg : le Plan de l'aiguille** (1927) et **les Confessions de Dan Yack** (1929). Avec ces trois livres, le cœur flamboyant de son œuvre, Cendrars purge sa rage. En 1930, il pourra écrire un récit « classique », *Rhum*.

Dan Yack, admirateur de Schopenhauer, voué à l'ascèse, part, te

Arthur Gordon Pym, à la rencontre du grand homme blanc, dans les terres glacées du Sud, aux confins d'un paysage inhumain. Il est accompagné par trois artistes, le poète Goetschman, le sculpteur Sababokoff et le musicien Lamont. Ciel livide, la mère crépusculaire. La banquise et des reflets d'incendies. Ouragan pluie et neige. Ils perdent la notion du temps. Une idée fixe hante Dan Yack : le mort. Il boit. *Le Plan de l'aiguille* est un poème. Au bout de sept hivers, Dan Yack, seul rescapé d'ennuie, malgré sa collection d'émoucheurs.

**rencontre**

**RAPHAËL SORIN.**  
★ MORAVAGINE, de Blaise Cendrars. Grasset, « les Cahiers rouges » 242 p., 30 F.  
★ LE PLAN DE L'AIGUILLE. Denoël, 196 p., 65 F.  
★ LES CONFESSIONS DE DAVID YACK. Denoël, 163 p., 58 F.  
★ RHUM. Le Livre de poche/Bibliothèque de la Pléiade, 184 p., 19 F.

ENC. 164 E, D F.

## Un cascadeur

- Il m'a proposé du travail. J'ai recopié à la BN des articles dans des revues... basques. Insensé. C'était pour le fameux roman qu'il n'a jamais écrit, l'histoire de John Paul Jones. Il avait la manie d'imaginer des documents. Ça devait

Secrétaire général de la revue *Bifur* (1), traducteur de Savinio ou de Calvino, Nino Frank a côtoyé Joyce, Fargue, Miller, Mac Orlan, Babel, etc. Dans un merveilleux livre de souvenirs, *10.7.2 et autres portraits* (2), il raconte avec émotion la « mort difficile » de Blaise, longtemps inerte, foudroyé.

**Deux Américains** Henry M.

Pour le centenaire de la naissance de Cendrars, la BCIS prépare un colloque. Il se tiendra sur le thème culturel international de Cendrars à la Salle à la fin de juillet 1987, sous la direction de M. Claude Chefford, Claude Leroy et J. Temple. Son thème est déjà annoncé : « Modernités de Claude Cendrars ». Les projets de communication sont à adresser, avant le 31 décembre 1984, à Claude Leroy, institut de français, université de Paris-X - Nanterre, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex.

- L'embrasement poétique des  
vieilles littéraires, le sacage des  
règles, son aventure spirituelle, tou-  
se tient. Peu de temps avant de  
mourir, il m'a fait tape un texte  
d'un, quelques pages, les "Pauvre-  
d'ou, où il compare un ma-  
diant romain à saint Benoît Labre  
qui fascina aussi Germain Nou-  
veau, Paul Verlaine et André Dhé-  
tel. Comme ce saint, Blaise était un  
hérétique, un orgueilleux et un  
menteur. Vous voyez, quand je  
parle de lui, c'est comme s'il était  
vivant. Il se mettrait sûrement en  
rogne. -

(1) Réédité par Jean-Michel Place  
1976.  
(2) Ed. Maurice Nadeau-Papyrus  
1983.  
(3) *L'Homme que fut Blaise Cendrars*

**I**l y a plusieurs façons de lire et d'aimer Cendrars. Un de mes amis, en 1961, après avoir dé-

voré Moravagine, parut au Mexique, à la recherche des « Indiens bleus ». Un autre, qui ne jurait que par la *Banlieue de Paris* (1), passa des mois dans les bistrot, à l'affût des pauvres zigaga. Globé-trotter ou glandeur, Blaise enflammait alors la jeunesse et la dégoutait du travail.

Vingt ans après sa mort, sous l'impulsion de l'Association Blaise-Cendrars, des universitaires et des chercheurs, venus de France, des Etats-Unis, du Canada et de Suisse, ont tenu les 12 et 13 juin 1981 un colloque à l'Université de Paris-XX-Nanterre. Ils ont disserté tous ensemble, la critique cendrarienne en traitant, avec eux, dans son stade « post-léopoldien ».

Leurs communications, réunies en volume, ouvrent désormais l'œuvre de Cendrars — cet « architecte de l'insomnie », selon Miller — à des entreprises philologiques, bibliographiques et exégétiques.

Monique Chefd'œuvre parle de *son* *cinéma de la littérature* et évoque que l'édition des poèmes traduits par Dos Passos en 1931. Pierre Caizergues étudie le « poète du voyage » *voyageur de l'écriture*». Maurice Mourier parle de *l'écriture* de Cendrars. Claude Leroy raconte les avatars du roman inachevé, *John Paul Jones*, annoncé « sous presse » de 1926 à 1933. Jean Bessière commente Miller et Cendrars. Jean-Pierre Miller rappelle le passage du maître sauvage. Pourtant, Cendrars échappe aux scolastes. Une heure de parole avec le photographe Robert Doisneau nous apprendrait plus que dix

★ **BLAISE CENDRARS VINGT ANS APRÈS**, études présentées par Claude Leroy. Klincksieck. 232 pages. 96 F.

(1) Réédité aux Editions Denoël (« le Monde des livres » du 21 octobre).

**O**N n'a pas seulement parlé, depuis linguistiques et méthodes d'apprentissage lors de la deuxième semaine d'ExpoLangues, qui s'est tenue du 2 au 30 janvier 1992. On a aussi évoqué, sous des angles d'approche très différents, les problèmes de la traduction moderne. C'est ainsi que la firme Control Data présentait son antedat un système de tra-

qu'interviennent toute l'astuce l'habileté du traducteur (1). Des qualités qui ont également été évoquées lors d'un très intéressant séminaire consacré aux problèmes de la traduction de l'«*brou*» moderne.

Pour Mire Hedeu-Label (2), professeur aux langues orientales, ce type de transposition ne pose pas problèmes : «*Malgré les recommandations de l'acade-*

Contrairement aux ensembles complètement automatisés, qui ne fournissent qu'un brouillon de traduction, Transmédec se veut davantage un outil, une sorte de superordinateur adapté à des besoins précis. Une folie sonne saisi, l'utilisateur a la possibilité de travailler à partir d'un lexique général spécialisé (droit, économie, etc.) ou dynamique (c'est-à-dire qui ne contient que les mots apparaissant dans le texte à traduire). Lorsque se pose le problème du double sans sens, Transmédec propose deux alternatives : une note de bas de page, ou une note de fin de chapitre.

d'une phrase ou d'une expression, c'est l'ordinateur qui interroge le traducteur pour lui demander de choisir la traduction. En bout de chaîne, le traitement des données qui permet d'effectuer une mise en page ainsi que l'insertion ou la suppression de passages) contribue à accroître le gain de temps. Pour l'heure, ce type de procédé n'a d'intérêt que pour les traducteurs techniques, dans la mesure où ils ont recours à une terminologie déterminée. L'ordinateur ne fait pas dans la

l'exposition réalisée par un département du CNRS, le LA-CITO (Laboratoire de langues et civilisations à tradition orale), illustre à sa façon l'impossibilité du mariage traduction littéraire-informatique. Ainsi, comment traduire le littérarisme orlé ? Une simple traduction du mot est perdue ne suffit pas : d'une part, les juxtapositions et les répétitions doivent être gommées ; d'autre part, l'intonation et la gestuelle du conteur, lorsqu'elles donnent des informations que les phrases du conte ne véhiculent pas, doivent être transposées sous forme de mots. C'est ici

2),  
an-  
ne  
ard  
le-  
ste  
co-  
no-  
is,  
le-  
her  
se-  
y  
m-  
au  
nd  
is.  
ira  
en

est-  
et  
ant  
de  
anir  
thés  
sivi-  
du  
ais-  
nias  
lus  
ver  
ees  
tra-  
on,  
au  
ars  
nait  
et

Tous les  
mois, un dossier  
consacré à un auteur  
ou à un mouvement d'idées

FÉVRIER

№ 204

Diderot vivant

Un grand dossier  
qui ouvre l'année du bicentenaire.  
Diderot dans tous ses états :  
philosophe, romancier,  
homme de théâtre,  
encyclopédiste, critique d'art.

### Rencontre avec Cloran.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

## OFFRE SPECIALE

**6 numéros : 60 F**  
**Cochez sur la liste ci-après**  
 les numéros que vous choisissez

- ❑ Cette science humaine, la guerre.
- ❑ Théories du terrorisme, de Hôbert à Baudier.
- ❑ Misesseant.
- ❑ Jacques Prévert.
- ❑ La Best Generation : Burroughs, Ginsberg, Kerouac.
- ❑ Jean Cocteau.
- ❑ Littérature italienne (1960-1990).
- ❑ Mishima.
- ❑ La littérature espagnole en liberté.
- ❑ Les enjeux de la science.
- ❑ Velery Larbeud.
- ❑ Jean Genet par lui-même.
- ❑ Figures de Sartre.
- ❑ Les romancières anglaises.
- ❑ Gabriel Garcia Marquez.
- ❑ Julien Gracq.
- ❑ Femmes, une autre écriture ?
- ❑ Le réveil de l'islam.
- ❑ Boris Vian.
- ❑ L'intellectuel et le pouvoir.
- ❑ Musil.
- ❑ Les écrivains de Montmartre.
- ❑ Écrivains du Brésil.
- ❑ Raymond Aron.

**Nom :** . . . . .

**Address:** .....

**Paiement par chèque bancaire ou postal**

**magazine  
littéraire**  
40, rue des Saints-Pères  
75007 Paris (France)

هكذا امت الأمل



portrait

Annie Ernaux ou la femme blessée

ANNIE ERNAUX, si belle dans sa quarantaine au peu mélancolique, a le regard et le geste accueillants de ceux qui ont traversé les déchirures sans en garder d'amertume, sans en fuir le souvenir dans la course au pouvoir, à la reconnaissance et aux honneurs. Depuis dix ans, tout en continuant son métier d'enseignante, elle fait tranquillement son travail d'écrivain. Ses trois romans, *Les Armoires vides*

*châli*, grisant et déchirant, qu'elle avait voulu « mener jusqu'à son terme » : CAPES, agrégation, mariage avec un jeune homme de famille bourgeoise, deux fils. Et une secrète revanche à prendre sur l'échec de son premier livre, écrit à vingt-trois ans, refusé par le Seuil et dont elle dit désormais qu'il était « très mal bâti, très marqué par le nouveau roman, tournant le dos à tout ce qui est concret, à tout ce que

professeur. Un roman de formation, mais plus encore de dévoilement, pour tous ceux qui ont l'itinéraire de Denise ou d'Annie et qui voudraient cesser de s'en cacher les souffrances, accepter de refaire le chemin pour en conjurer les trahisons et les ruptures. A commencer par la cassure familiale, lorsque, par l'école, on change de langage, de regard, de vie et que l'amour ne suffit plus à maintenir la communication, parce qu'on ne partage plus la même lecture du monde.

Quand la famille-amour passe à l'ennemi

Comme beaucoup d'autres, coincée entre le café de papa, l'épicerie de maman et le lycée, entre la fréquentation des ouvriers, des vieux s'oubliant dans l'alcool et celle des petits-bourgeois du centre-ville, trouvant les lectures de romans roses contre Marcel Proust, Annie Ernaux a découvert la blessure. Soudain, le quotidien qu'elle aimait lui est devenu étranger : des gestes, des comportements qu'elle tenait pour naturels lui sont apparus grossiers, vulgaires ; la famille-amour est passée à l'ennemi, les vieux qui la faisaient rire se sont mis en sales poivros.

Il fallait le dire pour que d'autres s'en sentent libérés et pour que ceux qui n'en savent rien comprennent peut-être. « Mais je ne veux pas passer mes souvenirs », conclut Annie Ernaux. Je sais que pour mon dernier roman — la Femme gelée ou trente ans après le Deuxième sexe — une femme toujours piégée — on m'a reproché de ne pas savoir sortir de l'autobiographie. C'est un faux problème. Avec le « Je » et le « Il » on explore quelque chose. J'ai l'impression de creuser, c'est quelque chose que je n'aurais pas pu faire si j'avais refusé mon autobiographie. La Place n'est pas un roman mais un récit qui m'a coûté en écriture, en souvenirs. Comme je ne parlais pas de moi, je cherchais toujours si c'était vraiment ça. Avec la Place, Annie Ernaux a certainement apaisé son sentiment d'avoir trahi, sa culpabilité du jour



• Dessin de CAGNAT

(1974). Ce qu'elle dit ou rien (1977), la Femme gelée (1981) (tous trois chez Gallimard) ont été très bien accueillis par la critique et lui ont valu un public encore restreint, mais déjà fidèle. Elle publie toujours chez la Place (Gallimard), histoire de la vie de son père (voir l'encadré ci-contre).

Cette production — un livre tous les trois ans — révèle sans doute une attitude, délicate aux yeux de ceux pour qui la réussite littéraire consiste à « occuper le terrain » avec un livre par an, voire deux. « Je ne veux pas écrire pour écrire », dit simplement Annie Ernaux, « ce que je donne à un éditeur doit correspondre vraiment à ce que j'ai voulu. J'écris un livre quand je sais où je veux aller. Au début, je pensais qu'il fallait que je fasse beaucoup de livres, maintenant je sais que publier n'est pas le plus important. Il faut avant tout travailler ce qu'on écrit ».

Conjurer les trahisons et les ruptures

Il lui a certes fallu beaucoup de temps depuis ce jour de 1967 où son père est mort pour terminer la Place. Hommage au père ? Récit d'un amour blessé ? Sans doute, mais récit dans la distance de l'écriture, le constat. « J'avais commencé ce texte en 1977, mais l'écriture s'arrêtait. Elle était trop luxuriante. Et j'avais le vague d'un désir de dévotion que dans les Armoires vides, j'ai dû la récrire plusieurs fois. Cela devenait de plus en plus froid. C'est ce que je voulais écrire, avec toute la réflexion, aller jusqu'au bout, choisir une méthode ».

Sa méthode n'est pas celle de la reconstitution, « ce ne sont pas mes souvenirs précis », comme l'a fait Marguerite Yourcenar, ce n'est pas une biographie, ce n'est pas le roman de mon père, ce sont des lieux qu'on peut projeter et qui sont signifiants ».

DES DOCUMENTS SONT RECHERCHÉS pour l'élaboration d'un ouvrage collectif qui sera publié par le Centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) de Rennes. Il se présentera sous la forme d'un recueil de documents originaux sur l'évolution des conditions sociales, scolaires, intellectuelles de travail scientifique. Il est dédié à une utilisation pédagogique (plus particulièrement par les historiens) dans les classes des lycées (des collèges, éventuellement, et pourquoi pas dans les universités). Un exemple de type de documents recherchés est le texte de Pasteur : « Quelques réflexions sur la science en France », paru en 1871. Mais il peut s'agir également de lettres, de descriptions d'expériences, de passages de livres, de fascicules et de langages. Courrier à adresser à : Z. Rougemont, faculté des sciences et des techniques, 6, avenue Le Gorgeu, 35283-Rennes cedex.

Je connaissais, bref, mauvais. Le parcours enfin accompli, il était nécessaire de le raconter. D'abord, pour soi-même, « pour ne pas, comme le dit Danielle Sallenave, faire le dévoué, se cacher ce qui fait mal », ensuite pour « faire décrire quelque chose chez les gens, faire explorer le refoulé social ». « Est-ce que j'écris pour faire dire aux autres les choses ? » se demande Annie Ernaux, et elle évoque les Confessions de Rousseau. De romane, calme, posée, elle devient

L'ombre du père

ANNIE ERNAUX dans son récit par une citation de Jean Genet : « Je hasarde une application : écrire c'est le dernier recours quand on a trahi ». Ce n'est pas seulement la vie de son père qu'elle raconte, c'est aussi la genèse d'un roman. Car, écrit-elle, « je me suis plié au désir du monde où je vis, qui s'efforce de vous faire oublier les souvenirs d'un être aimé et d'être quelque chose de mauvais goût ». Pour accéder à ce monde d'en haut, elle a caché son « héritage », tout ce que bannissent ceux qui ont une vision idéalisée du monde ».

Quel est donc ce père qu'elle tente de cerner quinze ans après sa mort en fouillant dans l'archive aux souvenirs, parmi les chroniques, derrière les vides des dimanches ? Un homme ordinaire, assurément. Né avant la Seconde dans la famille d'un ouvrier agricole normand, vacher à douze ans, puis ouvrier d'usine. Avec sa femme, il acquiert un café-épicerie, à force de travail et de privations. Mais le café-épicerie, symbole de l'indépendance et de la promotion sociale, ne se révèle pas la réussite tant souhaitée. Le couple y retrouve le milieu ouvrier et ses fins de mois difficiles auxquelles il prétendait échapper...

Le père porte alors ses espérances sur sa fille, Annie, qui travaille bien à l'école, poursuivra ses études pour figurer parmi les gens « haut placés ».

Pas à peu, Annie « émerge doucement vers le monde petit-bourgeois ». Elle lit de la « vraie » littérature. Elle chasse le patois

de son langage. Elle « reprend » ses parents, qui, pourtant, s'efforcent de ne pas « faire payser », afin de paraître « évolués ». Ils sont convaincus que « le savoir et les bonnes manières » sont « la marque d'une excellence intérieure innée ». Le père, craignant le mot « astrophysicien », l'improvisé, se tait devant les amis de sa fille. Est-il heureux ? Sans doute à égalité entre bonheur et sursaturation. Annie, que ses études font admettre dans les bonnes familles, apprend à déjouer les pièges des mauvaises habitudes et des propos aimables. Elle se marie bourgeoisement, devient professeur de lettres. Le père meurt.

La culture l'a écartelée. Elle éprouve « comme une distance de classe, mais particulière, qui n'a pas de nom. Comme de l'amour séparé ». Elle dessine le constat de cette distance dans un style d'une extrême nudité. « L'écriture plate me vient tout naturellement », dit-elle avec un brin de défi. Un tel récit eût-il supporté la métaphore jolie ? Il n'en est pas moins une belle réussite littéraire, vibrante d'émotion contenue, de retenue.

Au terme d'une trajectoire sociale semée d'ambüches comme un parcours du combattant, la culture a rendu Annie Ernaux à ce qu'elle lui avait pris. Une sensible histoire d'amour sur laquelle porte l'ombre ineffaçable du père.

BERNARD ALLIOT.

\* LA PLACE, d'Annie Ernaux. Gallimard, 114 p., 48 F.

où elle a regardé son père comme s'il n'était que le patron du café. Elle l'a fait par l'écriture « en rompant avec celle des livres précédents, sans faire de connivence entre le lecteur et moi contre mon père. Je ne veux pas de jugement. Il ne faut pas que le lecteur juge mon père ».

Elle est peu discrète sur ses projets, si ce n'est pour évoquer un travail de plus en plus rigoureux de l'écriture. Pour l'avenir, elle refuse autant la complaisance qu'elle l'a fait pour son passé.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Un livre immense sur les sentiers d'Herman Melville.

ALAIN BOSQUET (Le Figaro)

# NUITS DES TEMPS NORMAN MAILER

Une des grandes œuvres de la mythopoésie contemporaine.

ANTHONY BURGESS (Libération)

# NUITS DES TEMPS NORMAN MAILER

Seul l'adjectif génial permet de résumer la force de son imagination et l'intensité de son style.

ERIC DE SAINT-ANGEL (Le Matin)

# NUITS DES TEMPS NORMAN MAILER

Le livre le plus important de la décennie sinon du siècle.

NEW YORK TIMES

# NUITS DES TEMPS NORMAN MAILER

Collection "Pacifisme" Traduction de Jean-Pierre Carasso

## ROBERT LAFFONT



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

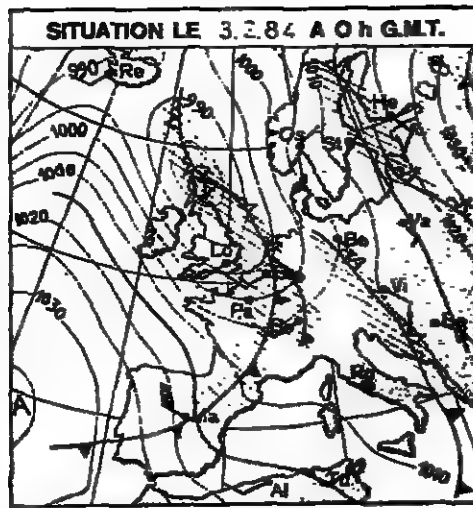
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 2 février à 0 heure et le vendredi 3 février à 24 heures.

Les basses pressions de la mer du Nord et des îles Britanniques continueront à diriger sur la France un courant de nord-ouest un peu plus frais et instable. Des perturbations continueront à se succéder sur le pays.

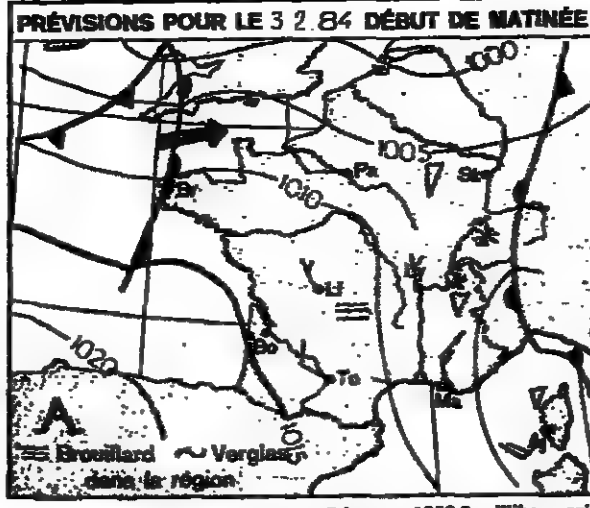
Vendredi matin sur la Corse, la Provence, les Alpes et le Jura, les nuages resteront sur le relief donnant des ondées en plaine et des chutes de neige en montagne vers 600 mètres. Sur le reste de la France, il fera un peu plus frais que les jours précédents, de faibles gelées de l'Aquitaine au Massif Central et au Nord-Est, ailleurs 1 à 2 degrés et, sur les régions côtières de la Méditerranée, de l'Atlantique au de la Manche, encore 4 à 6 degrés au lever du jour.

En général, ciel clair ou peu nuageux avec seulement des bancs de brume isolés, surtout dans les vallées. A la pointe de Bretagne, arrivés des premiers nuages chargés de pluie.

Au cours de la journée, l'aggravation progressive gagnera toute la moitié nord-ouest de la France, les pluies atteignent en soirée la Picardie, la Champagne, le Morvan, le Limousin, la région toulousaine et les Pyrénées centrales.



L'après-midi, puis de la Manche, le ciel s'éclaircit un peu et quelques éclaircies pourront se développer entre les grains. Sur la moitié sud-est, amélioration, des éclaircies assez durables pourront se développer. Les averse se feront plus rares.



Les températures évolueront entre 6 degrés du Nord-Est et 12 degrés sur le Sud-Ouest et les régions méditerranéennes, en passant par 9 degrés à 10 degrés sur l'Ouest.

Les vents de nord-ouest seront modérés.

1984, à 7 heures, 1002,8 millibars, soit 752,1 millimètres de mercure.

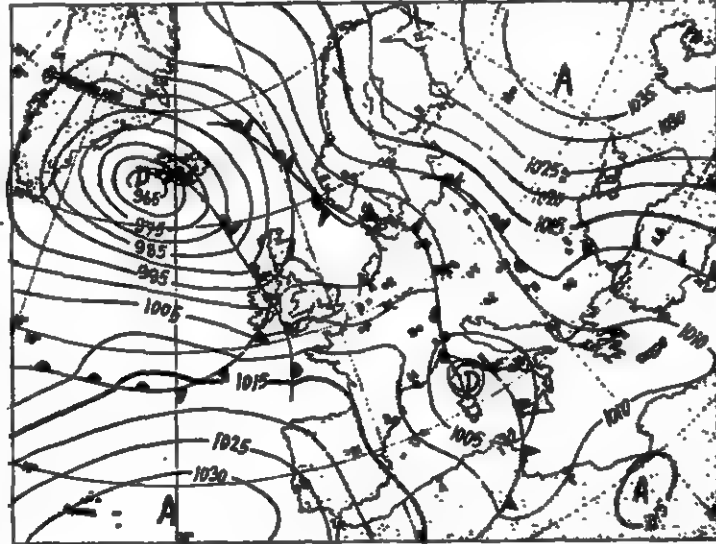
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1<sup>er</sup> février; le second le minimum de la nuit du 1<sup>er</sup> février au 2<sup>février</sup>):

Ajaccio, 13 degrés et 4; Biarritz, 13 et 7; Bordeaux, 13 et 5; Bourges, 9 et 4; Brest, 11 et 4; Caen, 12 et 6; Cherbourg, 10 et 5; Clermont-Ferrand, 9 et 5; Dijon, 6 et 5; Grenoble-Saint-Martin, 10 et 3; Grenoble-Saint-Georges, 8 et 4; Lille, 8 et 5; Lyon, 9 et 5; Marseille-Marganne, 11 et 7; Nancy, 7 et 4; Nantes, 12 et 5; Nice-Côte d'Azur, 13 et 5; Paris-Montsouris, 9 et 5; Paris-Orly, 8 et 5; Pau, 13 et 4; Perpignan, 12 et 8; Rennes, 13 et 4; Strasbourg, 7 et 4; Tours, 10 et 4; Toulouse, 12 et 6; Pointe-à-Pitre, 30 et 20.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 18 et 10 degrés; Amsterdam, 4 et 4; Athènes, 15 et 11; Berlin, 3 et 1; Bonn, 4 et 1; Bruxelles, 7 et 6; Le Caire, 25 et 14; Les Canaries, 20 et 16; Copenhague, 2 et 0; Dakar, 13 et 17; Djibouti, 17 et 8; Genève, 6 et 3; Jérusalem, 16 et 4; Lisbonne, 15 et 9; Londres, 10 et 4; Luxembourg, 4 et 3; Madrid, 15 et 4; Moscou, -9 et -14; Nairobi, 26 et 13; New-York, -4 et -8; Palma de Majorque, 17 et 9; Rome, 14 et 2; Stockholm, 1 et 1; Téhéran, 18 et 5; Tunis, 15 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 3 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)



## CROIX-ROUGE

ELECTIONS A PARIS. - Les élections des conseils des comités de la Croix-Rouge française des vingt arrondissements de Paris auront lieu le dimanche 12 février. Les adhérents de la Croix-Rouge française sont invités à vérifier leur inscription sur les listes électorales de leur comité.

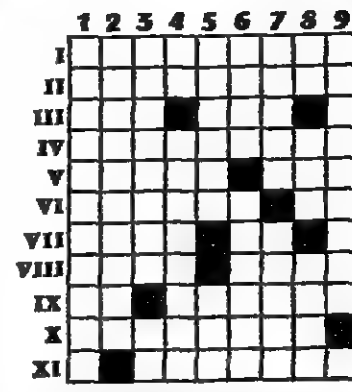
\* Croix-Rouge française, conseil départemental de Paris, 16, bd Raspail, 75007 Paris. Tél.: 544-39-33.

loterie nationale				loterie nationale			
TOUTS CHIFFRES COMPTES AUX BILLETTS ENTIERES				TOUTS CHIFFRES COMPTES AUX BILLETTS ENTIERES			
TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES	P.	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES	P.
1	11 551 641 2 731	200 500 500 2 000	F.	5	80 455 92 335	10 100 10 100	F.
2	492 6 512	500 2 000	F.	6	86 016 206 6 327 0 126	200 500 500 2 000 2 000	F.
3	193 693 6 653	500 1 000 2 000	F.	7	117 357 6 327 56 197	500 500 2 000 10 000	F.
4	384 1 074 6 074 16 654 17 214 23 154 61 804 77 414 279 244	500 2 000 2 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 4 000 000	F.	8	338 508 83 428	500 500 10 000	F.
5	5 85 485 755 985 7 315 7 825	100 300 800 600 600 2 100 2 100	F.	9	49 049 4 329	200 700 2 000	F.
				0	9 70 35 330 860	100 300 10 100 1 000 100	F.

TRANCHE DE LA CHANDELEUR

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 3638



### HORIZONTALEMENT

I. Il faut déjà un bon niveau pour accéder. - II. Touché par la grâce ou reçu à titre gracieux. - III. Bon conducteur. Beau parleur. - IV. Agit donc rapidement mais pas à la va-vite. - V. Ville de Savoie. Sur terre ou dans les airs. - VI. Ne se gratte plus de nos jours. Démonstratif. - VII. Se fait dans le plus grand silence. Vitamine. - VIII. Agir comme un âne. Sont à charge. - IX. Département britannique. Coupure de courant. - X. On peut y voir des grosses têtes ou des fortes têtes. - XI. Sont mises au pied du mur.

### VERTICALEMENT

I. N'a pas la langue dans sa poche. - II. A le goût du pèché ou en a le dégoût. - III. Son métier l'oblige à bien connaître le globe. Symbole chimique. - IV. Participe passé. Sont toujours épuisés pour l'argent. - V. Faisait régler la circulation. Homme de compagnie. - VI. Etre à la page. Fis donc une belle jambe. - VII. On les prend pour aller loin. Est sensible aux élastiques du cœur. - VIII. Réplique. Qui sonne faux. Arrivés dans le désordre. - IX. Tout ce qu'elle peut faire tombe à plat.

### Solution du problème n° 3637

Horizontalement  
I. Fantail. - II. Ancêtre. - III. Cien. Or. - IV. Sveltes. - V. Sol. - VI. Aile. Iso. - VII. Inépant. - VIII. Ré. Aroues. - IX. Turnes. - X. Lei. Ça. - XI. File. Eau.

Verticalement  
I. Faussaire. - II. An. Veine. Pl. - III. Uccello. - IV. Tell. Epaulé. - V. Exats. Etre. - VI. Urne. Louie. - VII. IE. Séama. - VIII. O. Esescu. - IX. Grelots. Al.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

SAMEDI 4 FÉVRIER

« La Cour des comptes », 10 h 30, 13, rue Cambon, M<sup>me</sup> Oswald.  
« Le château de Fontainebleau », 13 heures, place de la Concorde, grille des Tuileries, M<sup>me</sup> Oswald.  
« Musée des monuments français », 14 h 30, palais de Chaillot, M<sup>me</sup> Brocard.  
« Le musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, M<sup>me</sup> Allez.  
« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Anoine, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux.  
« Le musée Marmottan », 15 heures, 2, rue Louis-Bouilly, M. Bertra.  
« L'Institut de France », 15 heures, 23, quai Conti, M<sup>me</sup> Zujovio (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Porcelaines chinoises », 14 h 30, musée Guimet (Les amis de l'histoire).  
« La Madeleine », 14 h 30, place de l'Étoile, M<sup>me</sup> D'Arville (Approches de l'art).  
« Greuze et Fragonard », 10 h 30, musée du Louvre, porte Deson (Arôme).  
« Hôtel de Lassay », 15 heures, 2, place du Palais-Bourbon (Arts et curiosités de Paris).  
« Ministère des affaires étrangères », 15 heures, 57, quai d'Orsay (Conservatoire d'art et d'histoire).  
« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue de l'Université (M<sup>me</sup> Ferrand).  
« Le Palais de justice », 14 h 30, grille du palais (la France et son passé).  
« L'Église Saint-Louis », 14 h 30, métro Port-Marie (Les Filles).  
« Hôtel Potocki », 14 h 45, 27, avenue de Friedland (M<sup>me</sup> Hager).  
« Salons de la marine nationale », 15 heures, 2, rue Royale (M<sup>me</sup> Hauler).  
« Raphaël », 15 heures, Grand Palais (P.-Y. Jais).  
« L'ancien Hôtel-Dieu », 15 heures, parvis Notre-Dame (Paris autrefois).  
« Les arènes de Lutèce », 15 heures, métro Jussieu (Paris et son histoire).  
« Le couvent des Carmes », 15 heures, métro Saint-Sulpice (Régénération du passé).

## CONFÉRENCES

SAMEDI 4 FÉVRIER

14 h 30, Salpêtrière, amphithéâtre A, 91, avenue de l'Hôpital, MM. G. Pommier, D. Diboni, de Bernart (Psychanalyse et prostitution).  
15 heures, amphithéâtre Bechard, Sorbonne, M<sup>me</sup> L. Berthe: « La voyance », M. A. Mégalin: « Ne soyons pas crédules! » (Université populaire de Paris).  
15 heures, 36, rue des Mathurins, M<sup>me</sup> P. Barthe: « Un enfer bien concevable », M. L. Deleul: « La solitude », M. J. Soppela: « La France se défile bien défendue? » (Le nouveau faubourg).  
20 h 30, 199 bis, rue Saint-Martin: « Vivre au mort » (Centre culturel de l'ordre de la Rose-Croix).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 2 février 1984:

### DES DÉCRETS

« Relatif à l'organisation des caisses d'épargne et de prévoyance. »  
« Modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale (condamnations à l'encontre de mineurs). »

### UN ARRÊTÉ

« Fixant la répartition des cotisations d'assurance-vieillesse et d'assurance-veuvage pour 1983. »

loterie nationale				loterie nationale			
TOUTS CHIFFRES COMPTES AUX BILLETTS ENTIERES				TOUTS CHIFFRES COMPTES AUX BILLETTS ENTIERES			
TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES	P.	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES	P.
133	9123 8123 8913 8913 0321 0321	1133 7133 2313 2313 2321 2321	4 400 F. 4 400 800 800 800 800	7896	6796 6796 6796 6796 6796 6796 6796 6796 6796 6796	5 100 F. 5 100 5 100 5 100 5 100 5 100 5 100 5 100 5 100 5 100	800 F. 800 800 800 800 800 800 800 800 800
0640	0640 0640 0640 0640 0640	20 000 F. 20 000 20 000 20 000 20 000	2 000 F. 2 000 2 000 2 000 2 000	84 ARLEQUIN	84 ARLEQUIN 84 ARLEQUIN 84 ARLEQUIN 84 ARLEQUIN 84 ARLEQUIN	20 000 F. 20 000 20 000 20 000 20 000	2 000 F. 2 000 2 000 2 000 2 000

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 126 347.21.32

## OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice CRÉTEIL, le JEUDI 16 FÉVRIER 84, à 9 h 30

UN APPARTEMENT de 3 p., principales au 1<sup>er</sup> étage du bdt. D avec UN DÉBARRAS au 4<sup>e</sup> étage et UNE CAVES

SIS A CHARENTON-LE-PORT (94) 23 et 25 bis, rue Victor-Hugo 1 et 1 bis, rue Saint-Pierre M. A. P. : 80.000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> A. FITREMAN, avocat, 11 bis, rue Portalis à PARIS (8<sup>e</sup>) ; Tél. 522-22-86. A tous avocats exerçant près les tribunaux de grande instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL et sur les lieux pour visiter.

RECTIFICATIF à l'ins. parue le 1-2-84, conc. Vue Pal. Just. Paris, le 23-2-84 à 14 h, d'un APPART., 21, quai de la Tourneville à PARIS (9<sup>e</sup>), LIBRE. M. A. P. : 1.500.000 F. M<sup>re</sup> NOUËL, av. Paris, Tél. 544-10-33.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice PARIS, Jeudi 9 Février 1984 à 14 h

UN APPARTEMENT de 3 p., princ. au 3<sup>e</sup> ét., escal. B, CAVES dans ensemble immob. à PARIS (19<sup>e</sup>)

38, RUE RAMEY 2 et 2 bis, passage RAMEY MISE A PRIX : 80.000 F

S'ad. M<sup>re</sup> B. LEOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou, PARIS (8<sup>e</sup>) - Tél. 265-92-75; M<sup>re</sup> PINOT, huiss. Paris, 12, r. Bayen; M<sup>re</sup> PINON, syndic, 16, r. de l'Abbé-de-l'Épée, PARIS. Ts avocats pr. trib. gde inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. S/lieux pr. vis.

Vente au Palais de Justice de PARIS - Jeudi 16 Février 1984 à 14 heures

APPARTEMENT PARIS-13<sup>e</sup> principales, CAVES 1 à 3, av. d'ITALIE Place d'ITALIE 213-215, av. de CHOISY. M. A. P. : 800.000 F - S'ad. M<sup>re</sup> GELINET

Avocat Paris (9<sup>e</sup>) - 27, rue Godot-de-Mauroy - Tél. : 742-63-56.

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A EVRY (91), le mercredi 14 février 1984, à 14 heures

MAISON INDIVIDUELLE A BIEVRES (91) à terminer, jardin d'agrément, terrain de 1.996 m<sup>2</sup>

MISE A PRIX : 400.000 FRANCS Consignation indispensable pour acquiescer

Renseignements à M<sup>re</sup> AKOUN et TRUXILLO, avocats à Evry (91), 4, boulevard de l'Europe, tél. 079-39-45.

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A VERSAILLES, le mercredi 15 février 1984, à 10 heures

UNE MAISON A LEVIS-SAINT-NOM (78) 12, rue DE L'YVETTE, comprenant rez-de-ch., 4 pièces, entrée, salle de bains, cuisine, cabinet toilette ; terrain avec arbres fruitiers - CONT. TOT. 11 A 54 CA

MISE A PRIX : 300.000 FRANCS S'ad. à M<sup>re</sup> Jean GREST, avocat à Versailles (78), 9, place Hoche, tél. 951-60-83, 950-03-78 ; M<sup>re</sup> GUELLERES, avocat à Versailles, 21, rue des États-Généraux ; à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de Versailles ; et sur place pour visiter.

Etude de M<sup>re</sup> GUYOT et DUTRAY, not. associés Lamotte-Beuvron 41600 A VENDRE par adjudication au Mairie d'YVOY-LE-MARON (L.-et-C.) le JEUDI 16 FÉVRIER 1984, à 14 h 30

BELLE PETITE PROPRIÉTÉ SOLOGNE MAISON DE 140 m<sup>2</sup> avec confort, très beau territoire chasse, étang.

LE TOUT DE 37 HA, 65 A, 31 CA. MISE A PRIX : 350.000 FRANCS

Consignation pour acquiescer 100.000 F S'adresser pour visiter à l'étude. Tél. (54) 86-02-21.

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A VERSAILLES (Yvelines) 3, place André-Mignot, le MERCREDI 15 FÉVRIER 1984, à 10 h

UNE MAISON D'HABITATION AVEC DÉPENDANCES COMMUNE de BLARU (Yvelines) LIEUDIT « Le Val » d'une surface totale de 52 ares 42 centiares OCCUPÉE - MISE A PRIX : 350.000 FRANCS

Cabinet de M<sup>re</sup> Xavier SALONE, avocat, 19, rue Ste-Sophie, 78000 Versailles, tél. : 950-01-69.

Vente au PALAIS DE JUSTICE DE PARIS le JEUDI 16 FÉVRIER 1984 à 14 h

2 ATELIERS, 4 LOGEMENTS A PARIS 18<sup>e</sup> 46, rue des Poissonniers

MISE A PRIX, 1<sup>er</sup> LOT : 120 000 F - 2<sup>e</sup> LOT : 25 000 F 3<sup>e</sup> LOT : 5 000 F 4<sup>e</sup> LOT : 15 000 F - 5<sup>e</sup> LOT : 40 000 F - 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> LOTS, CHACUN : 2 000 F

S'adresser M<sup>re</sup> BERNARD DE SARIAC, Avocat à Paris 8<sup>e</sup>, 70, av. Marceau. Tél. : 720-82-38 - M<sup>re</sup> PAVEC, GUILLEMONAT et GIRARD, Syndics, Administrateurs de l'EL de feu - M<sup>re</sup> SAGETTE, 6, rue de Savoie, PARIS 6<sup>e</sup>.



THÉÂTRE

PORTRAIT

Jérôme Nicolin, chienne et chinois

La carrière de Jérôme Nicolin est chinoise, au sens le plus large du terme, à tout le moins exotique. Vous avez cheminé les plus obscurs de la métaphysique, il a été Marlene Dietrich, Marilyn Monroe, et Charles Trenet, chienne à deux reprises au moins, ange appropriment oiseau, il a incarné l'esprit de Turandot, à Torre-del-Lago, pur symbole pudique, et, pour achever les deux et leur patience, leur tricotant dans les chemins du nirvana un pull-over pure fantaisie, il fait face, aujourd'hui, à la Dame assise, interprète les animaux pervers de Copi sur un rythme kaléidoscopique.

Le grand-père de Jérôme Nicolin était en Chine, ingénieur des chemins de fer impériaux. C'était une voie toute tracée. Le jeune homme fit donc ses études chez les oratoriens du collège de Jullien, en Seine-et-Marne, ces oratoriens dont il admirait les grandes capes noires tenues par une agrafe en argent, quand ils déboulèrent dans les allées du parc. Sous la chapelle, il y avait, tête-bêche, avec celle-ci, un théâtre où des troupiers venaient jouer les classiques. Il en occupait le très haute charge de responsable des costumes. C'est ainsi qu'il fit la connaissance du déjà comédien Jean-Claude Dreyfus. Celui-ci,

dont la mobilité capillaire ne s'est pas démentie depuis, était coiffé à la Jeanne d'Arc, et interprétait Béatrice dans les Femmes savantes. Quelques années plus tard, et après des études essentiellement détournées sur la cinématographie, Jérôme Nicolin, qui portait la barbe, se rasa pour entrer à la Grande Eugène, comme d'autres le font pour rejoindre les ordres. Il y retrouva Jean-Claude Dreyfus.

La Grande Eugène, qui avait fondé et que dirigeait Franz Seidler, alias Francis Sevel, se résume mal par ce qu'elle fut pourtant au début des années 70, un spectacle de travestis, veine souvent exploitée ailleurs de la plus excentrique manière. Ici, les travestis étaient d'abord comédiens; le spectacle était cohérent, sérieux, séduisant, et lorsque rira il y avait, ce n'était pas pour se taper les cuisses. Le succès en fut considérable. À l'étranger, surtout: la Grande Eugène fit par exemple les couvertures de Newsweek et du Sunday Times; Jérôme Nicolin, sous les traits de l'ange bleu, y symbolisait la troupe.

La troupe partit en tournée (l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre), laissant en route des perles d'elle-même acrochées aux paysages d'Europe, puis elle

se dispersa. Jérôme Nicolin écouta peut-être alors la voix de l'autre ange qu'il avait incarné dans la Paloma, le film de Daniel Schmid. Il savait bouger, danser, rouler des yeux, voler, être tous et chacun par le geste et l'image, être l'homme, la femme et l'ange... Il avait été toutes les stars du monde, il avait à parler à près de trente ans, ce n'est pas une mince entreprise — et il rejoignit le TSE.

Chienne mondiale des Paines de cœur d'une chienne anglaise, qui fut jouée et jouée à Paris et en France et donnée à Broadway, on le retrouve, encore lui, dans Moi, chienne, d'Arthur Ciochepce. Il y a deux ans à Saint-Denis. Tant la bête, il a trouvé des costumes plus stricts en retournant vers l'Orient de la Fuite en Chine, l'an passé, au Théâtre de Paris. Et il le ressaute sous toutes ses espèces dans l'adaptation théâtrale qu'a faite Alfredo Arias des dessins de Copi au Théâtre des Mathurins. Face à lui, si l'on peut dire, la femme assise, c'est le star microbolite du TSE, Marilu Marini.

FRÉDÉRIC ELDREMAN.  
★ La Femme assise, Théâtre des Mathurins, 21 heures.  
Dm: 16 heures et 18 h 30.

«CACODEMON ROI», à Lille

Richard III le gnome

La Salamandre, contre dramatique du Nord, présente à Lille, dans la mise en scène d'Alain Milanti, Cacademon roi, de Bernard Charvaz, d'après le Richard III de Shakespeare. L'action se passe dans un lycée où il y a une salle des fêtes, un petit théâtre qui ne sert plus depuis longtemps. Les murs sont couverts, marqués de plaques rectangulaires postiches, comme si on avait bouché des fenêtres avec un matériau qui moût.

Le cadre de scène est orné d'une peinture allégorique: un maître en robe et des garçons presque nus, debout tenant des livres, créant les jambes avec un mouvement débâché. De là, tombe en biais, jusqu'au pied des spectateurs, une grande bache. Devant, arrive Richard — Marc Chikly, — bossu, cheuve, avec de grosses souilles, une monture mongole. Un gnome dans une armure de cuir, sur laquelle des plaques métalliques jettent un éclat froid, et d'où sort un bras maigre, trop blanc. Il monologue aux côtés d'une jeune Anglaise en jodhpurs et bottes cavalières, qui lit Shakespeare dans le texte.

Puis, la bache est aspirée par le haut. Apparaît un décor de ruines rouges, dû à Joel Pitt, qui plonge en contrebas de la salle. En bas, une dalle avec des motifs géométriques dont les couleurs sont ternies. Décor de fin du monde, personnages de cauchemar flamand, aux costumes rouges et blancs, aux visages abîmés. Ils sont vieillards et bien assés, comme des marionnettes de bois soigneusement entretenues, fabriquées dans l'esprit des sorcelleries médiévales en faveur au dix-neuvième siècle.

Les images ont une force incontestable: le poids d'étrangers des légendes du Nord. On pense au roman de Jean Ray, qui raconte la descente des deux enfermés dans une antique maison appauvrie où Jupiter et Junon croissent leurs éternelles querelles. On trouve ici la même fureur sarrasine. Les héros immortalisés par Shakespeare gardent leur âme, leurs ambitions, leurs désirs irrépressibles. Mais il aurait fallu un visionnaire crachant le feu pour tenir le pari. Bernard Charvaz est plutôt un pasticheur qui blague avec l'érudition. Ainsi, il fait dériver à la jeune Anglaise — et on anglais — les généalogies embrouillées de la guerre des Roses, et elle éternue à chaque fois qu'elle prononce — avec le «h» à l'anglaise — le nom de Henry. Un gag à la Mœgisch qui, cette fois, donne une idée d'impuissance plus que d'ironie.

Pourtant, le texte est admirablement Marc Chikly, qui compose un Richard forcené, hystérique satanique. L'adaptation, singulièrement déstabilisante et réductrice, ne lui laisse pas le loisir de développer autre chose. Les autres comédiens lancent leurs monologues avec une belle énergie, et Marie-Guillaume, comme d'habitude, sait apporter de l'humanité à son personnage (Elisabeth). On rêve dans ce décor d'un vrai Richard III.

COLETTE GODARD.  
★ Théâtre Saint-Paul, Lille. Jusqu'au 24 février.

ARCHITECTURE

LA RÉALISATION DU «GRAND LOUVRE»

Le texte des conservateurs

Voici le texte adopté par les conservateurs en chef du musée du Louvre:

L'ensemble des problèmes posés par la réalisation du «Grand Louvre» a été étudié lors d'un séminaire qui a réuni pendant trois jours à Arcachon les divers responsables: l'établissement public conservateur, la direction des musées de France, la direction et la conservation du Louvre, équipes d'architectes et de programmeurs.

Le séminaire était l'aboutissement d'un long travail de préparation, commencé dès le mois d'avril 1982 et systématiquement poursuivi à partir du mois de juin 1983, qui a permis à l'équipe de programmation de connaître les besoins, les finalités et les orientations de tous les départements et services intéressés.

Un programme général a donc pu être présenté, discuté et mis au point, portant à la fois sur la destination de l'édifice du Louvre libéré par le ministère des Finances et une meilleure utilisation des espaces actuels du musée, et proposant une répartition satisfaisante des collections des sept départements du Louvre dans l'ensemble du bâtiment. Il n'était pas concevable en effet de ne voir dans l'aile des Finances qu'une simple extension du musée actuel et de ne pas profiter de ces circonstances exceptionnelles pour renouveler les circuits muséologiques, en intégrant les nombreuses œuvres de toutes sortes aujourd'hui en réserve faute de place, et pour améliorer les conditions d'accueil et de visite actuellement fort médiocres, offertes aux visiteurs.

C'est en fonction de ces objectifs que certains principes ont été retenus: zone d'accueil unique, accès centrale que possible, extension linéaire du musée réduite grâce à un regroupement des salles autour de la cour Napoléon, développement des espaces de services tant pour le

DANSE

AU XII<sup>e</sup> PRIX DE LAUSANNE

La rigueur et l'ouverture

Cinquante-quatre candidats (dix-neuf garçons, trente-cinq filles) étaient au départ du XII<sup>e</sup> Prix de danse de Lausanne. La compétition, de renommée mondiale, n'a rien à voir avec des concours de prestige comme Varna, Moscou ou Jackson. Réservée à des danseurs âgés de quinze à dix-huit ans, elle vise à favoriser le cursus d'élèves doués, par l'octroi de bourses et l'admission dans des écoles réputées.

Ce qui frappe le plus à l'entraînement, dans les coulisses, c'est l'extrême jeunesse des candidats, avec cependant, lorsqu'ils sont sur scène, le sens inné du spectaculaire et de la performance. On les retrouve dans quelques années — du moins certains — solistes dans une grande compagnie. Les rendez-vous de Lausanne sont à longue échéance. L'apparence encore enfantine des danseurs, la rigueur de leur entraînement donnent une résonance pathétique aux éliminatoires, surtout lorsque à l'issue d'une première épreuve, à s'avoir qu'après six ans de travail un corps a été irrémédiablement abîmé par un mauvais professeur. Le prix de Lausanne fait lever de grandes espérances mais n'échappe pas à la cruauté des concours.

Soigneusement préparé, ce concours est confié à l'appréciation d'un jury hautement qualifié et équilibré. Cette année: John Neumeier président, Marie Park, Noëlle Pontois, Shonah Mirk, Patrick Tournon,

Azari Pissetski, etc. Son fondateur, Philippe Brunschweig, efficace et pragmatique, en modifie à l'occasion le règlement pour l'adapter à l'évolution de la danse. C'est ainsi qu'il a souhaité élargir cette année la compétition vers la danse contemporaine. L'idée, excellente en soi, oblige les danseurs et surtout leur entourage à prendre conscience de la nécessité d'une formation adaptée à la demande de nombreuses compagnies.

Dependant la nouvelle formule s'est révélée inapplicable. En soumettant les candidats à un enchaînement de technique «moderne» enseigné le samedi matin pour le soir même, présenté individuellement et soumis à une notation, les organisateurs ont semé la panique chez des danseurs entièrement concentrés sur leurs variations (classique et libre). Cet enchaînement imprévu, composé par Gigi Cecileanu sur une musique de Telemann (I), difficile à mémoriser, a été finalement présenté collectivement en fin d'épreuve, sans notation, et reçu comme un interlude récréatif.

En fait l'ouverture des danseurs se manifeste déjà dans leur variation libre. Leur personnalité, leur tempérament s'affirment dans le choix des chorégraphies et la fougue juvénile qu'ils y apportent comme un défi à l'académisme. On peut se demander si la meilleure solution pour l'avenir ne serait pas de transformer l'épreuve «libre» en épreuve «contemporaine», avec des variations choisies chez des chorégraphes actuels. Cette

solution aurait l'avantage d'éviter aux candidats de se «couler» avec les médiocres exarces que leur concoctent leurs professeurs.

De toute façon, l'ambiguïté demeure dans la mesure où le terme de danse contemporaine ne signifie pas la même chose en France et dans les pays anglo-saxons. En Europe et aux États-Unis, il s'applique au néo-classicisme qui actualise le langage du ballet sans en changer le vocabulaire. En France, le terme de contemporain concerne la danse moderne dont les techniques, très différenciées, sont directement liées pour chaque individu au processus de création chorégraphique.

Si la vraie danse moderne doit entrer un jour au prix de Lausanne, ce sera dans un concours parallèle, avec d'autres candidats, d'autres épreuves, d'autres critères et un autre jury.

- MARCELLE MICHEL
- LE PALMARÈS
- La médaille d'or 1984 n'a pas été attribuée.
  - Prix de Lausanne: Kumi Yamamoto (Japon), Mehdi Manguki (Belgique), Roberto Mazzoni (Italie), Hiseko Tabata (Japon).
  - Prix Fondation Johnson: Enguizo Bucci (Italie), Viviane Durand (Italie), Stephanie Delle (France).
  - Prix Niveau professionnel: Muriel Vaita (France), Nadia Defern (Belgique).
  - Prix du Meilleur Suisse: Nathalie Perinaz.
  - Prix d'encouragement du jury: Kazumi Ushio (Japon).
  - Prix de la Fondation de la danse: Hanne Layala (France).

MUSIQUE

Le «Freischütz», à Nantes

(Suite de la première page.)

Toutes ces qualités, qu'on admettrait fort bien s'agissant d'un auteur du dix-huitième siècle et qu'on pourrait attribuer à Mozart ou à Haydn sans leur porter préjudice, ont le défaut de devoir s'appliquer à un compositeur classé romantique, cadet de Beethoven d'une quinzaine d'années et qui a su le front de n'avoir pas succubi à l'esthétique de son aîné, dont l'extravagance lui semblait sans doute un peu pénible. Weber n'a fait que faire de Beethoven l'auteur de son opéra. Weber n'a fait que faire de Beethoven l'auteur de son opéra. Weber n'a fait que faire de Beethoven l'auteur de son opéra.

Godefroid et Jean-Louis Simon respectivement, en les faisant jouer l'un sur l'autre, l'élément fantastique et la raison rassurante — ainsi le scène de la Gorge aux Loups ne serait-elle qu'un cauchemar d'Agathe, — avec la complexité des décors de Jean-Luc Simonini, pas plus réalistes qu'il n'est nécessaire.

Afin de clarifier certains points de l'action, l'ouverture était suivie d'un prologue, en français, mené par l'acteur chargé du rôle de Samiel (Olivier Hannon) et résumant les deux premières scènes du livret original, que Weber avait rejetées mais qui aident beaucoup à la compréhension de la suite.

La distribution était dominée par Frédéric Vessier (Kaspar), qui a trouvé là un rôle à sa mesure, où sa voix très timbrée et sa présence scénique font merveille. En compensation, le Max de Quade Winter semblait un peu pâle, ballotté entre le Bien et le Mal. Les deux emplois féminins étaient confiés à Norma Sharp (Agathe), à laquelle il ne manquait peut-être qu'un soupçon de sensualité vocale, et à Karen Erickson, qui est bien le plus pétillant Anchen qu'on puisse imaginer.

Les chœurs de l'Opéra de Nantes ont encore beaucoup de progrès à faire, en revanche l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire a bélé, dès l'ouverture, les appréhensions qu'on pouvait avoir. La direction de Guy Condette, sûre sans être jamais sèche, n'y est sans doute pas étrangère. On pourrait fort bien imaginer que cette production, qui s'achève, à Nantes, le samedi 4 février, soit reprise ailleurs ou qu, piqués au vif, d'autres directeurs décident d'en faire autant au lieu de marmotter en haussant les sourcils: «Ah... Weber?»

GÉRARD CONDÉ.

Le Monde  
double et documents

**Pari-Dakar, pari-tenu!**

Bravo l'écurie Neff-Total, et bravo aux équipages Lacaze-Bouille, Billoret-Laroche qui terminent au volant des Visa (les plus petites cylindrées à l'arrivée), 8<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> au classement général. Premier Paris-Dakar sur Visa, un pari qui décoiffe!

8<sup>e</sup> au classement général avec deux roues motrices!  
Victoire d'étape au Sénégal devant les plus puissantes.

Au Paris-Dakar avec **NEFF TOTAL**  
**La Visa, ça décoiffe!**

CITROËN TOTAL







55.24.11.11

# COMMUNICATION

## LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

### Les capitaux européens pourront s'investir librement dans les journaux français

Dans la nuit de mercredi 1<sup>er</sup> au jeudi 2 février, pendant le débat sur la presse, les députés ont voté à l'unanimité la loi sur la presse. Elle autorise les capitaux étrangers à investir dans les journaux français, à condition de ne pas dépasser le seuil de 20 %, dans des journaux français. C'est ce qui a fait dire à l'opposition : Vous allez permettre à des pays totalitaires d'investir dans nos journaux. De plus, les gouvernements français avaient toujours considéré, malgré les remarques de la Commission de Bruxelles, que la libre circulation des biens, prévue par le traité de Rome, ne pouvait s'appliquer à la presse. Enfin, la demande de M. Filliard, amendement de la commission qui étendait ces limitations à toutes les publications éditées en France - alors que le gouvernement souhaitait qu'elles ne s'appliquent qu'aux journaux écrits en français - a été repoussée.

Comme pour l'article précédent, sur la transparence vis-à-vis des lecteurs, le RPR s'est montré moins dur que l'UDF dans ses critiques, puisque, finalement, il s'est abstenu sur l'article 8, alors que son allié votait contre.

M. Georges Filliard, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, ne pouvait admettre une telle mise en cause du président de la République. Il a demandé, comme le gouvernement en a le droit, que la séance soit levée. Pourtant, tout au long de la journée, M. Filliard avait fait preuve de bonne volonté à l'égard de l'opposition : il avait, de lui-même, proposé une modification importante à l'article 8 dans le sens qu'elle souhaitait ; à l'article 9, il avait accepté, et la majorité avec lui, un amendement du RPR, pour la première fois depuis le début de la discussion de ce projet. Cela n'avait pas amené l'opposition à changer de stratégie. Bien au contraire. Comme s'ils voulaient démontrer qu'ils n'étaient pas hommes à obéir au doigt et à l'œil aux souhaits de leur président de groupe, MM. Toubon, d'Aubert et Alain Madelin (UDF, Mayenne)

ont continué, comme à l'accoutumée, à présenter des amendements répétés sur des sujets déjà largement évoqués. Ainsi contre l'article 8, qui permet à la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, créée par ce projet, d'entrer en possession de renseignements précis sur la répartition du capital des entreprises éditrices de journaux, l'opposition a déposé un véritable tir de barrage, parlant de « délation », d'« inquisition », de mise en place d'une « volumineuse paperasserie ». Après avoir redit qu'elle est favorable aux « principes de la transparence », l'UDF a tenté de faire supprimer une à une toutes les dispositions prévues par cet article. M. Filliard, pourtant, avait fait préciser qu'il n'incomberait pas aux différents actionnaires de fournir les renseignements à la commission, mais à l'entreprise elle-même.

### Double zoom sur Hitchcock

On présentera qu'ils soient complémentaires, plutôt que concurrents. Depuis quelques temps, « Cinéma-cinéma » (A2) et « Étoiles et toiles » (TF1) se chevauchent un peu, reprennent les mêmes thèmes. C'est dommage. Ces deux magazines d'arrangements pour parler différemment de l'actualité cinématographique. En n'y étant pas trop fidèles, justement. Evidemment la sortie de cinq films d'Hitchcock retirés du marché depuis vingt ans par Hitchcock lui-même a de quoi exciter ce fœtus du cinéma que sont Frédéric Mitterrand et Anne André et Claude Ventura (le Cinéma-cinéma). Un événement Hitchcock est un mythe. Sa seule présence impressionne, provoque une frayerie. Dans le monde du cinéma tout en bouillottes, ce truc en demi lune sur des jambes courtes, comme il a été écrit, ce mélange d'humour, de jeunesse, d'orgueil, qui a peur et on rit. Hitchcock est un simulateur... noir.

Frédéric Mitterrand communique une passion. Phrases courtes, style ordonné, plus souriant qu'agressif, il a parlé, un brin pédagogique, de la façon dont Hitchcock approche du monde féminin et n'est pas tant une femme et n'est pas tant une femme, le diable.

On a revu, pile-même, avec plaisir, mais sans les titres, quelques séquences de films, dont la fameuse chute de la femme qu'épouse James Stewart (ce n'est pas lui qui tombe, c'est la caméra qui remonte), Soupçon, les 39 Marches et Vertigo, ou « film romantique, dit-il, sur la réinvention ».

« Cinéma-cinéma » nous a fait revoir lui aussi quelques scènes mémorables, comme l'arrivée des oiseaux pendant que Tippi Hedren fume. La magazine a mis davantage l'accent sur la technique, d'abord parce que le trio Boujut-André-Ventura aime bien la « cuisine » (du cinéma) et qu'Hitchcock adorait en parler. Hitchcock expliquant comment il a créé la scène de la poursuite dans la Mort aux trousses (une interview réalisée par André Labarthe en 1955 et que la magazine avait déjà montré) ; superbe moment encore, celui où Hitchcock, faisant passer un test à une comédienne, la provoque, suscitant les émotions sur son visage (ce document a été fourni par les Anglais). Du travail fêché, rythmé par les bandes-annonces de quelques films, parcouru par une vibration, comme au cinéma.

CATHERINE HUMBLLOT.

### Vivez en vidéotransmission

De notre correspondant.

Clermont-Ferrand. - En trois heures de va-et-vient dans les deux salles obscures ouvertes mercredi matin en plein centre ville, cent cinquante Clermontois, tout au plus, sont venus vivre comme jamais en Europe 1 grâce à la vidéotransmission. Le programme proposé en effet de la radio en image sur grand écran avec « Studio 1 » de Michel Drucker. En direct, entre l'heure du café crème et celle du blanc cassé, et gratuitement, on a vu aussi dans vingt-neuf autres salles du Massif Central le plus gentil animateur de France changer sa peau guidée de « Champagne-Elysées » pour une apparence plus décontractée et moins révérencieuse aux côtés de Renaud, Jacques Belin et quelques autres.

L'opération vidéotransmission avance sereinement, réalisant de jolis scores avec des reportages sportifs et des spectacles de variétés comme celui de l'Alcazar la semaine dernière. Comme le dit un de ses promoteurs « tout est test » depuis le coup d'envoi (le Monde du 25 mai 1983) et la logique de la vidéotrans-

mission s'inscrit principalement en direction de publics spécifiques. C'est ainsi que la veille de cette collaboration avec Europe 1, l'écran transporta les fastes de l'exposition Rapahel au Grand Palais dans les yeux d'écoliers et d'amoureux de la peinture. Deux heures d'un passionnant dialogue puisque, à partir de trois des trente salles - Clermont-Ferrand, Vichy et Brive - le public eut la possibilité d'interroger les spécialistes présents en direct à Paris.

Quand il fut demandé en conclusion « voulez-vous qu'on recommence ? » des applaudissements crépitèrent. Réflexion d'une vidéospectatrice à la sortie : « Formidable ! Je me dis que ça remplace avantageusement les guides qu'on achète quand on visite une exposition ». Les prochains rendez-vous attendent de la diversité des programmes : après un récital Michel Berger, sont prévus un match de boxe et un spectacle de la Comédie-Française.

LIBERT TARRAGO.

que s'ils étaient ressortissants d'un pays du Marché commun ou ayant signé un accord international comportant « une clause de réciprocité dans le domaine de la presse ». Il reste que, contrairement à ce qui ressortait de l'ordonnance de 1944, n'importe quel étranger pourra investir, à condition de ne pas dépasser le seuil de 20 %, dans des journaux français. C'est ce qui a fait dire à l'opposition : Vous allez permettre à des pays totalitaires d'investir dans nos journaux. De plus, les gouvernements français avaient toujours considéré, malgré les remarques de la Commission de Bruxelles, que la libre circulation des biens, prévue par le traité de Rome, ne pouvait s'appliquer à la presse. Enfin, la demande de M. Filliard, amendement de la commission qui étendait ces limitations à toutes les publications éditées en France - alors que le gouvernement souhaitait qu'elles ne s'appliquent qu'aux journaux écrits en français - a été repoussée.

THIERRY BRÉNIER.

### As service des sports de TF 1

#### FRANÇOIS JANIN REMPLACÉ PAR JEAN-MICHEL LEULLIOT

François Janin, rédacteur en chef à TF1, responsable du service des sports, a demandé un congé sans solde d'un an, qui lui a été immédiatement accordé par la présidence de la chaîne et qui a pris effet mercredi 1<sup>er</sup> février. Agé de quarante-huit ans, François Janin a mené de front une carrière dans la presse écrite, notamment au Monde, et dans l'audiovisuel public où il est entré en 1962. Jean-Michel Leulliot, rédacteur en chef adjoint, assurera son intérim.

Cette année sabbatique accordée au responsable des sports de TF1 marquera sans doute une accalmie dans les relations de plus en plus tendues qui s'étaient instaurées entre François Janin et M. Bourges, le PDG de la chaîne. S'il ne se fût officiellement aucun grief professionnel, il semblerait que la volonté d'indépendance et le tempérament de François Janin se soient mal accordés avec le tempérament de son PDG, comme il l'a exprimé au cours d'une interview que publie Télé 7 jours cette semaine. L'animateur notoire entre les deux hommes peut faire douter d'un retour du journaliste à ses fonctions.

### ACTION CONCERTÉE DE RADIOS LIBRES PROCHES DE L'OPPOSITION

A l'initiative de l'hebdomadaire Magazine-Hédo, une vingtaine de radios locales privées de Paris et de province ont organisé, dès mardi, cinq mois un Forum des radios libres, au cours duquel est invitée une personnalité politique nationale. Cette interview est ensuite diffusée par chaque radio locale et, les principaux extraits publiés dans Magazine-Hédo.

Avant de couvrir M<sup>me</sup> Simone Veil, fin février, les promoteurs du premier Forum des radios libres ont reçu M. Jacques Chirac lundi 30 janvier. Les radios libres participent à ce Forum sont toutes proches de l'opposition. Ce sont : Radio-Bas-de-Loire (Nantes), Radio-10 (Troyes), Radio-Capitole (Toulouse), RFM-2000 (Montpellier), Radio-Télé-Alpes (Grenoble), Fréquence 47 (Agen), Metz-FM, Radio-Corsaire (Dunkerque), Radio-Chamalières, Radio-Pyrénées (Paris), Radio-Service-Tour-Eiffel (Paris), Radio-Versailles, Radio-Star (Marseille), Renaissance-FM (Angoulême), Radio-2000 (Dijon), Radio-Cap-d'Agde, Radio-Arc-en-Ciel (Marcq-en-Barrois), Radio-FM (Perpignan), Vallée-de-la-Seine (Rouen), Radio-Estrel (Fréjus) et Cadei-Roussel (Anzère).

« Un communiqué du CESP. - Après la publication dans le Monde du 26 janvier des résultats d'une étude du CESP (Centre d'études des supports de publicité) sur l'audience des radios locales, celui-ci a précisé dans un communiqué : « Les radios locales et leurs audiences constituent une réalité actuellement difficile à saisir. L'enquête nationale à l'origine des chiffres publiés n'est sans doute pas la meilleure technique pour y parvenir ; aussi d'autres recherches et expériences sous forme d'enquêtes locales et par d'autres méthodes sont en cours au CESP. Le dépouillement effectué sur les radios locales a donc un caractère strictement expérimental. Il est parfaitement imprudent d'en tirer des conclusions définitives et encore moins définitives. Ces résultats ne constituent donc qu'une étape partielle et provisoire d'une recherche en cours. »

## Jeudi 2 février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

#### CE SOIR SUR TF 1 LA SUITE DE "LA CHAMBRE DES DAMES"

Ille jeu de la tentation  
Un grand roman de Jeanne Bourin  
Editions de La Table Ronde

20 h 35 Feuilletton : La chambre des dames. D'après le roman de J. Bourin, adaptation F. Verdy, réalisation Y. André, avec H. Virlogeux, M. Vidy. Plus de dix ans ont passé, mais Etienne pense toujours à Mathilde malgré leur séparation.  
21 h 35 L'enjeu. Magazine économique de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller. On trouvera dorénavant régulièrement - le premier jeudi de chaque mois - autour de 21 h 30 cet excellent magazine qui traite de l'économie sous toutes ses formes. Cette semaine : la grille de la fortune ; Roger Godino, chercheur d'or blanc ; Hollande, les fonctionnaires au pain sec ; quand les immigrés réussissent ; ardoises, le match France-Espagne ; les caricatures.  
22 h 50 Histoires naturelles : La passion de la pêche. Emission d'E. Lalou, L. Barrière et J.-P. Flourey. Un poisson chasseur veut de Hongrie : le sandre.  
23 h 30 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : Marco Polo. De D. Butler, V. Lavelle et G. Montaldo. Avec E. Marshall, A. Picot, T. Vogel. Dernière épisode d'un feuilleton qui se situe dans le Japon ancien. Complots, enlèvements, aventures.  
21 h 30 Résistances. Magazine des droits de l'homme de Bernard Langlois. Quatre ans de résistance en Afghanistan (un document tourné à 15 kilomètres de la frontière soviétique, une

rétrospective de quatre ans de guerre et un reportage sur un camp en Pakistan), Salvador (les yeux d'un tortionnaire), Argentine (à l'heure où s'établit publiquement le bilan de la dictature militaire), Philippines (le régime de Marcos menacé de l'intérieur), Opération Handicap international (le travail d'une association française dans les camps de réfugiés de Thaïlande). Coup de colère de Jean-François Kahn.  
22 h 45 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma 16 : la Fête. Scénario E. Le Hung, Adapt. J. Jaquais. Réal. E. Le Hung. Avec E. Bouix, D. Sauvegrain. De l'hôpital où elle affronte la mort, Zita écrit à son mari Antoine. Ses lettres forment un contrepoint à l'aventure qu'Antoine noue avec une autre femme dans l'effervescence d'une fête. Aventure sans lendemain, celle-ci reparaitra avec son fiancé. Confrontation de morales, de personnages, de milieux différents.  
22 h Journal.  
22 h 20 Parole de régions. Ambitions, projets de FR 3 Rhône-Alpes-Auvergne.  
22 h 30 Prélude à la nuit. Quatuor en la mineur, de F. Schubert, par le Quatuor Bartholdy.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dans les mains du magicien.  
17 h 12 Billets au bar oriental.  
17 h 27 Pierre Luciani raconte : La petite drôle.  
17 h 40 Nom de famille : Malekoff.  
18 h 8 Feuilletton : Dynasty.  
18 h 55 Gil et Julie.  
19 h Informations.  
19 h 35 Bois d'ébène.  
19 h 50 Dessin animé : La Tour du monde en quatre-vingt jours.

### FRANCE-CULTURE

20 h Nouveaux répertoires dramatiques : Portrait de famille, de D. Bondi, avec R. Salik, R. Leduc, C. Arditi.  
22 h 30 Nuits magiques.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Le Roi malgré lui de Chabrier, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. C. Duval, chef des chœurs, J. Jouineau, chef de chant, M. Paubon...  
23 h Fréquence de nuit : Corps, accords.

## Vendredi 3 février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Violon plus.  
12 h Le rendez-vous d'Amélie.  
12 h 30 Atout cœur.  
13 h Journal.  
14 h Série : Jo Gellard.  
14 h 40 Temps libres. Un nouveau magazine des loisirs pensif par Jean-Claude Nery, Du sport au cinéma, en passant par le théâtre et autres idées parfois insolites.  
16 h 40 Destination... France ou d'un département à l'autre. Nouvelle série conçue, proposée par Yves Gautier, Christian Durac et François Saint-Pé. Pour mieux connaître les mille et une ressources touristiques et humaines de quelques cent départements français. Aujourd'hui le Vaucluse.  
17 h 5 Croque-vaccances. Dessins animés, bricolage, info-magazine, divertissement folklorique. (Spécial Mexique).  
18 h 15 Feuilleton : Le nouveau d'Amérique.  
18 h 18 Le village dans les nuages.  
18 h 40 Variétés.  
18 h 55 7 heures moins 5.  
19 h Météo première.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Porte-bonheur. Émission de P. Sabatier.  
21 h 15 Émissions régionales. Émission de P. Sabatier. Avec Sylvie Vartan, Bonnie Tyler, Nana Mouskouri, Gilbert Bécaud, Daniel Balavoine, Alice Dona, la Compagnie Créole, Danyel Tell.  
21 h 50 Déesse de femmes : Un désir nommé Céline. Émission proposée par C. Castagnet et C. Djidon. Céline, c'est l'enfant attendue et l'histoire d'une grossesse, relevée d'une saynète macabre. On attendait mieux.  
22 h 45 Branchées-musique : 22, v'la le rock. John Lennon au Madison Square Garden. Mink DeVille en Balajo. Séquence hard rock : Clémentine.  
23 h 25 Journal et cinq jours en Bourges.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOINE.  
12 h Journal (et à 12 h 45).  
12 h 40 Jeu : l'Académie des neufs.  
13 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.  
14 h 50 Aujourd'hui la vie : l'actualité.  
14 h 55 Série : Têtes brûlées.  
14 h 55 Reprise : Lire c'est vivre. Pierrot mon ami, de R. Quénecq (diff. le 17 janvier).  
18 h 40 Histoires.  
18 h 45 Reprise : Femmes et enfants d'Afrique.  
18 h 45 Récré A2.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
Demi-finale.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 40 Le théâtre de Bourard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Guérilla ou les désastres de la guerre. De J. Sempura, R. Azcona, E. Chamorro, réal. M. Camus.  
En 1808, Napoléon installe sur le trône d'Espagne son frère Joseph Bonaparte. Le peuple de Madrid se soulève ; un simple paysan, Juan Martín, prend la tête de la guérilla. L'insurrection gagne, déferlant en ardeurs réciproques tandis que Goya dresse un panorama saisissant des tristes pressentiments de ce qui doit arriver.  
Une coproduction ambitieuse, un peu lourde.  
21 h 35 Agoraphobie. Magazine littéraire de B. Pivot.  
Sur le thème : Racines, sont invités : Eugen Weber (la fin des terroirs), Marguerite Lecat (Quand les laboureurs couronnaient la terre), Michel Ragon (les Montjoie rouges de Chêler), Nicolas Werh (la Vie quotidienne des paysans ruraux, de la révolution à la collectivisation), avec Jean Malaurie, pour le Vinetire et le fil, la vie d'une paysanne hongroise, par Margit Galt.  
22 h 50 Journal.  
23 h Ciné-club : Les Dames du bois de Boulogne. Film français de R. Bresson (1944), avec P. Bernad, M. Casarès, E. Labouret, L. Bogaert, J. Marchai (N. Rediffusion).  
Son amour s'est détaché d'elle, une femme, pour se venger, lui fait reconstruire une jeune fille qui a perdu une vie paléontologique et veut l'épouser. Sur un argument emprunté à Diderot et « modernisé », l'admirable ana-

lyse de la passion, de la jalousie, d'une machination. L'écriture cinématographique, austère, de Bresson était une tragédie qui fut, à sa sortie, incomprise. Le temps lui a rendu justice.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.  
18 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.  
20 h 5 Jours.  
20 h 30 D'accord, pas d'accord. Magazine de l'INC.  
20 h 35 Vendredi : les Français d'abord. Magazine d'A. Campans. Renaud Delourme et Dominique Naspiennes sont allés dans une rue du vingtième arrondissement. Ils ont vécu beaucoup d'immigrés, en majorité des Algériens - ils les ont filmés eux et des Français dans leur vie quotidienne, parlant de la cohabitation difficile, de l'insécurité du racisme. Un jour ordinaire du début de l'année 1984. Ils ont également interviewé M. Jean-Marie Le Pen, dont le score aux dernières élections a été particulièrement important.  
21 h 30 Variétés : Laissez passer le chameau. Une émission de Pascal Servan. Une nouvelle série, une réponse souriante, parodiée, aux « Enfants du rock », loin du show-business, ouverte aux chanteurs connus et à ceux qui ne le sont pas, au rock, au tango et à la « qualité française ». C'est filmé en décor hyper-réaliste par Jacques Andrieu.  
22 h 25 Journal.  
22 h 45 Parole de régions. Ambitions, projets de FR 3 Rhône-Alpes-Auvergne. Sur le thème de la montagne. « Silicone Valley » à la française.  
22 h 55 Prélude à la nuit. Duo n° 1 pour violon et alto de Mozart, par H. Le Floch et B. Pasquier.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dans les mains du magicien.  
17 h 12 La voix (l'origine du chant chorale).  
17 h 22 Monsieur l'ordinateur. (et 5 : des films d'un programme).  
17 h 35 Thalassa (reprise).  
18 h Magazine du rock : Rocking chair.  
18 h 30 Paris imprévu : Bercy. Un reportage sur le centre omnisports de Bercy, son architecture, 12 000 mètres carrés d'herbe recouverte la saison, un monument de forme pyramidale conçu pour accueillir 17 000 spectateurs.  
18 h 55 Gil et Julie.  
19 h Informations.  
19 h 35 Bois d'ébène.  
19 h 50 Dessin animé : Le tour du monde en quatre-vingt jours.

### FRANCE-CULTURE

12 h 5 Agorà.  
12 h 45 Panorama.  
14 h 5 Un livre, des voix : « Nuit des temps » de Norman Maclean.  
14 h 47 Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (Nicolas Desmaretz, le plus brillant des colbertistes).  
18 h 30 Feuilleton : Les Éthiopiennes.  
19 h Actualités régionales.  
19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne : les variations du champ magnétique terrestre.  
20 h Les « Public Schools » anglaises.  
21 h 30 Musique : Black and Blue, avec P. Carles et B. Loupias.  
22 h 30 Nuits magiques : arrêts fréquents.

### FRANCE-MUSIQUE

12 h Actualités lyriques.  
12 h 35 Jazz d'il y a peu.  
13 h 35 Avs de recherche : Klemperer.  
13 h 30 Jammes solistes : œuvres de Singelée, Weill, Bernad, par le Quatuor de saxophones I.-Y. Fourmeau.  
14 h Équivalences : Vienné, Litalien.  
14 h 30 Les enfants d'Orphée.  
15 h D'une oreille l'autre : œuvres de Haydn, Couperin, Florent, Schubert, Beethoven.  
17 h 5 Répères contemporains : E. Sikora, L. Kubik.  
18 h L'imprévu.  
19 h 5 Musique ancienne : œuvres de Lechner, Sweelinck, Schütz, Monteverdi, par le Chœur de chambre W. von der Vogelweide.  
20 h Jazz : le clavier bien tempéré.  
20 h 20 Concert : Ma mère l'Oye, Concerto pour piano et orchestre, de Ravel, Six épigraphes antiques, la Mer, de Debussy, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. A. Jordan, sol. J.-P. Collard, piano.  
22 h 15 Fréquence de nuit : Haendel - Hindemith ; à 23 h 10, le corps et l'esprit.







Nissan va assembler

24 000 automobiles par an en Grande-Bretagne

Londres. — M. Takashi Ishihara est enfin venu. Il a signé. Mais il a déçu. Qui est M. Ishihara ? Quelqu'un de très important à en juger par l'attente impatiente des Britanniques. Voilà des mois que la presse annonçait son voyage et spéculait abondamment sur le contenu de son bagage. Il faut dire que le gouvernement avait quasiment fait de l'événement une affaire d'État, et c'est un ministre de Sa Majesté qui, le 1<sup>er</sup> février, a solennellement fait savoir au Parlement qu'un accord venait d'être conclu avec l'honorable visiteur à peine arrivé de l'empire du Soleil-Levant.

M. Ishihara est président de la firme Nissan, deuxième constructeur automobile japonais. Il promet d'installer au Royaume-Uni, à partir de 1985, pour 50 millions de livres (60 millions de francs), une usine de montage d'une capacité de 24 000 voitures par an, qui devrait employer 400 à 500 personnes. Si l'opération s'avère fructueuse — pour les Japonais — la production pourrait atteindre après 1987

De notre correspondant

100 000 voitures avec 2 700 ouvriers. Mais il ne s'agit là que d'un projet assez vague, sans engagement précis de la part de Nissan.

Dans cette affaire, pour laquelle M. Thatcher est intervenue personnellement auprès du gouvernement japonais, on est loin du projet que son cabinet faisait miroiter dès 1981 : 200 000 véhicules, 5 000 emplois, plus une usine de construction de moteurs, dont il n'est plus question. En apprenant le résultat du marché — le gouvernement britannique finance une partie de l'opération — députés conservateurs aussi bien que travaillistes n'ont pas manqué de manifester leur déception. L'installation de Nissan (soit au Pays de Galles, soit dans le nord-est de l'Angleterre, deux régions très affectées par le chômage) ne va pas modifier de manière substantielle la situation de l'emploi, même localement, d'autant que les

« retombées » industrielles de cette initiative paraissent limitées puisque l'essentiel des pièces viendra du Japon.

Dans ces conditions, on s'interroge sur l'intérêt de ce projet qui créera de nouvelles difficultés avec les partenaires européens de la Grande-Bretagne au moment où ceux-ci, la France et l'Italie surtout, se gardent de l'« invasion » japonaise, après avoir déjà reproché à British Leyland, associé à Honda, de faciliter l'implantation de l'industrie japonaise en Europe. En outre, l'arrivée de Nissan risque de concurrencer dangereusement la production automobile britannique, qui est devenue une véritable peau de chagrin (avec la forte présence de Ford et de General Motors). Bref, beaucoup de bruit pour peu d'emplois et d'avantages, à moins que l'on ait voulu minimiser, pour l'instant, l'ampleur future du projet afin de ne pas trop provoquer de remous dans le reste de l'Europe.

FRANCIS CORNU.

La stratégie de l'escargot

C'est un fait : les constructeurs automobiles japonais commencent d'abord les Européens sur les marchés tiers. Si l'on écoute CEE et Japon des statistiques, la part du marché mondial détenue par les Japonais est passée de 5 % en 1970 à 18 % en 1981, quand celle de la Communauté diminuait de 19 % à 10 %. Mais le marché européen lui-même est « poreux ». En 1983, la Communauté européenne a importé 918 187 véhicules japonais (automobiles, utilitaires, camions, bus), alors qu'elle en exportait moins de 40 000 sur le principal marché d'Asie.

La situation européenne varie d'un pays à l'autre. Faible en France (où elle est limitée à 3 % du marché par un accord d'autolimitation imposé aux Japonais par M. Giraud, lorsqu'il était ministre de l'Industrie et en Italie (où elle est bloquée à 2 200 véhicules par an par un accord bilatéral remontant à 1958), la pénétration japonaise dépasse 10 % en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne, et elle est plus importante encore dans les pays non producteurs (Belgique, Pays-Bas, Danemark). Sans parler des pays qui ne font pas partie de la CEE : Suisse (27,4 % du marché en 1981), Norvège (36,7 %), Finlande (28,9 %), Autriche (23,3 %).

Bien qu'incapables d'entraîner une position commune, les pays européens se sont inquiétés des répercussions sur le Vieux Continent de l'accord de contingentement conclu par les Japonais aux États-Unis et ont entrepris dès 1981 des discus-

sions avec les autorités de Tokyo. Celles-ci se sont engagées — en 1982 puis en février 1983 — à accroître « modérément » leurs exportations de véhicules vers l'Europe. Cela n'a pas empêché les importations japonaises dans la CEE d'être, en 1983, supérieures de 17,9 % à ce qu'elles étaient en 1982.

Les risques de mesures protectionnistes ont amené les constructeurs japonais à tenter de s'implanter en Europe, même si cette politique a été de moindre envergure qu'aux États-Unis.

British Leyland fabrique déjà la Honda Ballade sous licence au Royaume-Uni et la vend avec quelques modifications sous le nom de Triumph Acclaim. Les deux firmes ont également décidé de construire en commun et de commercialiser en Europe et au Japon un modèle de plus forte cylindrée.

Alfa Romeo et Nissan ont décidé de créer dans le sud de l'Italie un établissement commun, ARNA, pour produire des petites voitures (avec carrosserie japonaise et moteurs italiens) au rythme de 6 000 par an.

En Espagne, pays qui pourrait entrer prochainement dans la Communauté, Nissan a pris une participation importante (36 % puis 54,7 % en 1982) dans Motor Iberica.

Mais le projet de Nissan au Royaume-Uni est le plus important, même s'il est, dans sa première

phase, modeste. M. Kawamata, l'un des dirigeants de la firme japonaise qui commercialise les Datsun, n'a d'ailleurs pas caché, le 2 février, que « l'accord de principe vise à tenir un objectif de production annuelle de 100 000 automobiles, mais, si tout se passe bien, la compagnie n'hésitera pas à porter son volume de production à 200 000 unités ».

Volkswagen et Nissan ont aussi conclu un accord de production du modèle Santana au Japon (avec une production escomptée de 80 000 véhicules). Une manière de montrer que la réciprocité est possible.

Cette stratégie de l'escargot — où l'on entoure les marchés que l'on veut pénétrer, les Européens ont-ils une manière de la contraindre ? L'article 115 du traité de Rome autorise les États membres à demander à la Commission l'autorisation d'empêcher les pays tiers de tourner les quotas d'importation directs par les autres États membres. L'Italie a obtenu une telle autorisation et a mené une action contre la Triumph Acclaim, affirmant que c'était là une automobile japonaise. Ainsi, comme aux États-Unis, pourrait se développer une volonté — dans certains pays — d'imposer une règle du « local content » ou pourcentage d'origine européenne des composants et matériels de voitures qui, sinon, seraient considérées comme japonaises.

BRUNO DETHOMAS.

La restructuration de la sidérurgie européenne

LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE EN RETARD...

Ni la France ni la Grande-Bretagne n'ont été en mesure de déposer à temps, auprès des services de la Commission européenne, leurs plans de restructuration sidérurgique. Ces plans devaient parvenir à Bruxelles avant le 31 janvier. Les autres pays ont respecté les délais, mais le plan de l'Italie reste incomplet, puisqu'il y manque la restructuration des groupes publics.

En théorie, Bruxelles peut désormais interdire toute aide gouvernementale en France et en Grande-Bretagne. Mais tout laisse à penser qu'un délai de grâce sera accordé à ces deux pays qui n'ont plus que des réductions de capacité de production peu importantes à faire (630 000 tonnes en France et 500 000 tonnes en Grande-Bretagne).

M. Fabius a écrit à la Commission qu'une négociation était engagée avec les partenaires sociaux et qu'il lui était impossible « d'empêcher » sur cette concentration. Il n'a fixé aucune date pour la remise du plan français. Un premier tour de table a été fait avec les différents syndicats, mais un second doit commencer le 9 février.

Le problème, en France, est qu'on ne sait toujours pas si la restructuration comportera une augmentation de 630 000 tonnes de la capacité des aciéries, comme le demande Bruxelles, ou un au-delà comme cela serait nécessaire pour rétablir la rentabilité des groupes à l'horizon de 1987 ou de 1988.

E.L.B.

LE GROUPE BRITANNIQUE BRITOL ACHÈTE D'IMPORTANTS INTÉRÊTS PÉTROLIERS AUX ÉTATS-UNIS

La compagnie britannique Britol a fait, pour la première fois depuis sa privatisation, il y a quatorze mois, une acquisition importante aux États-Unis. Britol a conclu un accord avec le groupe Amox, aux termes duquel elle acquerra, pour 83 millions de dollars (714 millions de francs), 50 % de la majeure partie des intérêts pétroliers et gaziers d'Amox aux États-Unis.

Britol achète ainsi, pour un prix moyen d'environ 8 dollars par baril, quelque 3,2 millions de barils de pétrole et 1,04 milliard de mètres cubes de gaz de réserves, ainsi qu'une zone de prospection de 70 000 hectares et des résultats d'études sismiques.

L'essentiel de l'activité de Britol était jusqu'ici concentrée sur l'exploration-production en mer du Nord.

LES SIDÉRURGISTES AMÉRICAINS SE RESTRUCTURENT AUSSI...

Accord entre le numéro un et le numéro quatre

Le groupe US Steel, numéro un de l'acier américain, se propose de racheter le numéro quatre, National Steel pour 575 millions de dollars (près de 5 milliards de francs). Un protocole d'accord a été signé entre les deux parties et l'opération ne dépend plus que de la commission antitrust.

Déjà, en septembre dernier, LTV et Republic Steel, les numéros trois et cinq aux États-Unis, avaient décidé de fusionner (l'opération n'a toujours pas reçu l'aval de la commission antitrust), déclenchant une vague de concentration, à tous égards nécessaire. La sidérurgie américaine est en effet surdimensionnée (les capacités atteignent environ 140 millions de tonnes pour une production de 75 millions en 1983) et largement obsolescente. Un quart seulement des aciéries sont équipées en coulée continue contre près de 100 % en France.

Une vaste restructuration est maintenant engagée (Le Monde du 2 août 1983), entraînant la fermeture des sites anciens et des licenciements massifs dans un cadre protectionniste tracé par un contingentement sévère des importations. US Steel ainsi annoncé 15 400 suppres-

sions d'emplois à la fin décembre, provoquées par une réduction de 16 % de ses capacités de produits longs (rails, fils), qui sont concurrencés par des petites firmes utilisant des aciéries électriques beaucoup plus rentables.

Le groupe entend, en revanche, consolider sa division de produits longs. La reprise de National, spécialiste de ces produits, s'inscrit dans cette stratégie. Cette entreprise a engagé plus tôt que ses concurrents (il y a trois ans) sa restructuration, en divisant ses capacités par deux (réduites à 8 millions de tonnes) et en licenciant 5 000 salariés sur 21 000. National a retrouvé en 1983 un bénéfice d'exploitation de 22 millions de dollars (malgré des pertes comptables de 154 millions).

L'opération consolidera donc le numéro un, dans une conjoncture devenue beaucoup plus favorable. La production américaine d'acier, après une chute de 38 % depuis 1979, a, en effet, augmenté de 12 % l'an dernier. US Steel, qui a réalisé des pertes considérables en 1983 (10 milliards de francs), espère revenir à l'équilibre cette année.

E. L.B.

Le directeur de la caisse du Crédit agricole de Vendée est licencié

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. — Rien ne va plus à la caisse régionale du Crédit agricole de la Vendée. Le 16 janvier, le conseil d'administration de la caisse régionale décidait de licencier le directeur, M. François Legrand, et suspendait provisoirement le sous-directeur de ses fonctions. Fait sans précédent dans les annales du Crédit agricole, puisque c'est la première fois dans l'histoire de la banque qu'un conseil d'administration licencie un directeur sans autre procédure et sans même avertir la caisse nationale à Paris.

La décision du conseil, présidé par un agriculteur, M. Joseph Carrel, a surpris les deux dirigeants. Ceux-ci ont considéré qu'ils se trouvaient en face d'un « coup de force » reposant sur « la volonté de se débarrasser du directeur et de son adjoint ». La lettre de licenciement s'accompagnait du motif « faute professionnelle grave », sans plus de précision. M. François Legrand et son bras droit s'étonnent : « Qu'on nous donne les raisons de notre licenciement. Jusqu'ici nous ne les avons toujours pas obtenues ».

Le conseil peut difficilement argumenter en invoquant la gestion

de M. Legrand. Celle-ci est, en effet, en tout point exemplaire, la caisse de Vendée étant une des plus « performantes » de France. M. François Legrand et son équipe ont même réussi une belle percée de leur établissement sur le marché financier local des PME.

En réalité, c'est ailleurs que le bât blesse. Depuis plusieurs mois, le « courant ne passe plus » entre M. François Legrand et le conseil. L'incompatibilité d'humeur entre les deux instances s'est traduite par un « blocage » de l'institution coopérative. D'un côté, il y a M. Legrand, qui dirige sa caisse d'une main de fer et n'hésite pas à être contradictoire en face, un conseil, qui accepte de plus en plus mal d'être écarté de toutes les décisions et privé d'informations. Il y a là, selon le président du conseil d'administration, « rupture avec l'éthique mutualiste du Crédit agricole ».

Le directeur licencié a porté l'affaire devant les prud'hommes et entend bien sortir de cette situation la tête haute. De son côté, la caisse nationale, après accord du conseil, a nommé un administrateur provisoire.

CONJONCTURE

MAINTIEN DU DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN 1984 ?

Attention danger...

Il peut sembler paradoxal — ou même provocateur — de parler des menaces qui pèsent sur le commerce extérieur de la France, alors même que le gouvernement célèbre à l'envi les résultats apparemment roboratifs obtenus en 1983. Et pourtant, selon des estimations non partiales, le déficit des échanges ne serait, en 1984, que relativement peu inférieur à celui de l'an dernier : il pourrait se situer à quelque 30 milliards de francs, contre 43 milliards en 1983.

Une telle prévision est en partie incertaine, toutes choses égales d'ailleurs, dans les statistiques de l'an dernier. Les résultats ont, en effet, été dus davantage au ralentissement des importations qu'à l'accélération des exportations, ce qui est normal compte tenu de la très grande sensibilité des achats français à la conjoncture. En outre, la poussée des ventes a été gonflée par un fort essor des exportations de produits agricoles, qui ont progressé de plus du quart d'une année sur l'autre. (Pour les industries agro-alimentaires, la croissance n'a été que de 10 %.) Est-on l'effet Dornberg ?

En revanche, les ventes de biens d'équipement professionnel — y compris les opérations exceptionnelles — ont moins progressé, en 1983, qu'elles ne l'avaient fait en 1982, et il en a été de même pour l'électronique et l'électronique grand public. En ce qui concerne l'équipement automobile des ménages et les biens de consommation, leur taux d'augmentation n'a été que légèrement plus fort. Dans ces quatre cas, c'est un très sensible freinage des achats et même une baisse pour l'électro-ménager et

l'électronique grand public — qui a permis le rétablissement de la balance.

De cette analyse, qui n'est que la lecture commerciale de données de base de l'économie française, et qu'il faut garder présente à l'esprit, il ressort que le redressement des échanges est fragile. Toute relance le mettrait en péril et il ne peut être conforté que par des efforts de longue haleine : lutte contre l'inflation, modernisation de l'industrie, renforcement des réseaux commerciaux, comme il a d'ailleurs été souligné officiellement.

Un dérapage serait d'autant plus dangereux que cette année s'ouvre moins bien que ne s'est close la précédente. D'une part, les performances de l'agriculture risquent de fléchir. De l'autre, dans le domaine de l'énergie, on a, pour l'instant, semblé-il, fait le plein des économies et le vide des stocks, si bien que la facture se gonflerait d'environ 10 milliards de francs.

Dans le commerce avec les pays du tiers-monde, le proche avenir ne s'annonce guère favorable, mis à part les ventes d'armes : la chute des grands contrats, dont le montant a baissé de 40 % en 1983 (56 milliards de francs contre 94 milliards de francs en 1982) entraînerait un manque à gagner de 12 milliards de francs en termes de livraisons. Enfin, vis-à-vis des pays de l'OCDE, il ne semble pas qu'une amélioration sensible puisse être envisagée en matière de gains de compétitivité. Les exportateurs, qui ont profité des dévaluations du franc pour reconstituer leurs marges, vont se heurter à

une concurrence plus rude, même si la reprise se poursuit aux États-Unis, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne.

Aussi, les experts sont-ils moins optimistes que ne veulent l'être les responsables politiques. « Il faut tendre vers l'équilibre », dit-on au ministère du commerce extérieur, ce qui exigera une forte tension et une grande attention. Le résultat de 1984 risque d'ailleurs d'être d'autant plus décevant que celui de 1983 a été artificiellement bon. Les spécialistes officiels prévoient un déficit de 60 milliards de francs pour 1983 ; ce dernier n'a été que de 43 milliards.

Pour 1984, les comptes officiels tablent sur un déficit de 7 milliards de francs ; en fait, le solde négatif des échanges pourrait être de 30 milliards de francs. En l'état actuel des calculs, deux facteurs, l'un intérieur, l'autre extérieur, pourraient diminuer la facture : d'un côté, si le dollar se situe en moyenne pour l'année en dessous des 8,40 F retenus (une variation de 20 centimes représente 5 milliards de francs de solde en plus ou en moins) ; de l'autre, si la croissance en France est plus faible que prévue (un point d'écart avec celle des pays partenaires correspond environ à 10 milliards de francs en plus ou en moins).

Face au danger, il n'existe guère de marge de manœuvre, d'autant que les restructurations industrielles vont, à court terme, aussi bien en cas de modernisation, avoir un effet négatif sur les échanges. La France est vulnérable.

MICHEL BOYER.

LE PRIX DES CARBURANTS DEVRAIT AUGMENTER A LA MI-FÉVRIER

Les prix des produits pétroliers devraient augmenter à la mi-février. Des arbitrages sont encore nécessaires, mais il semble que l'essence augmentera peu (de l'ordre de 2 centimes sur le super, l'ordinaire ne variant pas), tandis que le gazole et le fuel domestique augmentent de 9 à 10 centimes.

Ces changements sont dus à l'application de la formule de fixation des prix des carburants, qui prendra en compte, en février, un prix du dollar correspondant à son taux moyen sur les marchés des changes pendant le mois de janvier, soit 8,59 F. Depuis septembre, la prise en compte du dollar avait été bloquée par le gouvernement afin de limiter la hausse des prix.

En moyenne annuelle

LES PRIX DE DÉTAIL ONT AUGMENTÉ DE 9,6 % EN 1983

La hausse moyenne des prix de détail a été, en France, de 9,6 % en 1983, après 11,8 % en 1982, 13,4 % en 1981 et 13,6 % en 1980.

En moyenne, les prix de l'alimentation ont augmenté de 9,3 % en 1983, ceux des produits manufacturés de 8,9 % et ceux des services de 10,8 %.

Le taux de hausse moyenne diffère sensiblement du résultat en glissement (décembre 1983 comparé à décembre 1982). En décembre 1983, par rapport à décembre 1982, la hausse des prix de détail a été de 9,3 %, contre 9,7 % l'année précédente.

LE RACHAT DE SGE PAR SAINT-GOBAIN

La réponse du berger à la bergère

Fort discrètement, la Société générale d'entreprises Sainrept et Brice est passée, le 31 décembre dernier, du giron de la Compagnie générale d'électricité dans celui de Saint-Gobain.

Le principe de l'opération avait été arrêté à la fin du mois de juillet 1983. A l'époque, les dirigeants de la CGE avaient fort habilement profité de la bataille boursière autour de la Générale des eaux et de la position d'arbitre que leur donnait une participation de 13 % dans cette société.

Pour éviter que ce paquet d'actions ne passe chez la partie adverse (M. Doleau, actuel PDG de la Générale des eaux, et ses amis), Saint-Gobain avait été obligé d'accepter, au dernier moment, les conditions financières de la CGE... pour la cession des actions de la Générale d'entreprises et de son contrôle de gestion. Une cession discutée par les deux entreprises depuis des mois, mais qui s'achève sur le prix, que Saint-Gobain jugeait excessif, compte tenu des pertes prévisibles de l'entreprise en 1983 et de la situation du marché mondial du bâtiment et des travaux publics.

Piéçgé, Saint-Gobain avait donc dû prendre une option de vente, valable jusqu'au 30 décembre 1983, pour un prix total de 156,6 millions de francs. Somme qui aurait dû entrer directement dans les caisses du groupe CGE.

Or les choses se sont passées un peu différemment. Le jeu de la CGE, en juillet, a-t-il donné des idées à Saint-Gobain ? Toujours est-il que, à la veille de la date prévue, le groupe de M. Faurox

a laissé entendre qu'il ne saurait, compte tenu de la situation de la SGE, lever son option à moins de revoir les conditions de l'opération. Un contretemps entre deux nationalisées étant exclu, la CGE a dû, une fois n'est pas coutume, s'écarter.

Saint-Gobain a levé son option sur les 25,7 % de la 30 décembre, mais la CGE n'eut pas la libre disposition de ces 156,6 millions. Elle les réinjecta dans la SGE sous la forme d'un prêt d'actionnaires, Saint-Gobain consentant, de son côté, un prêt similaire. Quant à la participation que conservent diverses sociétés du groupe CGE (28 % au total), rien n'est précisé pour sa cession. Elle devrait en fait diminuer peu à peu en valeur relative, au fur et à mesure des augmentations de capital de la SGE, Saint-Gobain augmentant alors sa part en consolidant notamment ses prêts. Le berger a ainsi répondu à la bergère.

Si la SGE entre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1984 dans les comptes de Saint-Gobain au prorata de la participation de 25,7 %, il semble qu'aucun des deux groupes ne consolidera les pertes de 1983, qui dépasseraient largement les 100 millions de francs.

La CGE consolide les sociétés effectivement détenues au 31 décembre. Or la cession a eu lieu le 30 décembre. Saint-Gobain, de son côté, ne saurait consolider une société dont elle n'a possédé les titres qu'une journée dans l'année. Décidément, les règles de comptabilité des entreprises ont de ces mystères...

J.-M. QUATREPOINT.



# AGRICULTURE

## Crise porcine, crise bretonne

### II. - «Le ressort est cassé»

De notre envoyé spécial JACQUES GRALL

Le déficit français de production porcine va croissant. Le handicap apporté par la faiblesse de France ne permet pas aux éleveurs de remonter la pente face aux concurrents néerlandais et allemands. Le gouvernement est accusé de manquer de volonté pour l'élimination des MCM (le Monde du 2 février).

Saint-Brieuc. - La flambée de violence, notant avec la trace de la sous-préfecture de Brest, est le signe d'une exaspération. La crise porcine dure depuis le second semestre 1982. Mais décembre et janvier 1983 ont été catastrophiques. D'abord, parce qu'il y a traditionnellement un ralentissement de la consommation de porc en cette période d'hiver, aggravé cette fois, peut-être, par la cinquième semaine de congé. Il y a eu surtout, du fait des importations et de la baisse de la demande, un retard dans les livraisons. Les animaux sont restés dans les porcheries de dix à quinze jours de plus, ce qui représente près de 10 % de la viande supplémentaire. Dans cette production, lorsqu'on stocke sur pied, les réserves continuent à grossir. « Il y a eu suffisamment de raisons objectives pour que les cours s'effondrent sans qu'on ait besoin de manipuler le marché au cadran, comme on le laisse entendre au ministère de l'Agriculture ».

Qui parle ? Un militant socialiste, travailleur-payan de surcroît. Pourtant, un autre socialiste, M. Jean Gaubert, conseiller régional PS, reconnaît que le système du cadran « peut être un bel outil politique ». Alors qu'il n'y a pas trente-cinq mille porcs environ, ce marché fait le cours pour la France, et même pour l'Europe. Que quelques acheteurs s'entendent pour faire venir chacun trois ou quatre camions des Pays-Bas ou de Hongrie, et le cours baisse au cadran, puis en Europe. Bref, des soupçons existent, mais personne, en Bretagne du moins, ne remet en cause l'utilité du cadran, qui a moralisé le marché, qui en est la police. « Les charges lancées depuis Paris contre le cadran montrent qu'on n'y comprend rien », affirme M. Sébastien Coupé, le président de la coopérative de la région de Lamballe.

Pourtant, M. Gaubert s'étonne : « Le 1<sup>er</sup> décembre, la société Moret et la Socopa sont venues acheter au cadran, sur l'instigation des pouvoirs publics il est vrai ; cela faisait remonter les cours. Or les dirigeants du marché ont arrêté la vente, sous le prétexte de vérifier si Moret était solvable ». Bref, le doute subsiste non sur l'utilité de ce système de marché, comme l'engendrent de la croire certains, mais sur son utilisation.

#### La furie

Dans les années 70 à 80, la production de porc a progressé en Bretagne nettement plus vite que dans le reste de la France, si bien que les quatre départements bretons ont aujourd'hui 45 % de la production. Dans les seules Côtes-du-Nord, le porc représente le tiers du produit agricole du département, 16 % de la production nationale et 33 % de celle de la Bretagne. L'augmentation fut de 85 % par an jusqu'en 1980, et de 3 % seulement depuis. La Cooper, le nombre d'adhérents a diminué de 1 500 à 1 300 producteurs, et le nombre de porcs abattus plafonne depuis trois ans, entre 960 000 et 980 000.

L'avant-dernière crise, celle de 1978-1979, avait, comme les précédentes, entraîné un écrêtement considérable. Mais la diminution du nombre d'éleveurs était compensée par un agrandissement des survivants. En 1971, les éleveurs de plus de 50 truies détenaient, dans le département, 21 % du cheptel. En 1981, ils en avaient 70 %. Une indication intéressante, la taille des camions d'aliments. A la société Piéto, il y a dix ans, il n'y avait que des 10 tonnes. Aujourd'hui il n'y a que des 15 et 20 tonnes (1). Mais M. Commaux affirme que maintenant « avec ce qui se passe, même la concentration est terminée ».

Les investissements, autre indice, sont en chute libre. En 1974 et 1978, on tournait entre 800 et 850 demandes de permis de construire pour les porcheries par an, explique M. Villeneuve, à la direction départementale de l'agriculture. En 1978, malgré la crise, et à cause de la crise, pour reprendre le titre d'un article de l'époque, il y avait encore 739 dossiers. Depuis 1980, on plafonne. Le nombre de demandes est tombé à 300 en 1983, et quatre dossiers sur cinq concernent des renouvellements de

bâtiments existants. « Une autre statistique confirme ce phénomène : sur 450 jeunes installés dans l'année, une quarantaine seulement ont choisi la production porcine. « On a l'impression que le ressort est cassé », conclut M. Villeneuve.

Même image au Crédit agricole : « Le découragement est ressenti depuis la nuit de la machine est cassée », dit M. Dromigny, directeur de la caisse des Côtes-du-Nord. Les cours, qui furent convenables, fin 1981 et début 1982, n'ont pas provoqué une reprise des investissements. Au contraire, on tire sur les ouvertures de crédit (pour un droit à découvert de 55 à 65), signe d'une extrême tension des trésoreries. En outre, les échéances impayées atteignent 1 %, ce qui paraît beaucoup aux responsables du Crédit agricole. Ils prévoient que la demande en crédits à court terme, lorsque les possibilités bancaires auront été épuisées, se reportera sur les fournisseurs d'aliments. On verra alors le crédit des coopératives augmenter. Comme cela s'était passé avec la crise avicole, des éleveurs de porcs avoient la législation commerciale et recouraient à la technique du dépôt de bilan (2), moins avantageuse pour les créanciers.

Ainsi, la concurrence internationale aurait eu raison de la furie bretonne, et la crise aujourd'hui ne serait même plus l'occasion de faire le ménage dans une production où il était relativement facile de s'installer. Même les plus performants, qui résistent mieux parce qu'ils n'ont pas d'investissement à financer, ne tiendraient plus le coup.

On le craint pour la plus grande partie des éleveurs, mais l'on constate aussi que chez certains le défaitisme est de façade : « Il y a encore des gens qui croient à la production porcine et qui investissent pour être prêts à prendre le marché quand le problème des MCM aura été réglé », explique M. Jean Gaubert, qui poursuit : « Le raisonnement n'est pas faux mais il est dangereux. Si tout le monde pousse la production, on arrivera vite à des menaces protectionnistes dans la Communauté ». Et puis, il n'y aura plus en Bretagne que des usines à cochons.

#### Le Hongkong du porc

Un premier élément de réponse aux questions posées à répétition apparaît ici : « On sera bien obligé de parvenir à une organisation au plan de la CEE », dit M. Cléro, président de la caisse de Crédit agricole des Côtes-du-Nord. Et si l'Europe devenait excédentaire et s'organisait pour être exportatrice ? L'idée est avancée mais se heurte à la réalité du marché : les intérêts religieux pèsent sur la consommation mondiale. Et l'expérience du poulet fait réfléchir : une expansion mal contrôlée, une concurrence internationale plus vive, c'est la crise. M. Jean Stalaven salaisonnier à Saint-Brieuc, pense qu'il faudrait réguler à partir du Danemark, qui est le « Hongkong du porc pour l'Europe », dans la mesure où les Danois sont les principaux exportateurs. De fait, il serait plus sage lorsqu'un pays est en surproduction de trouver un mécanisme qui l'empêche d'exporter sa crise chez les partenaires.

L'autre élément de réponse, c'est précisément cette sorte d'appel d'air représenté par le marché français, lorsque les basses pressions attirent le vent des importations. Pour les éviter, il conviendrait de relancer la production porcine en France. Aujourd'hui, les MCM rendent cette relance trop aléatoire. Mais même s'ils disparaissaient, il semble bien qu'on ne fera plus du porc comme aujourd'hui : les investissements atteignent près de 1 million de francs pour un seul exploitant, et sont quasiment couverts par les subventions et les prêts à taux bonifiés (3).

Au Crédit agricole, on estime qu'il n'était pas aberrant de mettre en place des exploitations « hors sol » (4) : avec vingt-cinq mille exploitants dans le département, de petites surfaces (17 hectares en moyenne), des jeunes de vingt ans qui cherchent à travailler quand les parents ne sont pas prêts, à cinquante ans, à céder la place, financer un atelier - porc était plutôt une bonne idée : cela fixe l'emploi des jeunes et entraîne la création d'autres emplois dans les industries alimentaires (de quatre à huit emplois dans l'élevage et l'abattage selon les sources pour un emploi agricole).

Avec le déficit français, le raisonnement est toujours valable, mais, dit M. Cléro, « nous devons manifester une certaine prudence. L'agriculture doit redevenir l'agriculture et faire en sorte que le sol produise au maximum, à meilleur marché ».

Bref, au Crédit agricole - où le directeur précise que, face à la pression des groupements de producteurs, le banquier vert a toujours eu l'impression plutôt « de freiner » que d'inciter aujourd'hui on n'est plus chaud pour financer du « hors sol ». Ce retour à la sagesse se mesure dans les modèles proposés par les techniciens.

En 1973-1975, il fallait selon eux au minimum cinquante à soixante truies pour s'installer. En 1976-1978 les mêmes techniciens vantaient des modèles à soixante-dix truies et plus. A partir des années 80, la question de la taille des élevages a commencé à se poser. A l'initiative d'un groupe de travailleurs-payans, s'est créé dans les Côtes-du-Nord, en 1982, le Centre d'études pour un développement agricole plus autonome (CEDAPA). Ce centre propose un modèle d'installation avec vingt-quatre truies seulement. Il n'y a plus de « hors sol », c'est-à-dire qu'on ne dépend plus du prix des aliments achetés et souvent importés, payables en dollars.

Dans ce système, on transforme la production fourragère de l'exploitation en viande de porc. « Notre objectif », explique M. Pochon, l'un des fondateurs du CEDAPA, c'est une agriculture très productive, à forte valeur ajoutée. On produit plus avec moins de charges. On revient au bon sens : des assemblages avec un équilibre entre pro-

ductions animales et végétales. Cela condamne la spécialisation régionale. C'est la seule façon d'installer plus de jeunes, de lutter contre le chômage, d'éviter le déclin des zones rurales, comme celles du centre de la Bretagne et peut-être aussi de sauver l'agro-alimentaire puisque le « hors sol » se casse la gueule ».

Ce discours commence à porter. L'établissement départemental de l'élevage (EDE) dispose aujourd'hui d'un modèle à quarante truies et, on l'a vu, le président du Crédit agricole reconnaît que celui-ci produit une partie de ses aliments lui-même s'en sort mieux. Mais M. Pochon ajoute : « De toute façon, avec les cours actuels, quel que soit le système, rien ne passe ».

FIN

(1) Vingt tonnes d'aliments, c'est, en gros le volume nécessaire pour un élevage considéré comme moyen de soixante truies pendant... quinze jours.

(2) Un arrêt de la cour d'appel de Rennes reconnaît à l'éleveur qui achète plus de 50 % des aliments qu'il utilise le statut de commerçant. D'où l'utilisation du droit des faillites par les agriculteurs, alors que ce droit n'existe pas dans le régime agricole.

(3) On estime à 17 000 F le coût de l'investissement par truie. Ainsi un élevage de soixante truies dépense le million de francs.

(4) Exploitations d'élevage où l'on ne dispose pas de terre et dans lesquelles les aliments sont achetés à l'extérieur.

### INCULPÉ APRÈS LE SACCAGE DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE BREST

#### M. Jean-Jacques Riou a été libéré

La chambre d'accusation de la Cour d'appel de Rennes a, le 28 janvier, l'ordonnance en date du 28 janvier, par laquelle le juge d'instruction, M. Fabet, avait rejeté la demande de mise en liberté provisoire présentée deux jours plus tôt par l'avocat de M. Jean-Jacques Riou.

La chambre d'accusation était présidée par M. Paul Naut, avec, comme substitut général, M. Edmond Verdier, lequel avait requis la confirmation de l'ordonnance.

M. Riou, vice-président du CDJA du Finistère et membre du conseil d'administration du CNJA, incarcéré à Nantes depuis le 22 janvier, après la mise à sac de la sous-

préfecture de Brest, devait être libéré jeudi dans l'après-midi. Sa libération est assortie d'un contrôle judiciaire qui lui interdit de quitter le département du Finistère et de se rendre dans six villes, Quimper, Morlaix, Châteaulin, Quimperlé, Saint-Ségal et Brest (sauf pour répondre aux convocations du juge d'instruction).

Il doit s'abstenir de rencontrer ses co-inculpés et à obligation de se présenter chaque mardi à la gendarmerie de son domicile. Il n'y a pas eu, à Rennes, de rassemblement d'agriculteurs, seuls étaient présents sur les lieux le secrétaire général du CDJA du Finistère, M. Roué, et le secrétaire administratif, M. Sparfel.

### La situation reste très tendue en Bretagne

L'incarcération du vice-président du CDJA du Finistère, après la mise à sac de la sous-préfecture de Brest, avait provoqué une intense mobilisation en Bretagne.

Le bureau de la FNSEA avait, mercredi 1<sup>er</sup> février, demandé « solennellement » la mise en liberté de M. Jean-Jacques Riou. L'assemblée permanente des chambres d'agriculture était intervenue dans le même sens, et le CNJA avait rejeté par avance « la responsabilité des conséquences éventuelles d'une incarcération prolongée », sur les pouvoirs publics.

Le 31 janvier, cinq cents agriculteurs ont occupé une voie ferrée dans le Maine-et-Loire et les portes de quelques perceptions ont été murées dans la Sarthe et la Mayenne. Mercredi 1<sup>er</sup> février, un millier d'agriculteurs ont manifesté à Morlaix, en présence d'Annie Riou, la femme du leader syndical incarcéré.

M. Jean Beaufort, député PS du Finistère, après avoir été retenu par une trentaine d'agriculteurs alors qu'il tenait une permanence à la

mairie de Châteaufort-du-Faou, a envoyé un télégramme à M. Rocard dans lequel il évoque « la tension extrême du milieu agricole breton », et demande « instantanément » au gouvernement « d'accompagner les récentes mesures de dispositions urgentes, seules capables d'enrayer la dégradation de la situation financière des exploitants ».

De son côté, M. François Guézou, président de la chambre d'agriculture de Bretagne, demande, par télégramme, au président de la République, d'annoncer ce jeudi le désamortissement des montants compensatoires monétaires positifs, lors de sa rencontre avec le chancelier Kohl. Selon M. Guézou, le ministre des relations extérieures aurait trouvé avec son homologue allemand un accord sur ces MCM positifs. Il s'agit de fixer les prix agricoles en deuschemarks, et il n'y aurait plus que des MCM négatifs dans la Communauté. M. Guézou demande au chef de l'Etat « de confirmer et de rendre public cet accord ».

## ÉTRANGER

### L'URSS FERAIT BIENTÔT SA RENTRÉE SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX

Londres (AFP). - L'URSS devrait d'ici peu faire sa rentrée sur le marché international des capitaux - après une absence de près de cinq ans - en y effectuant un emprunt de 150 millions de dollars, a-t-on appris mercredi 1<sup>er</sup> février, dans les milieux bancaires londoniens. Les premières démarches viennent d'être entreprises par l'intermédiaire de la banque ouest-allemande Dresdner.

Sous l'influence des banques américaines, principalement, le marché occidental des capitaux avait été pratiquement fermé à l'URSS en 1979, après l'invasion de l'Afghanistan. L'URSS, qui auparavant faisait fréquemment appel au marché international, y jouit d'une très bonne réputation de débiteur ponctuel.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

Les travaux publics et l'exportation. - M. Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du Plan, souhaite que les entreprises de TP doublent, d'ici à la fin du IX<sup>e</sup> Plan, la part rapatriable de leurs activités à l'exportation (la faisant passer de 20 milliards à 40 milliards de francs). Il a formulé ce vœu en remettant aux lauréats les prix de l'innovation du Syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux publics lors de l'assemblée générale de la Fédération nationale des travaux publics (FNTTP), qui s'est réunie à Paris le 31 janvier. M. Jean-Louis Giral, président de la FNTTP, avait auparavant rappelé la chute d'activité de la profession et affirmé qu'on ne pouvait pas « considérer le IX<sup>e</sup> Plan comme porteur d'espoir ». Il a enfin demandé au gouvernement de saisir l'occasion de la présidence française au conseil des ministres de la Communauté pour « relancer une action au niveau européen ».

Extraterritorialité envisagée la suppression de 562 emplois. - Le groupe Eternit, qui fabrique des matériaux de construction, emploie 3200 salariés. Ces 562 suppressions d'emplois toucheront différentes usines et d'abord la principale unité de production du groupe à Prouvy (Nord), près de Valenciennes, avec 222 salariés. Mais aussi les usines de Vitry (Seine-et-Marne), Rennes (Ille-et-Vilaine), Tril-sur-Seine (Yvelines) et Albi (Tarn). La direction justifie ces mesures par une baisse sensible de l'activité enregistrée depuis 1980 et prévue en 1984.

L'an dernier, les salariés du groupe, qui travaillent trente-sept heures par semaine, ont chômé pendant douze semaines. Ces suppressions d'emploi seront au centre des débats du comité central d'entreprise le 16 février.

### Social

ERRATUM. - Le montant de l'allocation d'orphelin est de 454,12 F par mois pour un enfant privé de ses deux parents, et de 349,59 F s'il est privé d'un seul, contrairement à ce que nous avons indiqué par erreur dans le Monde du 1<sup>er</sup> février.

L'installation de la caisse vieillesse. - M. Roger Meudec (CGC) a été élu, mercredi 1<sup>er</sup> février, président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse par 15 voix contre 7 (CGT et CFDT) à M. Oswald Calvetti (CGT) et 1 abstention (la FEN). M<sup>me</sup> Marie-Josée Baffoy, une des représentantes du CNPF, a été élue à la vice-présidence, par 15 voix contre 8 à M. Calvetti.

Le CNPF, qui ne présentait pas de candidat à cette présidence qu'il occupait depuis 1967, détestait ainsi les vice-présidents des trois caisses du régime général de sécurité sociale. A cette occasion, M. Bérégovoy, qui installait le nouveau conseil d'administration, a indiqué qu'« il n'était pas possible, en 1984, de mensualiser le paiement des pensions, ce qui coïnciderait, la première année, 10 milliards de francs ».

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	5/16	9/11/16	9/8	9/3/4	9/1/2	9/7/8	9/3/4	10/1/8
SE-U...	5/16	9/11/16	9/8	9/3/4	9/1/2	9/7/8	9/3/4	10/1/8
DM...	5/16	9/11/16	9/8	9/3/4	9/1/2	9/7/8	9/3/4	10/1/8
FF...	5/16	9/11/16	9/8	9/3/4	9/1/2	9/7/8	9/3/4	10/1/8
£ (100)...	5/16	9/11/16	9/8	9/3/4	9/1/2	9/7/8	9/3/4	10/1/8
Yen (100)...	5/16	9/11/16	9/8	9/3/4	9/1/2	9/7/8	9/3/4	10/1/8
...	...	...	...	...	...	...	...	...

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-U...	8,9208	8,9208	+ 170	+ 200
DM...	6,6228	6,6228	+ 120	+ 100
FF (100)...	3,6340	3,6370	+ 100	+ 100
Yen (100)...	3,6220	3,6270	+ 100	+ 100
...	...	...	...	...

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PAPETERIES NAVARRE TRANSFORMATION S.A.

Le conseil d'administration, au cours de la séance du 11 janvier 1984, a procédé à la nomination de M. Jean-Pierre Hoining comme directeur général des Papeteries Navarre Transformation.

Par ailleurs, M. Jean-Pierre Hoining est aussi directeur général adjoint de la société Ofim Guarnant, société qui fait partie du groupe hollandais Buisman Tetterode.

Avec la mise en place de cette nouvelle direction, les actionnaires des Papeteries Navarre Transformation ont pour objectifs de développer leurs parts de marché sur ce secteur ainsi qu'une plus forte rentabilité.

Le capital des papeteries Navarre Transformation est détenu à 60 % par la Chapelle Darbly S.A. et à 40 % par le groupe Buisman Tetterode.

Lisez LE MONDE diplomatique

### GRUPE VOLVO

Chiffre d'affaires : 100,90 milliards de SEK (+ 33,4 %) Résultats avant impôts : 3,85 milliards de SEK (+ 57,8 %)

Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit provisoirement à 100,90 milliards de Couronnes suédoises (SEK) pour l'exercice 1983, soit une augmentation de 33,4 % par rapport à l'exercice précédent.

Les résultats provisoires avant impôts s'élevaient à 3,85 milliards de SEK, soit une progression de 57,7 % par rapport à l'exercice 1982.

Le chiffre d'affaires de VOLVO FRANCE SA s'établit à 2,26 milliards FF pour l'année 1983, soit une augmentation de 22 %.

La période est marquée par des progrès de la part de marché, + 23 % pour les véhicules industriels, + 25 % pour les véhicules particuliers. Les ventes de bus ont progressé de 54 % et celle des moteurs marins et industriels de 12 %. Malgré les difficultés du marché français du poids lourd, VOLVO FRANCE SA présente des bénéfices.

Les achats par le Groupe VOLVO de composants automobiles français destinés à être réexportés par ses usines poursuivront leur progression.

1 SEK (Couronne suédoise) = 1,05 FF.

## UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

	SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	ACTIF À LONG TERME OBLIGATAIRE AL.T.O.	ALTEH	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SELEC-TIONNÉES	ABRÉVIATIONS (UNION SÉQUANAISE URBAINE)	L'UAP INVESTISSEMENTS
	Obligation	Obligation	8 % minimum actions françaises (CFA & Monnet)	Valeur	Placements à caractère	Valeur	Valeur
	longue	longue	actions	longue	longue	longue	longue
SITUATION AU 30 DÉCEMBRE 1983							
- Nombre d'actions en circulation	4 033 012	1 216 226	667 737	790 317	1 393 741	1 393 741	1 393 741
- Actif net total (en millions de F)	734,06	272,41	144,18	250,16	478,73	478,73	659,10
- réparti comme suit :							
a) France :							
- Obligations classiques et indexées	97,4 %	45,9 %	31,8 %	31,5 %	35,6 %	29,6 %	
- Obligations convertibles	2,1 %	2,2 %	3,1 %	4,3 %	0,2 %	1,2 %	
- Actions	nant	nant	58,3 %	34 %	64,7 %	19,4 %	
b) Étranger :							
- Actions et obligations	nant	46,6 %	4,1 %	23,9 %	15,2 %	45 %	
- a) Disponibilités	0,5 %	5,3 %	2,7 %	6,3 %	4,3 %	4,8 %	
- b) Bons à court et moyen terme	nant	nant	nant	nant	nant	nant	
- c) Bons du Trésor	nant	nant	nant	nant	nant	nant	
- Valeur liquidative de l'action en F	182,01	223,98	215,92	316,54	343,48	341,37	

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de :

SSB

LA SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE

370, rue Saint-Hippolyte, 75023 Paris Cedex 01 - Tél. : 261-83-44

Tout Am. quartier Louis-Napoléon, Cedex 14 - 92063 PARIS LA DÉFENSE - Tél. : 766-16-18 et dans ses agences de province.

هكذا من الأصل



صكوات الأمل

# MARCHÉS FINANCIERS

# BOURSE DE PARIS Comptant 1er FEVRIER

## PARIS 1<sup>er</sup> février

### Résistant

« La pause continue. » L'arme au pied, les investisseurs n'ont toujours pas repris les hostilités à la Bourse de Paris mais, tout le monde, autour de la corbeille, attend le signal du redémarrage de l'offensive à la hausse.

Pour l'instant, on continue à assainir les positions, et l'indice continuant qu'il avait reculé de 2,17 % la veille a encore amorcé un léger repli dès l'ouverture, encore qu'il se soit singulièrement amenuisé en cours de séance jusqu'à être transformé en un gain de 0,01 % à la clôture.

Plutôt en hausse la veille, les valeurs pharmaceutiques qui bénéficient depuis le 1<sup>er</sup> janvier du coup de pouce donné aux prix de ces produits, ont subi cherché à se distinguer. Roussel-Uclaf a même perdu 3 % environ tandis que Sanofi cède aux environs de 2 %. Par ailleurs, SEB, Creusot-Loire, Five-Lille, UCB, Générale de Fonderie et TRT perdent 3 % à 5 %. St-Louis Bouchon a été initialement « réservé à la baisse ».

A l'inverse, Penarroya, qui a subi le même sort, a la hausse cependant, gagnant près de 7 % et Générale des eaux (dans le même cas) s'ajuste de 5 %. Forte avance (3 % à 6 %) de Promadès, CFDE, Carrefour, Simca, Amref, RIC, SGESEB, et, surtout, de Pernier.

La Source Perrier a annoncé en fin de matinée une hausse de 49 % environ de bénéfices consolidés du groupe pour l'exercice 1983, et, surtout, la création de deux filiales dans une franchise et une américaine pour l'étude du fameux produit destiné à favoriser l'équilibre nutritionnel de base.

Nette reprise de l'or, à 377,25 dollars l'once (371,90 la veille), entraînant la hausse des mines d'or. A 103 500 F, le lingot a gagné 500 F. Tandis que le négociant s'ajuste de 2 F, 649 F.

Dollar-titre : 11,59/63 F (en baisse).

## NEW-YORK

### La baisse, toujours

Paris se porte toujours très bien merci, New-York toujours aussi mal. Pour la dixième séance consécutive, les cours ont de nouveau baissé mercredi à Wall Street. Le mouvement, qui s'était ralenti la veille, s'est derechef accéléré, ce, en dépit de deux nouvelles tentatives de reprise rendues tout aussi inefficaces que les précédentes par l'abondance de ventes bénéficiaires. A la clôture, l'indice des industriels s'est effondré à 1 212,30 (- 8,27 points), soit à son niveau le plus bas depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1983. Entre le 6 janvier (le plus haut de l'année à 1 286,64) et le 1<sup>er</sup> février, il a perdu 74,34 points.

Le bilan de la séance a très bien reflété la situation. Sur 1 977 valeurs cotées, 930 ont baissé, 633 ont monté et 394 n'ont pas varié.

Une forte activité a continué de régner, et 107,71 millions de titres ont changé de mains contre 113,51 millions précédemment.

Par dessus tout, les investisseurs craignent que le projet Reagan se mue en véritable projet de budget, ce qui, inévitablement, par le jeu des déficits se traduirait par de nouvelles tensions sur le front du crédit. En l'état actuel des choses, des firmes de courtage sont intervenues, faisant appel de convertisseurs et pour se mettre en règle, les investisseurs vendent, ajoutant ainsi à la pression de l'offre favorisée par le pessimisme ambiant.

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4
A.T.T.	65 7/8	- 1/8
Bell	65 1/2	- 1/2
Boeing	65 1/2	- 1/2
Chemical Bank	65 1/2	- 1/2
Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2
IBM	65 1/2	- 1/2
Intel	65 1/2	- 1/2
Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2
Merck	65 1/2	- 1/2
Microsoft	65 1/2	- 1/2
Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2
Rockwell	65 1/2	- 1/2
Schlumberger	65 1/2	- 1/2
Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2
Wendover	65 1/2	- 1/2
Westinghouse	65 1/2	- 1/2
Xerox	65 1/2	- 1/2

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

UNIBAIL. - Afin de renforcer ses capitaux permanents, cette Société va demander à ses actionnaires le 5 mars prochain, l'autorisation d'émettre un emprunt obligataire d'un montant maximum de 200 millions de francs sous la forme de bons de souscription d'actions. Cette opération, destinée à la société de poursuivre son rythme de développement dans le cadre de l'encadrement du crédit tout en se procurant les ressources à long terme dont elle a besoin. A l'heure actuelle, les capitaux propres représentent 263 millions de francs, le capital social proprement dit ayant été récemment porté à 156,96 millions de francs à l'issue d'une opération de conversion d'obligations.

En 1983, Unibail a réalisé, en location simple, un chiffre d'affaires de 50,3 millions de francs, en augmentation de 9,3 % sur l'année précédente, avec un taux

d'occupation des immeubles de 97 % à la fin décembre 1983. Dans ce domaine, la société a poursuivi sa politique d'investissement en immobilier de bureaux de qualité et bien situés dans Paris, en procédant dans la capitale à l'acquisition d'un nouvel immeuble avenue Hoche et en engageant des travaux de réhabilitation sur un autre immeuble, rue du Faubourg Saint-Honoré. Brulant à quelques 545 millions de francs son patrimoine (dont 32 millions de francs sont affectés à l'exercice 1983), la société considère que la valeur nette comptable de ces immeubles est de 329 millions de francs au 31 décembre 1983.

PERMIER SA. - Pour l'exercice clos le 30 septembre, la société a dégagé un bénéfice net de 119,51 millions de francs contre de 10,1 millions de francs l'année précédente. Ce résultat, qui est encore plus fort (+ 49 %), qui atteignait 176,7 millions. Tenant compte des recommandations gouvernementales, le conseil a décidé de limiter à 5 % l'augmentation du dividende net fixé à 9,45 F.

SUMEDIS. - L'exercice en cours, qui s'achève le 30 septembre prochain, s'annonce meilleur que le précédent. Pour le premier trimestre, le bénéfice du groupe progresse de 22,5 % à 96 millions de francs. Néanmoins, la direction se refuse à pronostiquer une augmentation de son chiffre d'affaires. Pour 1983, ces derniers enregistreront à DM (inchangé) par titre.

INDICES QUOTIDIENS	1 <sup>er</sup> fév.	31 jan.
Valeur française	110,7	110,6
Valeur étrangère	111	111,5

C <sup>o</sup> DES AGENTS DE CHANGE	1 <sup>er</sup> fév.	31 jan.
Bourse de Paris	176,4	176,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	12/5/83
Effets à 90 jours	12,5/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO	1 <sup>er</sup> fév.	31 jan.
1 dollar (en yen)	234,56	234,40

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4	Boeing	65 1/2	- 1/2	Chemical Bank	65 1/2	- 1/2	Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2	IBM	65 1/2	- 1/2	Intel	65 1/2	- 1/2	Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2	Merck	65 1/2	- 1/2	Microsoft	65 1/2	- 1/2	Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2	Rockwell	65 1/2	- 1/2	Schlumberger	65 1/2	- 1/2	Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2	Wendover	65 1/2	- 1/2	Westinghouse	65 1/2	- 1/2	Xerox	65 1/2	- 1/2

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4	Boeing	65 1/2	- 1/2	Chemical Bank	65 1/2	- 1/2	Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2	IBM	65 1/2	- 1/2	Intel	65 1/2	- 1/2	Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2	Merck	65 1/2	- 1/2	Microsoft	65 1/2	- 1/2	Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2	Rockwell	65 1/2	- 1/2	Schlumberger	65 1/2	- 1/2	Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2	Wendover	65 1/2	- 1/2	Westinghouse	65 1/2	- 1/2	Xerox	65 1/2	- 1/2

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4	Boeing	65 1/2	- 1/2	Chemical Bank	65 1/2	- 1/2	Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2	IBM	65 1/2	- 1/2	Intel	65 1/2	- 1/2	Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2	Merck	65 1/2	- 1/2	Microsoft	65 1/2	- 1/2	Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2	Rockwell	65 1/2	- 1/2	Schlumberger	65 1/2	- 1/2	Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2	Wendover	65 1/2	- 1/2	Westinghouse	65 1/2	- 1/2	Xerox	65 1/2	- 1/2

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4	Boeing	65 1/2	- 1/2	Chemical Bank	65 1/2	- 1/2	Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2	IBM	65 1/2	- 1/2	Intel	65 1/2	- 1/2	Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2	Merck	65 1/2	- 1/2	Microsoft	65 1/2	- 1/2	Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2	Rockwell	65 1/2	- 1/2	Schlumberger	65 1/2	- 1/2	Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2	Wendover	65 1/2	- 1/2	Westinghouse	65 1/2	- 1/2	Xerox	65 1/2	- 1/2

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4	Boeing	65 1/2	- 1/2	Chemical Bank	65 1/2	- 1/2	Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2	IBM	65 1/2	- 1/2	Intel	65 1/2	- 1/2	Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2	Merck	65 1/2	- 1/2	Microsoft	65 1/2	- 1/2	Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2	Rockwell	65 1/2	- 1/2	Schlumberger	65 1/2	- 1/2	Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2	Wendover	65 1/2	- 1/2	Westinghouse	65 1/2	- 1/2	Xerox	65 1/2	- 1/2

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4	Boeing	65 1/2	- 1/2	Chemical Bank	65 1/2	- 1/2	Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2	IBM	65 1/2	- 1/2	Intel	65 1/2	- 1/2	Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2	Merck	65 1/2	- 1/2	Microsoft	65 1/2	- 1/2	Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2	Rockwell	65 1/2	- 1/2	Schlumberger	65 1/2	- 1/2	Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2	Wendover	65 1/2	- 1/2	Westinghouse	65 1/2	- 1/2	Xerox	65 1/2	- 1/2

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4	Boeing	65 1/2	- 1/2	Chemical Bank	65 1/2	- 1/2	Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2	IBM	65 1/2	- 1/2	Intel	65 1/2	- 1/2	Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2	Merck	65 1/2	- 1/2	Microsoft	65 1/2	- 1/2	Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2	Rockwell	65 1/2	- 1/2	Schlumberger	65 1/2	- 1/2	Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2	Wendover	65 1/2	- 1/2	Westinghouse	65 1/2	- 1/2	Xerox	65 1/2	- 1/2

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4	Boeing	65 1/2	- 1/2	Chemical Bank	65 1/2	- 1/2	Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2	IBM	65 1/2	- 1/2	Intel	65 1/2	- 1/2	Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2	Merck	65 1/2	- 1/2	Microsoft	65 1/2	- 1/2	Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2	Rockwell	65 1/2	- 1/2	Schlumberger	65 1/2	- 1/2	Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2	Wendover	65 1/2	- 1/2	Westinghouse	65 1/2	- 1/2	Xerox	65 1/2	- 1/2

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4	Boeing	65 1/2	- 1/2	Chemical Bank	65 1/2	- 1/2	Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2	IBM	65 1/2	- 1/2	Intel	65 1/2	- 1/2	Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2	Merck	65 1/2	- 1/2	Microsoft	65 1/2	- 1/2	Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2	Rockwell	65 1/2	- 1/2	Schlumberger	65 1/2	- 1/2	Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2	Wendover	65 1/2	- 1/2	Westinghouse	65 1/2	- 1/2	Xerox	65 1/2	- 1/2

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	41 3/4	- 1/4	Boeing	65 1/2	- 1/2	Chemical Bank	65 1/2	- 1/2	Eastman	65 1/2	- 1/2
GenCorp	65 1/2	- 1/2	IBM	65 1/2	- 1/2	Intel	65 1/2	- 1/2	Johnson & Johnson	65 1/2	- 1/2
McDonald's	65 1/2	- 1/2	Merck	65 1/2	- 1/2	Microsoft	65 1/2	- 1/2	Motorola	65 1/2	- 1/2
Procter & Gamble	65 1/2	- 1/2	Rockwell	65 1/2	- 1/2	Schlumberger	65 1/2	- 1/2	Spacelabs	65 1/2	- 1/2
Union Pacific	65 1/2	- 1/2	Wendover	65 1/2	- 1/2	Westinghouse	65 1/2	- 1/2	Xerox	65 1/2	- 1/2

## INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	1 <sup>er</sup> fév.	31 jan.
Valeur française	110,7	110,6
Valeur étrangère	111	111,5

## C<sup>o</sup> DES AGENTS DE CHANGE

C <sup>o</sup> DES AGENTS DE CHANGE	1 <sup>er</sup> fév.	31 jan.
Bourse de Paris	176,4	176,1

## TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	12/5/83
Effets à 90 jours	12,5/8

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

COURS DU DOLLAR A TOKYO	1 <sup>er</sup> fév.	31 jan.
1 dollar (en yen)	234,56	234,40

## Règlement mensuel

Comptes	VALEURS	Cours	Différence	Comptes	VALEURS	Cours	Différence	Comptes	VALEURS	Cours	Différence	Comptes	VALEURS	Cours	Différence
1836	A.S. 1973	1880	1880	+ 0,81	780	Emerson	757	740	- 17	234	Packard	251	258	258	- 1,14
226	A.S. 1973	1880	1880	+ 0,81	780	Emerson	757	740	- 17	234	Packard	251	258	258	- 1,14
226	A.S. 1973	1880	1880	+ 0,81	780	Emerson	757	740	- 17	234	Packard	251	258	258	- 1,14
226	A.S. 1973	1880	1880	+ 0,81	780	Emerson	757	740	- 17	234	Packard	251	258	258	- 1,14
226	A.S. 1973	1880	1880	+ 0,81	780	Emerson	757	740	- 17	234	Packard	251	258	258	- 1,14

## COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	COURS	COURS	ACHAT	VENTE
Marché officiel	100	100	100	100

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	COURS	COURS	ACHAT	VENTE
Marché officiel	100	100	100	100

## COURS DES BILLET

COURS DES BILLET	COURS	COURS	ACHAT	VENTE
Marché officiel				



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

**IDÉES**

2. « Nous autres de la laïque, catholiques à part entière », par André Marcouze.

3. **DIPLOMATIE**

— Les Allemands aujourd'hui, de Bernard Bruguier.

— Lettres au Monde.

**ÉTRANGER**

3. **EUROPE**

— NORVÈGE : Oslo espère plusieurs fonctionnaires soviétiques.

3. **DIPLOMATIE**

— Le sommet franco-allemand d'Édenkoben.

4. **AMÉRIQUES**

— ÉTATS-UNIS : le projet de budget de M. Reagan est mal accueilli par les milieux financiers.

4. **ASIE**

5. **PROCHE-ORIENT**

— La dégradation de la situation à Beyrouth.

5. **AFRIQUE**

— La situation au Tchad.

**POLITIQUE**

6. Les restructurations industrielles et leurs conséquences.

7. Les hommes du président : Michel Vauclair.

— Le communiqué du conseil des ministres.

**SOCIÉTÉ**

8. Le mariage se démode.

— L'affaire du casino de Chambray.

— Un programme de recherches pour exploiter les nodules océaniques.

9. **JUSTICE** : la chambre d'accusation de Paris autorise l'extradition d'un Italien.

— SPORTS : quatre scénarios pour les Jeux olympiques à Paris en 1992.

**LE MONDE  
DES LIVRES**

11. Guido Caronetti et les cravates de la philosophie ; BILLET : Paul Valéry, amateur de géologie ; LE FEUILLETON : Je vous parle d'histoire ; de Michel Déon.

12. LA VIE LITTÉRAIRE ; AU FIL DES LECTURES ; LETTRES ÉTRANGÈRES : Andrew Marbot ; Thomas Sharpe.

14. HISTOIRE LITTÉRAIRE : une biographie de Condorcet par sa fille.

15. RENCONTRE : Annie Ernaux.

**CULTURE**

17. THÉÂTRE : Jérôme Nicolin, chienne et chiens ; DANSE : le XIX<sup>e</sup> Prix de Lausanne.

19. COMMUNICATION : selon le projet de loi sur la presse, les capitaux européens pourront s'investir librement dans les journaux français.

— VU : Double zoom sur Hitchcock.

**ÉCONOMIE**

21. AFFAIRES : le rachat de SGE par Saint-Gobain.

22. CONJONCTURE ; AGRICULTURE ; Crise porcine, crise bretonne (II), par Jacques Grail.

**RADIO-TÉLÉVISION (19)**

**INFORMATIONS**

« SERVICES » (16) : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto ; Arlequin.

Amorces classées (20) ; Carnet (10) ; Programmes des spectacles (18) ; Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde » daté 2 février 1984 a été tiré à 458 757 exemplaires

(Publié)

**économisez  
vos calories  
et vivez au calme  
et en sécurité !**

Fabriqués en France, DUO-FENÊTRE, numéro un en Allemagne, est un sur-trappe sur mesure d'une totale efficacité (froid et bruit), l'un des moins onéreux du marché (avec ou sans pose). Faites aussi blinder vos vitres avec le fameux film anti-effraction Security-Film.

PRIVAD - 5, rue Chariot 93320 - Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.86.37 - Poste uniquement Paris et 100 km alentour.

A B C D E F G

## LE NOUVEL « INCIDENT GALBRAITH »

Le gouvernement juge « inacceptables » les propos de l'ambassadeur des États-Unis sur « des questions relevant de la politique intérieure de la France »

Au terme des délibérations du conseil des ministres, mercredi 1<sup>er</sup> février, le ministre des transports, M. Charles Fiterman, a vivement réagi aux propos tenus, le dimanche soir 29 janvier, devant le Grand Jury RTL-le Monde, par l'ambassadeur des États-Unis en France, M. Evan Galbraith, qui avait critiqué la présence de communistes au gouvernement : « Je viens seulement de prendre connaissance de la déclaration exacte de ce personnage grossier et stupide qu'est l'ambassadeur des États-Unis en France. Je vais lui écrire pour lui dire ce que je pense », a déclaré M. Fiterman.

M. Georges Marchais, qui était l'invité de l'IF 1, a ajouté, à ce sujet : « Cet ambassadeur américain, où il se croit ? Il se croit à la Grenade ? Il se croit dans certains pays d'Amérique latine pour venir ici mettre en cause directement le Parti communiste français, ses élus, un membre du gouvernement, après que le peuple français se soit prononcé ? J'aimerais savoir ce que l'on dirait, moi, si l'ambassadeur d'Union soviétique mettait en cause tel ou tel parti, tel ou tel ministre. Charles Fiterman a eu parfaitement raison (de réagir) et quant à moi, je ne vais pas manquer de dire ce qu'il faut dire sur cette question. Et j'espère que le gouvernement français le dira lui aussi parce qu'il est concerné. » En fin de journée, M. Galbraith était convoqué à l'hôtel Matignon.

Le cabinet de M. Pierre Mauroy faisait savoir, dans un communiqué, que « le premier ministre, ayant à ses côtés M. Gutmann, secrétaire général du ministère des relations extérieures, a reçu M. Evan Galbraith, ambassadeur des États-Unis à Paris, pour lui signifier le caractère inacceptable des propos qu'il a tenus sur des questions relevant de la politique intérieure de la France ».

L'entretien a duré une demi-heure. En quittant l'hôtel Matignon, l'ambassadeur des États-Unis déclarait que « de toute façon il n'y a pas de problème » et que M. Mauroy avait été « très gentil ».

Ce nouvel « incident Galbraith » ayant éclaté à retardement (ce n'est que mercredi, trois jours après les faits, que les dirigeants du PC se sont manifestés à ce sujet), et les versions des propos étant parfois contredites, il n'est pas inutile de reproduire les déclarations de M. Galbraith selon la transcription établie par RTL : « On sait bien, avait dit le diplomate américain, que le Parti communiste français entretient une relation spéciale avec le monde soviétique. Tout le monde

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La majorité accuse trois députés de l'opposition d'injures envers le président de la République

Après la mise en cause, dans la nuit du mercredi 1<sup>er</sup> au jeudi 2 février, à l'Assemblée nationale, de l'attitude de M. François Mitterrand pendant la guerre, par MM. Alain Madelin et François Aubert (UDF) et Jacques Toubon (RPR) (voir page 19), M. Pierre Joxe a publié un communiqué rappelant les titres de résistance de M. Mitterrand et que celui-ci avait été secrétaire général aux prisonniers de guerre dans le premier gouvernement du général de Gaulle en 1944. Le président du groupe socialiste juge donc « injurieux » et « inacceptables » les propos des députés de l'opposition. Jeudi matin, à l'ouverture de la séance, M. Joxe a demandé que le président de l'Assemblée nationale réunisse le bureau de l'Assemblée. Celui-ci a été convoqué pour 19 heures.

Pour sa part, avant de demander une suspension de séance d'une heure, M. André Labarrère, ministre délégué aux relations avec le Parlement, a estimé que l'incident

de la nuit marque une dégradation du fonctionnement de l'institution parlementaire. Pour M. Labarrère, les députés de l'opposition sont passés de l'obstruction à la provocation. Il a rappelé les déclarations des présidents des groupes UDF et RPR, qui avaient invité leurs membres à modérer leur comportement. Il a ajouté que la mise en cause du passé de résistant du chef de l'État est inadmissible.

Dans les couloirs, M. Guy Ducloux, vice-président du groupe communiste, soulignait que les députés en cause se voient appliquer « une sanction très sévère », comme le permet l'article 73 du règlement de l'Assemblée.

Tandis que la séance restait suspendue, en fin de matinée, M. Madelin demandait que le bureau de l'Assemblée soit invité à se prononcer, aussi, sur la « mise en cause » des députés de l'opposition par ceux de la majorité.

La baisse subite du dollar (8,49 F) soumet le SME à de fortes tensions

Le dollar s'est brutalement replié jeudi 2 février sur tous les marchés des changes, son cours revenant, à Paris, en dessous de 8,50 F, pour la première fois depuis un mois et demi : il valait encore 8,61 F mardi 31 janvier. Le repli de la monnaie américaine s'est opéré, essentiellement, au profit de l'écudo, qui s'est revalorisé vis-à-vis de toutes les monnaies. A Francfort, le cours du « billet » a été tenu deux jours, de 2,5140 DM à 2,7650 DM.

Déjà amorcé mercredi 1<sup>er</sup> février, le glissement du dollar s'est accentué jeudi en Europe, où une vague de dégoût s'est produite, les opérateurs ne croyant plus à une baisse de la monnaie américaine. Ils ont été très frappés par le fait que l'annonce de la candidature de M. Reagan aux prochaines élections présidentielles ait la publication d'indices économiques très favorable aux États-Unis n'ait dopé le « dollar » : « Il ne monte plus, c'est qu'il

man : « J'aimerais bien faire une promenade à bord du TGV, mais pas forcément avec lui. Nous n'avons pas beaucoup de chance en commun ». De même en juin 1982, il avait dit au cours d'une visite à Dijon : « avoir des communistes dans un gouvernement est un risque, car leur loyauté est ailleurs ».

Ce dernier propos lui avait valu d'être convoqué chez M. Gutmann, secrétaire général du quai d'Orsay. Le même M. Gutmann avait d'ailleurs déjà convoqué l'ambassadeur américain dès le mardi 31 janvier, à la suite de ses propos à RTL-le Monde. C'est parce qu'il s'agissait d'une « récidive », sans doute aussi en raison de la vive protestation de MM. Fiterman et Marchais, que le conseil des ministres a décidé, mercredi, de relever le niveau de la protestation en faisant recevoir l'ambassadeur par M. Mauroy.

A Washington, un porte-parole du département d'État a déclaré mercredi que le gouvernement américain maintient sa « pleine confiance » à M. Galbraith. Il a qualifié l'incident de « malentendu sur ce qu'a dit l'ambassadeur, en raison d'une transcription erronée et incomplète de l'émission ».

Le « pauvre Français qui a mal tourné »

C'est ensuite qu'intervient une nuance dans l'interprétation. Pour les communistes français, l'ambassadeur a poursuivi en déclarant que M. Fiterman « est un pauvre Français qui a mal tourné ». On précise à l'ambassade américaine que M. Galbraith répondait à une question d'ordre général sur « ce qu'est pour vous un communiste français » et que, bien qu'un autre questionneur ait alors interjeté le nom de M. Fiterman, sa réponse ne visait ni un ministre ni aucune personne en particulier. M. Galbraith a encore déclaré : « Dans le Parti communiste français, il y a un peu de tout. Nous avons en tout cas des relations correctes avec les ministres communistes. (...) De temps en temps, lors de réceptions, on m'en présente un et je suis poli : je lui serre la main et je souris. (...) Il y a des professions, il y a des ouvriers qui ont considéré le Parti communiste français dans la perspective de leurs intérêts. C'est un aspect important pour la raison d'être de ce Parti. Mais (...) on n'est plus dans une situation de guerre civile et cela est en train de disparaître ».

Ce n'est pas la première fois que M. Galbraith attire l'attention par des commentaires sur le P.C. français. Dans un entretien accordé au *Matin* en décembre 1981, quelques jours après la présentation de ses lettres de créances, l'ambassadeur avait qualifié les communistes « d'agents d'une force extérieure à la France, dirigée par les Russes ». Il avait ajouté à propos de M. Fiter-

man : « J'aimerais bien faire une promenade à bord du TGV, mais pas forcément avec lui. Nous n'avons pas beaucoup de chance en commun ».

Washington (Reuter). — L'Arabie Saoudite a décidé d'acquiescer des réacteurs franco-américains CFM-56 pour ses avions de détection électronique Awacs et de ravitaillement en vol. Il s'agit d'un moteur conçu par la société américaine General Electric et par la société française SNECMA.

Ces moteurs équiperont cinq avions de détection électronique (Awacs) et huit avions de ravitaillement. Tous les appareils sont des Boeing-707 transformés. La construction des appareils n'a pas encore commencé, mais on indiquait, à la société Boeing, que le premier devrait sortir de la chaîne d'assemblage en 1986.

Le réacteur franco-américain CFM-56 a été préféré au moteur Pratt and Whitney, qui équipe habituellement les Boeing, en raison de sa moindre consommation de carburant, de son poids plus faible et de sa plus forte poussée. Cinquante-huit moteurs (avec les réacteurs de rechange) seront construits simultanément en France et aux États-Unis.

[Selon Boeing, la fourniture des réacteurs CFM-56 par la SNECMA (avec la livraison des moteurs de poussée conçus par la société française Hispano-Suiza) représente, pour les constructeurs français, un contrat de 157,3 millions de dollars (environ 1 300 millions de francs). Il s'agit, précise encore Boeing, de l'un des plus importants contrats signés par Boeing au bénéfice d'un sous-traitant, auquel il a été remis, le mardi 31 janvier.

L'installation des réacteurs CFM-56 sur les Boeing-707 modifiés nécessite, pour une autre raison, les constructeurs français. En effet, l'armée de l'air française équipe progressivement de ce même réacteur les C-135 de ravitaillement en vol, en service dans les escadrons de bombardement nucléaire, et dans l'hypothèse où elle devrait acquiescer deux avions-ravitailleurs Awacs, comme il est aujourd'hui question, la direction de Ryd constitue un précédent qui facilitera l'adaptation de réacteurs CFM-56 sur les avions français].

## Sur le vif De toutes les couleurs

Racistes, les Français ? Non, pas vraiment. Juste un peu beaucoup quand ils se retrouvent au milieu de plein d'étrangers. Pas à Tunis ou à Dakar, attention ! Là, c'est les vacances, les voyages organisés — on n'a d'ailleurs pas tolérancé l'occasion d'y aller, c'est loin et c'est cher. Là, on est venu pour ça, pour les voir, les étrangers, pour manger leur couscous et pour regarder leur danse du ventre.

Non, là où ça commence à tirer, c'est quand ils viennent chez nous, qu'ils s'installent dans nos HLM, qu'ils nous cassent les oreilles avec leur tam-tam, qu'ils envoient leurs gosses dans nos communaux — à peine s'il reste de la place pour les nôtres — et qu'ils étalent leur souk à la sortie du métro Belleville. Allez donc y faire un tour vendredi soir. Il vous suffira d'appuyer sur le bouton de FR 3 pour découvrir le pourquoi et le comment du succès de l'extrême droite aux dernières municipales. Vous risquez d'être surpris. A condition, bien entendu, de ne pas habiter la quartier ou d'autres du même genre. Là, on sait à quoi s'en tenir.

Dans ce coin du vingtième arrondissement, des étrangers, on en voit de toutes les couleurs, des jaunes, des noirs, des café au lait. Comme le dit cette dame

rencontrée au bistrot rue du Clos, il n'y a vraiment pas besoin de sortir de chez soi pour se sentir dépayssé. Il n'y a qu'à se mettre à sa fenêtre.

Alors, évidemment, en ces temps de crise, le slogan lancé par Le Pen, deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés en trop, ça accroche, ça prend, ça ramasse des voix. Il était là, Le Pen, il assistait à la projection de ce reportage avec la presse. Il en est sorti tout rose-rouge, tout blond-jaune, tout souriant. Gouffé à bloc.

On venait de le voir haranguer les foules à l'écran. C'est une bête du spectacle politique, c'est certain. Est-ce qu'il retournera son siège, parce qu'il y a un quart de siècle, à l'Assemblée nationale, sa seule ambition pour le moment ? Il devrait pour ça faire un crochet par Strasbourg et le Parlement européen. On lui a demandé quel score il comptait faire. 10 %. Ça me paraît très optimiste.

L'avenir de Le Pen, c'est de Mitterrand qu'il dépend. Si la gauche accepte de regarder les choses en face et de les appeler par leur nom, pour, ne-le-voit et peut-être bientôt laine, l'extrême droite ne passera pas.

CLAUDE SARRAUTE.

En Espagne

## Le secrétaire d'État aux finances a été démis de ses fonctions

Madrid. — Le secrétaire d'État aux finances, M. José Sevilla, a été démis de ses fonctions, le 1<sup>er</sup> février, suite aux désaccords croissants qui l'opposaient au ministre de l'économie, M. Miguel Boyer. Il s'agit de la première démission d'un haut responsable depuis l'arrivée des socialistes au gouvernement en décembre 1982. Elle met en évidence les divergences qui se font jour au sein de l'équipe économique au pouvoir quant aux solutions à apporter à la grave crise que connaît le pays.

La raison immédiate du départ de M. Sevilla semble être son désaccord avec une des dispositions d'un projet d'annuaire fiscale actuellement en préparation. Le secrétaire d'État considérait que, en assurant aux bons du Trésor, comme le veut M. Boyer, une exemption fiscale totale (les titres des institutions financières privées continuant, eux, à être soumis à l'impôt), le gouvernement risquait en fait d'encourager l'évasion fiscale. M. Sevilla avait fait de la lutte contre cette dernière un de ses principaux objectifs, ce qui lui avait d'ailleurs valu de solides inimitiés dans certains milieux.

Toutefois les divergences entre MM. Boyer et Sevilla portaient également sur le fond de la politique économique du gouvernement. Le second ne cachait pas en privé ses réticences — partagées semble-t-il par certains membres du gouvernement — face aux conceptions de plus en plus « monétaristes » du ministre de l'économie. M. Sevilla considérait notamment difficile de réduire le déficit du budget au rythme élevé souhaité par M. Boyer, sans provoquer de graves convulsions sociales dans un pays au taux de chômage particulièrement fort. Il craignait par ailleurs qu'une diminution trop sensible du pouvoir d'achat des salariés ne se traduise par une baisse de la demande qui aggrave encore aux difficultés des entreprises.

THÉRIY MALINAK.

## isa aujourd'hui, on ne s'improvise pas "manager"

Il faut du tempérament, une motivation, une formation et un entraînement. Vous avez le tempérament et la motivation. L'ISA vous apportera la formation et l'entraînement. En 18 mois de travail intensif, avec une centaine de participants sélectionnés pour leur potentiel — ingénieurs, scientifiques, juristes, économistes, littéraires... — dont le moitié possède déjà une expérience professionnelle de quelques années, vous vous donnerez les moyens de faire face aux situations les plus complexes que doit résoudre un manager.

Date limite

de dépôt des candidatures pour la deuxième session d'admission en vue de la rentrée de septembre 1984 : lundi 12 mars 1984.

Réunions d'information

avec le Directeur de l'Institut et des Anciens ISA :

PARIS : mardi 7 février - 18 h 30

Cercle France Amérique - 11, av. Franklin Roosevelt (8<sup>e</sup>)

JOUY-EN-JOSAS : samedi 11 février - 10 h - sur le campus ISA

(route de Vailly sur l'autoroute de Châlons)

TOULOUSE : mardi 7 février - 18 h 30 - Forum - Place Wilson

STRASBOURG : mardi 28 février - 18 h 30 - Holiday Inn 20, pl. de Baudouin

MARSEILLE : mardi 13 mars - 18 h 30 - Forum, rue Naveau St-Martin

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JOUY-EN-JOSAS - TÉL. (3) 956.80.00 POSTE 478 DU

(3) 956.24.26 (LIGNE SPÉCIALE RENSEIGNEMENTS)

CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFO)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation, remplissez-nous ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Diplôme \_\_\_\_\_

Expérience professionnelle \_\_\_\_\_

isa